**RAPPORT SEMESTRIEL D'EXECUTION
DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE**

Juillet 2000

S O M M A I R E

<u>TITRES</u>	<u>PAGES</u>
<u>INTRODUCTION</u>	<u>05</u>
<u>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</u>	<u>07</u>
1.1. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN 1999	07
1.1.1 PRODUCTION	07
1.1.2. EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION	08
1.1.3. CONDITIONS MONETAIRES ET TAUX DE CHANGE	09
1.1.4. EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES	10
1.2. LES PERSPECTIVES 2000	12
1.2.1 L'ACTIVITE ECONOMIQUE	12
1.2.2. PRIX ET INFLATION	13
1.2.3. MATIERES PREMIERES	13
<u>2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES</u>	<u>15</u>
<u>2.1. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BENIN</u>	<u>15</u>
2.1.1. PRODUCTION	15
2.1.2. PRIX ET INFLATION	16
2.1.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	17
2.1.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	19
2.1.5. SITUATION MONETAIRE	19
2.1.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	20
2.1.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	20
<u>2.2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO</u>	<u>22</u>
2.2.1. PRODUCTION	22
2.2.2. PRIX ET INFLATION	23
2.2.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	23
2.2.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	25
2.2.5. SITUATION MONETAIRE	26
2.2.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	26
2.2.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	27
<u>2.3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE</u>	<u>29</u>
2.3.1. PRODUCTION	29
2.3.2. PRIX ET INFLATION	32
2.3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	32
2.3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	37
2.3.5. SITUATION MONETAIRE	37
2.3.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	38
2.3.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	38

<u>2.4. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE-BISSAU</u>	40
2.4.1. PRODUCTION	40
2.4.2. PRIX ET INFLATION	41
2.4.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	41
2.4.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	43
2.4.5. SITUATION MONETAIRE	43
2.4.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	44
2.4.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	44
<u>2.5. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI</u>	46
2.5.1. PRODUCTION	46
2.5.2. PRIX ET INFLATION	48
2.5.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	48
2.5.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	50
2.5.5. SITUATION MONETAIRE	50
2.5.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE	51
2.5.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	51
<u>2.6. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER</u>	53
2.6.1. PRODUCTION	53
2.6.2. PRIX ET INFLATION	54
2.6.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	55
2.6.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	56
2.6.5. SITUATION MONETAIRE	57
2.6.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	57
2.6.7. RECOMMANDATION DE POLITIQUE ECONOMIQUE	58
<u>2.7. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL</u>	59
2.7.1. PRODUCTION	59
2.7.2. PRIX ET INFLATION	61
2.7.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	61
2.7.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	63
2.7.5. SITUATION MONETAIRE	63
2.7.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	64
2.7.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	64
<u>2.8 SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO</u>	66
2.8.1. PRODUCTION	66
2.8.2. PRIX ET INFLATION	67
2.8.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	67
2.8.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	69
2.8.5. SITUATION MONETAIRE	69

2.8.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	70
2.8.7. RECOMMANDATION DE POLITIQUES ECONOMIQUES	70
<u>2.9. ANALYSE COMPARATIVE DES INDICATEURS DE CONVERGENCE</u>	72
2.9.1. RATIO MASSE SALARIALE SUR RECETTES FISCALES	72
2.9.2. RATIO INVESTISSEMENTS FINANCES SUR RESSOURCES INTERNES PAR RAPPORT AUX RECETTES FISCALES	72
2.9.3. RATIO SOLDE PRIMAIRE DE BASE SUR RECETTES FISCALES	72
2.9.4. VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENT INTERIEURS	72
2.9.5. VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENT EXTERIEURS	72
2.9.6. TAUX D'INFLATION	73
<u>3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UNION</u>	74
3.1. PRODUCTION	74
3.2. PRIX ET INFLATION	76
3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	77
3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS	79
3.5. SITUATION MONETAIRE	80
3.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE	81
3.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	82
<u>4. PROPOSITIONS D'ORIENTATION DE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR L'ANNEE 2001</u>	<u>84</u>
4.1. LE RENFORCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES	85
4.2. POLITIQUE MACRO ECONOMIQUE Saine ET GESTION PRUDENTE DE LA DETTE	87
4.3. PROMOTION DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES	87
<u>CONCLUSION</u>	<u>90</u>
<u>ANNEXES STATISTIQUES</u>	<u>=</u>

INTRODUCTION

Le présent rapport fait le point sur l'évolution de la situation économique et financière des Etats membres et sur celle de l'Union pour toute l'année 1999 et sur cette base, fournit des indications sur les prévisions à fin 2000. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive n° 01/98/CM/UEMOA du 03 juillet 1998, relative à la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques au sein des Etats membres de l'UEMOA, il évalue l'état de réalisation des critères de convergence pour l'année 1999. Le rapport s'attache, enfin, à proposer des orientations de politique économique pour l'année 2001.

Ainsi, l'évolution de l'activité économique des Etats membres en 1999 s'est déroulée dans un environnement international marqué par une accélération de la croissance économique mondiale, consécutive à la poursuite du dynamisme de l'économie américaine, au redressement de l'économie européenne au cours du deuxième semestre et à la légère reprise enregistrée au Japon. La croissance économique mondiale s'est située en 1999 à 3,3 % contre 2,5 % l'année précédente. Par ailleurs, la stabilité des prix s'est poursuivie dans les principaux pays industrialisés où l'inflation a été de 1,4 % en 1999 contre 1,5 % en 1998. Dans les pays en développement, elle a baissé de 3,6 points pour s'établir à 6,5 %, masquant ainsi la légère accélération des prix observée en Afrique. En effet, l'inflation dans cette partie du monde a été de 11 % en 1999 contre 9,2 % l'année précédente. Cette évolution d'ensemble des prix trouve son origine dans l'intensification de la compétitivité des pays asiatiques et dans la faiblesse des prix des produits de base, excepté le pétrole.

Au niveau de l'Union, la croissance économique a connu une importante décélération avec un taux de 3,5 % en 1999 contre 4,9 % en 1998, en raison des résultats peu satisfaisants de la production agricole d'exportation, de l'effondrement des cours des matières premières sur les marchés internationaux et de la faiblesse des investissements liée aux difficultés de mobilisation des ressources intérieures et extérieures. En matière d'évolution des prix, les performances ont été satisfaisantes avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,2 % en 1999 contre 3,6 % en 1998. Cette situation est imputable à une plus grande disponibilité de produits vivriers sur les marchés, en liaison avec les bons résultats de la production vivrière concernant la campagne 1998/1999.

S'agissant des finances publiques, les difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources intérieures et extérieures en 1999 ont entraîné d'importantes moins-values de ressources par rapport aux prévisions. Les tensions de trésorerie qui en ont résulté, ont amené certains Etats membres à recourir aux avances statutaires de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Les efforts déployés pour adapter le niveau des dépenses publiques à celui des ressources ont été insuffisants avec pour conséquence une aggravation des déficits budgétaires. Le déficit budgétaire global de l'Union rapporté au PIB nominal est ainsi passé de 1,6 % en 1998 à 2,5 % en 1999. La détérioration de cet indicateur a été observée dans la plupart des Etats membres. Reflétant la situation difficile des finances publiques, les performances en matière de respect des critères de convergence se sont inscrites en net recul par rapport à celles réalisées en 1998.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit courant hors dons rapporté au produit intérieur brut nominal (PIB) s'est situé à 5,7 % contre 6,9 % l'année précédente, en raison d'une amélioration sensible de la balance commerciale.

Les prévisions pour l'année 2000 n'indiquent pas une amélioration notable du cadre macroéconomique tant du point de vue de la stimulation de la croissance économique que du redressement de la situation des finances publiques. En effet, le rythme de progression de l'activité économique se situerait à 3,4 % et le déficit du solde budgétaire global rapporté au PIB nominal serait d'environ 2,2 %.

La discipline budgétaire doit être toujours de rigueur dans l'Union. Elle doit être accentuée pour tenir compte, d'une part, de la persistance des contraintes multiformes qui entravent sévèrement un assainissement durable du cadre macroéconomique et, d'autre part, de la nouvelle approche accordant une importance accrue au financement des actions entrant dans la stratégie de lutte contre la pauvreté. L'adoption d'un Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le 08 décembre 1999 à Lomé, constitue une réponse appropriée à cette exigence. Ce Pacte contient de nouveaux critères de convergence pertinents. Ces critères de convergence, classés en critères de premier rang et en critères de second rang, sont entrés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000. Les Etats se sont engagés à respecter l'ensemble de ces critères à l'horizon 2002 à travers la mise en œuvre effective de programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité, actualisés chaque année. Les différents organes communautaires doivent veiller à la mise en œuvre intégrale des dispositions dudit Pacte qui vise à favoriser la croissance économique, la soutenabilité des déficits publics et de la dette publique et, finalement, la réduction de la pauvreté.

Le rapport élaboré sur la base des informations disponibles à la Commission à la date du 15 mai 2000, s'articule autour des principaux points suivants :

- L'environnement international,
- La situation économique et financière de chaque Etat membre,
- La situation économique et financière de l'Union,
- Les propositions d'orientation de politique économique pour l'année 2001.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

La croissance économique mondiale a été estimée à 3,3 % en 1999 contre 2,5 % en 1998, témoignant ainsi que les effets néfastes des perturbations consécutives à la crise financière asiatique et à la crise russe d'août 1998, sont en train de s'estomper. La conjoncture économique a été caractérisée, en 1999, par une accélération de la croissance dans les principaux pays industrialisés et en Asie. Celle-ci s'est accompagnée d'une baisse du chômage, notamment dans la zone euro.

Les marchés des matières premières se sont ressentis de l'accentuation de la détérioration des cours des principaux produits de base. La hausse des prix à la consommation est demeurée maîtrisée, malgré la flambée des cours du pétrole.

En l'an 2000, les tendances favorables observées au cours de l'année précédente, au niveau de l'activité économique, devraient globalement se maintenir. Une croissance économique mondiale de 4,2 % est prévue. Toutefois, une légère poussée de l'inflation, en liaison avec l'accélération attendue de la croissance, pourrait être enregistrée dans les pays industrialisés. Dans les pays en développement, la décélération de l'inflation pourrait se poursuivre.

1.1. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN 1999

1.1.1. PRODUCTION

La situation économique mondiale a été marquée en 1999 par une accélération de la croissance. Cette évolution est consécutive à la poursuite du dynamisme de l'économie des Etats-Unis, au frémissement de la reprise au Japon ainsi qu'à la dissipation progressive des effets de la crise financière dans les pays d'Asie.

Aux **Etats-unis**, la croissance de l'activité économique a connu un rythme soutenu. Le PIB s'est accru de 4,2 % contre 4,3 % en 1998, prolongeant ainsi le cycle d'expansion économique. Cette performance pourrait s'expliquer par les impacts positifs de la crise asiatique sur les taux d'intérêt et l'inflation, et par conséquent, sur la stimulation de la consommation des ménages.

Au **Japon**, la demande intérieure impulsée par la consommation privée, en hausse de 1,2 % contre une baisse de 0,5 % en 1998, a contribué à la reprise de l'activité économique. Les dépenses des ménages ont été stimulées par la distribution des bons d'achat. L'économie a enregistré une croissance de 0,3 % en 1999, après une contraction de 2,5 % en 1998.

Dans la **zone euro**, le regain de confiance des industriels au second semestre 1999, consécutif à une augmentation de 2,9 % de la demande intérieure, a permis d'accroître le taux d'utilisation des capacités de production en le portant à 81,9 % à la fin de l'année 1999. Toutefois, la croissance économique est ressortie à 2,3 % en retrait de 0,5 point par rapport à 1998.

En **Allemagne**, le taux de croissance a été de 1,5 % contre 2,2 % en 1998. Cette décélération de la croissance du rythme de l'activité est induite par la faiblesse de la demande extérieure suite aux effets de la crise asiatique. La reprise de la demande intérieure au second semestre n'a pas compensé le ralentissement noté au début de l'année 1999. Cette demande a progressé de 2,2 % contre 2,5 % en 1998.

En **France**, le taux de croissance est ressorti à 2,7 % contre 3,4 % en 1998. Cette croissance est consécutive à la bonne orientation de la demande intérieure portée notamment par la formation brute de capital fixe, en augmentation de 7 % contre 6,1 % en 1998. La consommation des ménages, bénéficiant de la vigueur de l'emploi, s'est accrue de 2,3 % en 1999, mais à un rythme moins rapide qu'en 1998 (3,6 %).

Dans les pays en développement, la croissance économique, influencée par le redressement rapide de la situation en Asie, s'est dans l'ensemble raffermit. Celle-ci s'est accélérée de 0,6 point en s'établissant à 3,8 % en 1999. Cependant, en dehors de l'Asie, les autres grandes régions, dont l'Afrique, n'ont pas bénéficié de l'amélioration de la conjoncture économique.

En Effet, en **Asie**, la croissance est estimée à 6 % en 1999 contre 3,8 % en 1998. Cette reprise est à mettre en relation avec le redémarrage de la production stimulée par la baisse des taux d'intérêt.

Au niveau de l'**Amérique du Sud** et de la région **Moyen-Orient / Europe Orientale**, l'activité économique a enregistré de faibles taux de croissance respectifs de 0,1 % (contre 2,1 % en 1998) et 0,7 % (contre 2,7 % en 1998). Ces évolutions indiquent une décélération dont l'origine est à mettre en rapport notamment avec la détérioration des termes de l'échange.

En **Afrique**, du fait de la détérioration des prix des matières premières, excepté celui du pétrole, et des difficultés d'écoulement des produits d'exportations au cours des dernières années, la croissance économique de 3,2 % prévue n'a pas été atteinte. Elle a été limitée à 2,3 % contre 3,1 % en 1998.

En ce qui concerne spécifiquement l'Afrique au Sud du Sahara, à l'exclusion du Nigeria et de l'Afrique du Sud, la croissance économique a été de 2,2 % contre 2,5 % en 1998.

Tableau 1 : Evolution des taux de croissance économique

Pays - Régions / Années	1997	1998	1999	2000
Pays industrialisés	3,2	2,7	2,9	3,4
Union Européenne	2,6	2,7	2,3	3,2
Zone euro	2,4	2,8	2,3	3,2
France	2,0	3,4	2,7	3,5
Pays en développement	5,8	3,2	3,8	5,4
Afrique	2,9	3,1	2,3	4,4
<i>Dont UEMOA</i>	6,2	4,9	3,5	3,2
Asie	6,7	3,8	6,0	6,2
Monde	4,1	2,5	3,3	4,2

Sources : World Economic Outlook, avril 2000 - UEMOA

1.1.2. EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

Les taux d'inflation ont connu une décélération en 1999. La hausse des prix s'est maintenue à un rythme faible dans les pays industrialisés, 1,4 % en 1999 contre 1,5 % en 1998. Globalement, dans les pays en développement, l'inflation s'est également ralentie : 6,5 % en 1999 contre 10,1 % en 1998. En Afrique, en revanche, l'inflation a connu une sensible

augmentation, 11% en 1999 contre 9,2% en 1998. Ces évolutions ont pour principales sources :

- l'intensification de la compétitivité des pays asiatiques, suite à la crise financière dont l'impact sur les monnaies a été assez sensible ;
- la faiblesse des prix des produits de base, excepté le pétrole.

L'évolution des prix à la consommation se présente comme suit :

Tableau 2 Evolution des prix à la consommation

Pays-Régions / Années	1997	1998	1999	2000
Pays industrialisés	2,1	1,5	1,4	1,9
Etats-Unis	2,3	1,6	2,2	2,5
Union Européenne	1,8	1,4	1,4	1,8
Zone europe	1,6	1,2	1,2	1,7
Allemagne	1,5	0,6	0,7	1,2
France	1,3	0,7	0,6	1,3
Japon	1,7	0,6	-0,3	0,1
Pays en développement	9,5	10,1	6,5	5,7
Afrique	13,6	9,2	11,0	9,6
<i>Dont UEMOA</i>	3,7	3,6	0,2	
Asie	4,7	7,6	2,5	2,6
Moyen-Orient et Europe Orientale	25,3	26,0	20,3	16,2
Hémisphère-Ouest	13,0	9,8	8,8	7,7

Sources : World Economic Outlook, avril 2000 - UEMOA

1.1.3. CONDITIONS MONETAIRES ET TAUX DE CHANGE

L'évolution des taux d'intérêt dans les principaux pays industrialisés, confirme la fin de l'assouplissement de la politique monétaire des banques centrales.

Ainsi, aux **Etats-Unis**, la Réserve Fédérale a procédé à trois révisions successives à la hausse des principaux taux d'intervention. La dernière révision, intervenue le 16 novembre 1999, a consisté en un relèvement du taux objectif des fonds fédéraux et du taux d'escompte, d'un quart de point, les portant respectivement à 5,5 % et 5 %. Cette décision se justifie par les craintes de poussées inflationnistes que pourraient générer, d'une part, la persistance d'une croissance vigoureuse de l'économie, d'autre part, l'apparition de tensions dans certains secteurs du marché du travail et les nouvelles hausses des cours du pétrole.

Dans la zone **euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) qui manifestait des inquiétudes quant aux risques liés à l'accélération du rythme de croissance de la masse monétaire, préjudiciable à la maîtrise de l'inflation, a relevé ses taux directeurs de 50 points de base, le 4 novembre 1999. Le taux de refinancement est ressorti à 3 %, ceux des prêts marginaux et des dépôts à 2% et 4% respectivement. Sous l'effet de la contagion de la progression des taux longs aux Etats-Unis, de la hausse des cours de pétrole et de la dépréciation de l'euro, les rendements obligataires ont connu une évolution erratique.

Au **Japon**, la Banque Centrale a maintenu inchangé son taux d'escompte à 0,5 %. En revanche, pour atténuer l'appréciation du yen, elle a procédé à une injection massive de liquidité sur le marché monétaire où le loyer de l'argent au jour le jour, s'est inscrit en baisse, s'établissant à 0,0222 % en décembre 1999 contre 0,3180 % en septembre 1999. Les rendements obligataires ont peu varié.

Dans le sillage des taux d'intérêt, les marchés des changes ont connu d'importantes turbulences marquées par la dépréciation de l'euro vis-à-vis des principales devises du système monétaire international, le dollar et le yen notamment. Cette faiblesse s'explique essentiellement par les différentiels de croissance et de taux d'intérêt défavorables à la zone euro.

Le dollar américain s'est également déprécié par rapport aux principales devises, à l'exception de l'euro. Ce recul s'explique par la détérioration notable de la balance commerciale et les anticipations d'une accélération de la croissance dans les autres pays industrialisés, singulièrement en 2000.

Quant au yen, il a poursuivi son raffermissement amorcé depuis juillet 1999, atteignant des niveaux proches de ceux réalisés avant la crise économique et financière dans laquelle est plongé le Japon depuis 1995. Les anticipations d'amélioration des perspectives économiques ont stimulé cette remontée de la devise nippone.

1.1.4. EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES

La conjoncture économique a été défavorable, en 1999, aux matières premières agricoles du fait de la poursuite de la baisse des cours. Cette situation est imputable à la faiblesse de la demande mondiale face à une production abondante.

En revanche, la reprise d'activité en Asie a contribué à soutenir les cours des métaux. L'année 1999 a surtout été marquée par la vive remontée des prix du pétrole, après la chute accusée en 1998. Pour les principaux produits de base de l'UEMOA, la situation des marchés se présente ainsi qu'il suit :

Le cacao

Le cours moyen annuel du cacao a enregistré une baisse de 32,2 % en 1999, par rapport à 1998. Cette chute des cours s'explique par plusieurs facteurs dont :

- l'accroissement de l'excédent de l'offre qui, en atteignant 2,7 millions de tonnes, a contribué à augmenter les stocks de fin de campagne ;
- les risques de désorganisation des circuits de commercialisation liés à la libéralisation de la filière, intervenue en Côte d'Ivoire en 1999 et programmée au Ghana à compter d'octobre 2000 ;

- les anticipations de fléchissement des cours en Europe, consécutives à l'entrée en vigueur de la directive de l'Union européenne autorisant l'utilisation des matières grasses végétales, autres que le beurre de cacao, dans la fabrication du chocolat.

Le café

Le cours du café a connu un recul de 18,5 % par rapport à 1998, en rapport avec une abondance de l'offre sur le marché. En effet, la production s'est accrue de 9,5 % alors que la demande a enregistré une hausse modérée de 1,5 %.

En outre, l'accélération des ventes du Brésil, consécutive à la dévaluation du réal en janvier 1999, a annihilé les efforts de réduction des exportations entrepris par l'Association des pays producteurs de café.

Le coton

Le marché du coton se caractérise par une accentuation de la morosité. Cette évolution est imputable aux anticipations peu favorables liées, d'une part, à l'accélération des exportations de la Chine vers les autres pays de l'Asie et, d'autre part, à la révision à la hausse de la production mondiale en 1999/2000 par rapport aux prévisions initiales.

Le niveau des stocks est estimé à 9,7 millions de tonnes, soit 51 % environ de la demande des filatures. Au total, en 1999, le cours moyen annuel du coton est en recul de 20 % par rapport à l'année précédente.

Les huiles végétales

En dépit de la remontée des prix en fin de période, les cours mondiaux de **l'huile d'arachide** sont en baisse de 13,4 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution reflète l'exceptionnelle production enregistrée par l'Argentine et également le report de la demande des principaux pays importateurs d'Asie sur d'autres huiles végétales aux prix plus concurrentiels.

La même tendance est observée au niveau de **l'huile de palme**. En effet, la chute des cours amorcée à la fin de l'année 1998, s'est accentuée durant l'année 1999. Le cours moyen annuel de l'huile de palme s'est établi à 433,6 dollars la tonne, en baisse de 35,6 % par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique par l'accroissement sensible de la production en Asie, induit par la fermeté des cours en 1998.

Le caoutchouc

Confronté à une surproduction depuis 1996, le marché du caoutchouc est demeuré déprimé en 1999. Un redressement conjoncturel des cours a été toutefois observé au dernier trimestre 1999, à la faveur d'une reprise de la demande des industries japonaises et d'un recul de la production enregistrée en Malaisie. Ce recul a pour origine les mauvaises conditions climatiques. Le prix indicatif est en repli de 5,5 % par rapport à l'année précédente.

L'or

Les cours de l'or ont poursuivi leur effritement amorcé en 1997. Par rapport à l'année précédente, le cours de l'once d'or s'est établi à 278,8 dollars, en recul de 5,2 % par rapport à 1998. La déprime du marché, en 1999, s'explique notamment par :

- le faible attrait des contrats d'or pour les investisseurs, en liaison avec le déséquilibre persistant entre l'offre et la demande mondiales ;
- l'accord de principe obtenu du G7/G8 à Cologne, autorisant le FMI à vendre une partie de ses réserves pour financer sa contribution à l'Initiative de réduction de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE).

Le pétrole

Après une baisse prononcée en 1998, les prix du pétrole brut ont renoué avec un redressement spectaculaire en 1999. Evalué à 11,6 dollars le baril, en décembre 1998, sur le marché à terme de New York, le cours du brut a terminé à 25,4 dollars en décembre 1999.

Cette inversion de tendance est due, d'une part, aux efforts de restriction de l'offre qu'ont pu s'imposer et respecter les pays producteurs et, d'autre part, à l'amorce d'une reprise de la demande mondiale, liée au regain de l'activité économique dans la plupart des régions du monde.

1.2. LES PERSPECTIVES 2000

1.2.1. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Les perspectives économiques pour l'an 2000 sont favorables. En effet, il est attendu une accélération de la croissance économique mondiale. Par rapport à l'année précédente, celle-ci progresserait de 0,9 point, en s'établissant à 4,2 %, à la faveur de la dynamique projetée aussi bien de la demande extérieure que de la demande intérieure finale, portée essentiellement par les investissements. Ces performances attendues seront enregistrées tant dans les pays industrialisés que dans ceux en développement.

Dans les pays industrialisés, le taux de croissance attendu en 2000 est de 3,4 % contre 2,9 % en 1999. Cette performance proviendrait du rythme soutenu d'activité dans la plupart de ces pays.

Aux **Etats-Unis**, en dépit d'une décélération projetée de la formation brute de capital fixe et du ralentissement du rythme de croissance de la consommation des ménages, la dynamique de l'économie sera maintenue en 2000. Porté essentiellement par la demande extérieure, le taux de croissance serait de 4,4 % contre 4,2 % en 1999.

Dans la **zone euro**, il est attendu une intensification des commandes extérieures en 2000. Les échanges extérieurs se solderaient par un excédent commercial de 0,2 % du PIB contre un déficit de 0,5 %, une année plus tôt. Ce comportement de la demande extérieure, combiné à une accélération de la demande intérieure de 0,2 point du PIB par rapport à 1999, devrait conforter la croissance économique projetée à 3,2 % contre 2,3 % en 1999.

En **Allemagne**, l'augmentation rapide de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) des ménages, de 2,3 % à 4 %, impulserait la croissance du PIB. Celle-ci se situerait à 2,8 % contre 1,5 % en 1999.

En **France**, le taux de croissance du PIB serait de 3,5 % en 2000 contre 2,7 % en 1999, en rapport avec la vigueur de la consommation intérieure des ménages.

Au **Japon**, la reprise amorcée en 1999 se confirmerait en 2000, à la faveur d'une accélération importante de la croissance des investissements. La FBCF s'accroîtrait en effet de 2,2 % après

une baisse de 1 % l'année précédente. La croissance économique serait de 0,9 % en 2000 contre 0,3 % en 1999.

Dans les pays en développement, la sortie de crise en 1999 de la Corée du Sud, de Hong Kong et de la Malaisie, aura des effets positifs en 2000. La conjoncture serait également favorable aux autres régions dont l'Afrique.

En **Asie**, le taux de croissance s'élèverait à 6,2 % en 2000 contre 6 % en 1999, sous l'impulsion de la reprise économique dans les nouvelles économies industrielles de ce continent. La baisse de l'inflation et l'augmentation substantielle des investissements seraient à l'origine de cette accélération de la croissance.

Les pays en développement du **Moyen-orient et de l'Europe Orientale**, de **l'Amérique du Sud** et de **l'Afrique** devraient connaître également une accélération de la croissance économique. Les taux de croissance attendus sont respectivement de 4,6 %, 4 % et 4,4 %.

En Afrique au Sud du Sahara, la croissance du PIB serait de 4,2 %, soit une accélération de 2 points par rapport à 1999.

1.2.2. PRIX ET INFLATION

Les économies des pays industrialisés devraient connaître une augmentation de l'inflation en 2000. En effet, avec la consolidation de la croissance, l'activité économique enregistrerait par rapport à l'année précédente une hausse des prix de 2,5 % aux Etats-Unis, 1,7 % dans la zone euro et 1,3 % en France.

Dans les pays en développement, le taux d'inflation connaît une décélération. La variation des prix passerait de 6,5 % en 1999 à 5,7 % en 2000. La chute la plus sensible proviendrait de la région du Moyen-Orient et Europe Orientale où l'inflation passerait de 20,3 % en 1999 à 16,2 % en 2000.

1.2.3. MATIERES PREMIERES

Les marchés des produits de base ne devraient pas connaître d'amélioration notable en 2000 du fait du marasme sur les marchés entretenu par le déséquilibre entre l'offre et la demande.

Tableau 3 : Variation annuelle en pourcentage des cours des matières premières

Année/Produit	Cacao	Café	Coton	Huile Arachide	Huile palme	Caout-chouc	Pétrole	Or brut
1998/1997	6,4	3,0	-5,7	-10,2	23,6	-26,8	-31,1	-6,7
1999/1998	-32,2	-18,5	-20,0	-13,4	-35,6	-5,5	30,3	-5,2
2000/1999	↓	↓	↑	↑	↓	↓	↑	↓

Source : Reuters

Sur le **marché du cacao**, les prévisions tablent sur une campagne 1999/2000 excédentaire alors que, du côté de la demande, malgré l'amélioration de la conjoncture économique, rien ne laisse augurer d'une reprise de la consommation.

Sur le marché **du café**, en raison du niveau record des récoltes attendues des deux premiers producteurs de robusta (le Vietnam et l'Indonésie), les cours ne devraient pas connaître un redressement significatif en 2000.

En revanche, les cours mondiaux **du coton** devraient bénéficier en 2000, d'une reprise de la demande mondiale, liée à la forte hausse des cours du pétrole qui pourrait renchérir le prix des fibres synthétiques.

Concernant **le caoutchouc**, les cours continueraient de pâtir de l'excès d'offre en 2000. En outre, la vente programmée de 138.000 tonnes de caoutchouc, dans le cadre de la liquidation des stocks régulateurs, pourrait contribuer à déprimer les cours.

Sur le marché de **l'huile d'arachide**, une légère reprise des cours en 2000, est envisageable en 2000. Elle ferait suite à la hausse des importations de l'Union européenne face à la baisse d'environ 5 % de la production mondiale.

En ce qui concerne **l'huile de palme**, les prix devraient être soutenus, en rapport avec la baisse saisonnière de la production au premier trimestre et la contraction des stocks mondiaux.

S'agissant du **pétrole**, en l'an 2000, un consensus semble s'établir sur le maintien des prix à un niveau élevé. Le prix du baril de Brent pourrait fluctuer entre 25 et 32 dollars durant l'année.

Le marché de **l'or** pourrait profiter d'une hausse prévisible de 6,5 % de la demande au premier semestre 2000. Cette reprise devrait compenser l'impact des ventes des banques centrales. Cependant, pour toute l'année 2000, il est projeté une baisse des cours de 5,2 %.

2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES

2.1. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BENIN

Comparativement à l'année 1998, marquée par la crise de l'énergie électrique, l'activité économique a été caractérisée par une accélération de la croissance. En effet, malgré le ralentissement du secteur primaire, la croissance de l'économie s'est établie à 5 % en 1999 contre 4,5 % en 1998.

Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 0,3 % en 1999. Cette maîtrise de l'inflation est liée à la disponibilité des produits vivriers, résultant des bonnes performances des deux dernières campagnes.

S'agissant des comptes extérieurs, malgré la baisse des exportations, le déficit des transactions courantes hors dons s'est amélioré en termes relatifs en passant de 6,5 % du PIB en 1998 à 6,3 % du PIB en 1999.

La situation des finances publiques s'est globalement améliorée en relation avec la progression des recettes totales hors dons de 11,4 %, les dépenses n'ayant augmenté que de 3,4 %.

Concernant la surveillance multilatérale, tous les critères ont été respectés excepté celui relatif aux dépenses d'investissements financées sur ressources internes en pourcentage des recettes fiscales.

2.1.1. PRODUCTION

L'accélération de la croissance économique en 1999 fait suite aux performances enregistrées dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,7 % en 1999 contre 6,7 % un an plus tôt. Cette progression est due essentiellement à la croissance de la production agricole, particulièrement celle des produits vivriers qui ont bénéficié d'une bonne pluviométrie. Après deux années consécutives de stagnation, la production de coton, principal produit de rente, a connu également une progression de 4,5 % pour atteindre 350 000 tonnes.

La croissance **du secteur secondaire** s'est située à 3,2 % en 1999, contre 1 % en 1998, malgré la chute de 79 % de la production des industries extractives constituées essentiellement de l'industrie du pétrole dont les activités connaissent une cessation temporaire depuis 1998. La croissance de ce secteur a plutôt été impulsée par les industries manufacturières et les BTP, en ligne avec la reprise de la fourniture régulière de l'énergie électrique et l'intensification des travaux de construction des infrastructures socio-économiques telles que les routes.

Le secteur tertiaire a enregistré la plus forte croissance en 1999. En effet, celle-ci est passée de 3,7 % en 1998 à 5,9 % en 1999, en rapport notamment avec le dynamisme de l'activité commerciale et de celui des autres services marchands, qui ont respectivement progressé de 6,5 % et de 6,1 %.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance se sont établies respectivement à 1,9 point, 0,5 point et 2,6 points.

Du côté de la demande, la tendance à la baisse du taux de croissance de la consommation totale amorcée en 1997 s'est accentuée en 1999.

L'augmentation de la consommation finale totale a été de 2,4 % en 1999 contre 4,7 % en 1998. Cette évolution est liée à la progression lente de la consommation des biens et services des ménages de 2,4 % contre 5,2 % en 1998 et à la stagnation du taux de croissance de la consommation finale publique autour de 2 %. La part de la consommation privée et celle de la consommation publique dans le PIB ont été respectivement de 79,4 % et de 9,7 % contre 81,5 % et 10 % en 1998. Cette dernière situation traduit les efforts de l'Etat à contenir les dépenses publiques.

En ce qui concerne l'investissement, il a représenté environ 14,6 % du PIB en 1999 contre 14,2 % en 1998. Il a progressé de 8,6% en 1999 contre seulement 1,5 % en 1998. Ce résultat est dû à la forte hausse de la FBCF publique de 18,5 %, la FBCF privée n'augmentant que de 3,4 %. Cette évolution s'explique par l'intensification des investissements dans les infrastructures socio-économiques, telles que la construction de l'autoroute Cotonou-Porto-Novo et l'aménagement de la route Cotonou-Hillacondji.

Enfin, le déficit commercial, estimé à 3,8 % du PIB, a continué de baisser en 1999 sous l'effet d'une augmentation de 8,4 % des exportations en volume. Celles-ci ont été influencées par les ventes de coton. Quant aux importations en volume, elles se sont accrues de 2,9 %.

Au total, la consommation, les investissements et les échanges extérieurs ont respectivement contribué pour 2,3 points, 1,2 point et 1,5 point à la croissance économique de 1999.

En termes nominaux, l'épargne intérieure brute a représenté 10,9 % du PIB en 1999 contre 10,4 % en 1998. Parallèlement, le taux d'investissement s'est amélioré en se situant à 18,7 % en 1999 contre 17,8 % en 1998.

Les perspectives pour l'année 2000 sont favorables. En effet, la croissance est attendue à 5,5 %. Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire devraient progresser respectivement de 4,9 %, 7,8 % et de 5,4 %. Leur contribution à la croissance seraient respectivement de 1,9 point pour le primaire, 1,1 point pour le secondaire et 2,5 points pour le tertiaire.

Du côté de la demande, les contributions de la consommation, de l'investissement et des échanges extérieurs à la formation de la richesse nationale devraient être respectivement de 3,9 points, 1,2 point, et 0,4 point, indiquant une accélération de la contribution de la consommation contre une décélération de celle du solde des échanges extérieurs par rapport à 1999.

2.1.2. PRIX ET INFLATION

A l'instar de la plupart des pays de l'Union, l'inflation a été contenue en 1999 au Bénin. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,3 % en 1999 contre 5,8 % en 1998. La maîtrise de l'inflation s'explique par la résorption de la crise de l'énergie électrique et par un meilleur approvisionnement du marché en produits vivriers. En effet, en 1999, les prix des biens et services relevant des types de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabacs " et du " Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles " ont baissé respectivement de 3 % et 2,1 %. Il faut noter que l'inflation au Bénin est, en général, liée à des facteurs conjoncturels tels que les prix des produits vivriers et des produits pétroliers au Nigéria.

En glissement annuel au premier trimestre, l'inflation a été de 0,5 %. Les augmentations de 6 % et 4,2 %, constatées respectivement au niveau des types de consommation " Transports " et " Santé ", ont contribué à alimenter l'inflation enregistrée au premier trimestre 2000. Pour ce qui est de la hausse des coûts du transport, elle est imputable à l'augmentation des prix des carburants et des lubrifiants au cours du premier trimestre 2000.

2.1.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

La situation des finances publiques en 1999 a été caractérisée par une amélioration des principaux soldes budgétaires résultant de l'augmentation des recettes et de la maîtrise des dépenses.

Les recettes budgétaires totales hors dons en se fixant à 235 milliards ont progressé de 11,4 % en 1999 contre 16 % en 1998. Elles ont représenté 15,9 % du PIB en 1999 contre 15,5 % en 1998. Cette évolution est liée aux efforts de recouvrement qui ont contribué à augmenter les recettes fiscales et les recettes non fiscales respectivement de 10,1 % et 19,2 %.

L'augmentation des recettes fiscales a contribué à l'amélioration de la pression fiscale estimée à 13,6 % en 1999 contre 13,4 % en 1998. L'augmentation des recettes fiscales est imputable à l'expansion des recettes provenant de la fiscalité intérieure. Cette performance est due aux réformes entreprises ces dernières années. Il s'agit, notamment, de la restructuration des principales régies financières, de la lutte contre la fraude fiscale, de l'augmentation du taux de TVA avec l'adoption du taux unique et d'un meilleur suivi des exonérations. Ces mesures ont surtout contribué à une forte augmentation des taxes sur les biens et services dont la TVA.

En dépit d'une augmentation en valeur des importations, les recettes sur le commerce international ont reculé de 12,5 % induisant la baisse de leur part dans les recettes fiscales qui passent de 25,1 % en 1998 à 19,9 % en 1999. Les taxes sur biens et services et les impôts sur les revenus et les bénéfices ont représenté respectivement 55,5 % et 24,6 % des recettes fiscales contre respectivement 47,7 % et 27,2 % en 1998, soit une augmentation de 7,8 points de pourcentage pour les taxes sur biens et services et un recul de 2,6 points pour les impôts sur les revenus et les bénéfices.

Quant aux dons, ils n'ont progressé que de 1,1% en 1999 pour se situer à 44,5 milliards.

Au cours de l'exercice budgétaire 1999, les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 4,1 % en atteignant 253 milliards, soit 17,4 % du PIB, contre 17,9 % en 1998. Cette progression résulte de l'effet combiné, d'une part, de l'augmentation en valeur nominale et de la baisse en valeur relative des dépenses courantes et, d'autre part, de l'accroissement des dépenses en capital aussi bien en valeur nominale qu'en valeur relative.

Les dépenses courantes ont augmenté de 6 % en s'établissant à 159,6 milliards. Toutefois, elles ont stagné en valeur relative autour de 11 % du PIB. Cette évolution est surtout imputable à :

- la maîtrise de la masse salariale qui n'a augmenté que de 3,4 % comme l'année dernière malgré la poursuite du "paiement des incidences financières découlant des avancements acquis au 31 décembre 1992" ;
- la hausse des transferts et subventions de 18,7 % ;
- la progression des autres dépenses courantes de 17,4 %.

Quant aux dépenses en capital, elles ont augmenté de 9,5 % pour s'établir à 87,6 milliards en 1999, soit 6 % du PIB contre 5,9 % en 1998. Ce soutien à l'investissement a été rendu possible grâce à l'augmentation de 52,4 % des dépenses en capital financées sur ressources intérieures, estimées à 22,8 milliards, soit 1,6 % du PIB contre 1,1 % l'année précédente. Au cours de la même période, les dépenses en capital financées sur ressources extérieures ont reculé de 0,3 % pour se situer à 64,8 milliards, soit 4,5 % du PIB contre 4,8 % en 1998. Cependant, le taux d'exécution des dépenses d'investissement a été d'environ 65 % traduisant

les difficultés rencontrées dans la réalisation des projets inscrits au Programme d'Investissements Publics.

D'une manière générale, les soldes ont connu une amélioration continue depuis 1995. Ainsi le solde global hors dons est passé de -2,4 % du PIB en 1998 à -1,2 % en 1999. Les dons, représentant plus de 3 % du PIB, ont amélioré le solde global dont l'excédent s'est élevé à 1,8 % du PIB contre 0,9 % en 1998.

En dépit de la réduction des arriérés intérieurs de 11,3 milliards, le solde global base caisse a dégagé un excédent de 15,3 milliards.

Les apports de ressources dans le cadre du financement extérieur ont atteint un montant consolidé de 17,7 milliards en 1999. Cette contribution résulte, d'une part, des tirages sur les prêts programmes et projets pour un montant de 41,6 milliards et, d'autre part, l'amortissement sur la dette extérieure estimé à 24 milliards.

Au niveau du financement intérieur, le Bénin a renforcé sa position vis-à-vis du secteur bancaire de 43,4 milliards, grâce à l'excédent budgétaire de 15,3 milliards, aux ressources de privatisations à hauteur de 10,8 milliards et à l'apport consolidé des ressources extérieurs pour 17,2 milliards.

A fin 1999, l'encours total de la dette extérieure à long et moyen termes se chiffrait à 840,9 milliards contre 771,5 milliards en décembre 1998, soit une augmentation de 9 %. Cette progression est due, en grande partie, à l'accroissement des tirages. Les composantes multilatérale et bilatérale s'élevaient respectivement à 656,6 milliards, soit 45,2 % du PIB et 184,4 milliards, soit 12,7 % du PIB.

Après la dévaluation de 1994, le Bénin a déployé des efforts pour maîtriser l'évolution de son taux d'endettement. En effet, celui-ci est passé de 82,2 % en 1994 à 58,9 % en 1999. Le service de la dette rapporté aux recettes budgétaires a baissé de 19 % en 1998 à 16 % en 1999.

En 2000, le réarmement tarifaire lié à la mise en œuvre du TEC ne devrait pas avoir de répercussions négatives sur les recettes de porte. Les recettes liées à la fiscalité intérieure et celles dégagées par le commerce international devraient augmenter au même rythme de 15 %. Les recettes non fiscales estimées à 14,5 % des recettes budgétaires hors dons devraient reculer de 19,4 %. Quant aux dépenses totales et prêts nets, leur exécution devrait accorder une place de choix aux dépenses d'investissement et d'apurement des arriérés. Elles progresseraient de 20,5 % pour s'élever à 304,8 milliards soit 19,3 % du PIB contre 17,4 % en 1999. Cette forte augmentation des dépenses proviendrait essentiellement de la hausse des dépenses courantes de 29,4 % qui ont atteint 206,5 milliards, soit 13,1 % du PIB contre 11 % un an plus tôt. Les dépenses en capital en augmentant de 7,6 % ont atteint 94,2 milliards, soit 6 % du PIB comme en 1999.

L'expansion des dépenses courantes serait surtout imputable aux autres dépenses courantes, notamment, celles liées aux intérêts de la dette publique qui doubleraient au moins d'ici fin décembre. En ce qui concerne les transferts et subventions et la masse salariale, ils progresseraient respectivement de 30,7 % et 16,4 %.

Comme en 1999, l'augmentation des dépenses en capital en 2000 proviendrait de la croissance de 45,2 % des dépenses en capital financées sur ressources internes. Celles financées sur ressources externes régresseraient de 5,7 %.

Globalement, il est attendu une détérioration du déficit du solde global hors dons en 2000, estimé à 2,9 % du PIB contre 1,2 % en 1999. Les dons devraient combler ce déficit pour dégager un excédent du solde global représentant 0,5 % du PIB contre 1,8 % un an plus tôt. L'effort d'apurement des arriérés contribuerait à dégager un déficit du solde global base caisse de 1,1 milliard. En vue d'appuyer la reprise du secteur privé, l'Etat prévoit de réduire les arriérés de paiements intérieurs à hauteur de 9 milliards en 2000.

2.1.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Au Bénin, le déficit de la balance commerciale, évalué à 109,2 milliards en 1999, est en aggravation de 15,8 milliards par rapport à l'année précédente, en raison de l'évolution contrastée des importations qui se sont accrues de 8,6 milliards et des exportations, en baisse de 7,2 milliards. L'augmentation des importations est imputable à toutes les rubriques à l'exception des produits alimentaires, du fait de la bonne campagne agricole enregistrée en 1998. Cette évolution reflète le redémarrage des activités après les délestages dans la fourniture de l'électricité.

Le solde déficitaire des services s'est détérioré en passant de 28,9 milliards à 31,2 milliards en 1999. De même, le solde des revenus s'est aggravé en passant de 7,9 milliards à 11,1 milliards, du fait des charges de la dette qui ont augmenté 4,3 milliards pour se situer à 16,2 milliards. L'excédent des transferts sans contrepartie s'améliore de 28,4 milliards, en s'établissant à 80,5 milliards, en relation avec la hausse des entrées nettes de transferts privés et des aides budgétaires. Il en est résulté une compression du déficit de la balance courante, de 7,1 milliards au cours de la période, pour se fixer à 71 milliards. Ainsi, d'un exercice à l'autre, le déficit courant hors transferts officiels a évolué de 6,5 % du PIB à 6,3 %.

Le compte de capital et d'opérations financières est ressorti excédentaire de 165,8 milliards, en hausse de 109,2 milliards par rapport à l'année précédente, du fait principalement de l'imputation à la rubrique des investissements de portefeuille, de l'impact des avoirs du Bénin sur les autres Etats de l'Union, dans le cadre des opérations sur billets externes. En conséquence, l'excédent des investissements de portefeuille est passé de 15,6 milliards à 101,4 milliards. Les investissements directs nets ont baissé de 19,3 milliards à 14,4 milliards alors que les entrées nettes de capitaux au titre des autres investissements ont progressé d'un solde déficitaire de 96,9 milliards à un excédent de 22,5 milliards.

Par ailleurs, l'Etat a bénéficié d'un rééchelonnement de sa dette de 13,2 milliards qui lui a permis de faire face à l'apurement des arriérés extérieurs d'un même montant.

Ainsi, le solde global de la balance des paiements de 1999 a dégagé un excédent de 94,8 milliards, contre un déficit de 17,3 milliards l'exercice précédent, en relation avec le volume important des billets des émissions des autres Etats membres de l'Union, détenus par le Bénin.

2.1.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 94,7 milliards en 1999 en passant de 196,6 milliards à 291,3 milliards entre décembre 1998 et décembre 1999.

Cette évolution est entièrement imputable à la Banque Centrale dont la position extérieure nette est ressortie à 195,6 milliards, soit une hausse de 111,1 milliards par rapport à décembre 1998. L'augmentation des avoirs extérieurs nets est due à l'encaissement des recettes d'exportation, à la mobilisation des ressources extérieures et surtout au renforcement des disponibilités extérieures, en liaison avec l'importance des billets externes. Les avoirs extérieurs nets des banques ont pour leur part, diminué de 16,4 milliards pour se fixer à 95,7 milliards.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 99,9 milliards, en accroissement de 5,2 milliards, résultant essentiellement de la baisse de 56,3 milliards des crédits nets à l'Etat et la progression de 61,5 milliards des crédits à l'économie. La position créditrice nette du Gouvernement s'est fixée à -61,7 milliards à fin décembre 1999 contre -5,4 milliards un an plus tôt. Les crédits à l'économie se sont élevés à 161,6 milliards à fin décembre 1999, contre 100,1 milliards l'année précédente, enregistrant ainsi une hausse de 61,4 % qui résulte essentiellement de l'augmentation de 61,2 milliards des crédits ordinaires ; les crédits de campagne étant demeurés relativement stables durant la période. Les crédits ordinaires additionnels ont été octroyés en particulier aux sociétés cotonnières, aux sociétés pétrolières et aux huileries.

La masse monétaire a progressé de 99,7 milliards ou 35,3 % pour se fixer à 382,5 milliards à fin décembre 1999. Cette évolution s'est traduite par un accroissement de 89,9 milliards de la circulation fiduciaire, accentué par la hausse de 9,8 milliards des dépôts.

2.1.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

L'activité économique a été soutenue en 1999. Dans un contexte de croissance économique à faible inflation, les normes des indicateurs de convergence communautaires ont été respectées, excepté celle du ratio dépenses d'investissement financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales.

Le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales a été de 33 % en 1999 contre 35,1 % en 1998 pour une norme communautaire de 40 %. Cette évolution s'explique d'une part, par la maîtrise des dépenses courantes particulièrement, celles du personnel, et d'autre part, par l'accroissement des recettes fiscales.

Le ratio dépenses d'investissement financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales a commencé à s'améliorer depuis 1997. Malgré des efforts enregistrés, le niveau de ce ratio estimé à 11,4 % en 1999, reste largement inférieur à la norme minimale de 20 %. En 1998, ce ratio était de 8,2 %.

Le ratio solde primaire de base sur recettes fiscales s'est dégradé, mais reste dans les limites de la norme communautaire de 15 %. En effet, il est passé de 35,4 % en 1998 à 33 % en 1999.

La variation des arriérés de paiement extérieurs a été nulle, conformément à la norme.

La variation des arriérés de paiement intérieurs affiche une réduction de leur stock de 11,3 milliards en 1999 contre 11,6 milliards en 1998. Cette évolution confirme la politique de désendettement de l'Etat conforme au critère de non-accumulation de nouveaux arriérés et d'apurement d'anciens stocks.

Le taux d'inflation annuel moyen en 1999 a été estimé à 0,3 % contre 5,8 % en 1998. La norme communautaire de 3 % au maximum a été respectée. Cette maîtrise de l'inflation est essentiellement imputable à l'augmentation de l'offre des produits de grande consommation.

2.1.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

L'analyse de la situation macro-économique en 1999 et des perspectives pour l'année 2000 a révélé d'une part, des contraintes d'ordre structurel pouvant limiter la croissance, et d'autre part, un déséquilibre budgétaire prévisible. Ces contraintes sont liées notamment à la faiblesse du secteur industriel, à la faiblesse de la pression fiscale et à une maîtrise insuffisante des dépenses courantes. Pour consolider les performances réalisées et améliorer les tendances

défavorables, les mesures de politique économique basées sur l'assainissement des finances publiques et sur la relance économique doivent être renforcées.

En matière de croissance économique, notamment celle du secteur industriel, un soutien particulier doit être apporté à l'investissement privé, à travers la promotion de l'épargne. D'une manière générale, le pays devrait combiner l'amélioration du taux d'investissement avec une meilleure allocation des ressources d'investissement. En vue d'imprimer une croissance accélérée à l'économie, des mesures administratives telles que la sensibilisation, la formation des chefs de projets et les incitations devront être prises afin d'accroître significativement le taux de consommation des crédits d'investissement.

En matière d'assainissement des finances publiques, l'action doit porter sur l'augmentation des recettes en vue d'améliorer les performances au regard des critères de convergence et une plus grande maîtrise des dépenses courantes.

En matière de recettes budgétaires, les marges de manœuvre tarifaires étant limitées, les mesures doivent tendre vers l'élargissement de la base imposable pour améliorer les recettes liées à la fiscalité intérieure. Pour ce faire, il faut réduire davantage les exonérations sans compromettre cependant l'investissement et mieux saisir les contribuables par le renforcement des services d'assiettes et de contrôle.

Un soutien particulier doit être apporté aux dépenses d'investissement afin d'améliorer, d'une part, le taux d'exécution des investissements inscrits au Programme d'Investissement Publics (PIP) et d'autre part, le ratio dépenses d'investissement financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales, qui est très loin de la norme communautaire en dépit des efforts réalisés au cours des dernières années.

2.2. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO

En 1999, l'activité économique et financière a enregistré des résultats encourageants. La croissance réelle de l'économie estimée à 5,8 % contre 5,7 % en 1998, a été impulsée essentiellement par les secteurs tertiaire et secondaire. Elle a été réalisée dans un contexte de détente de prix marqué par un taux d'inflation annuel moyen de -1,1 % en 1999 contre une augmentation de 4,9 % en 1998.

Au niveau des comptes extérieurs, le solde courant hors dons est ressorti déficitaire de 253,1 milliards en 1999, soit 17 % du PIB contre 15 % en 1998, en rapport, notamment, avec la baisse des exportations.

S'agissant des opérations financières de l'Etat, les efforts de recouvrement des recettes de la fiscalité intérieure ont permis de compenser, en partie, les pertes de recettes liées à la mise en œuvre progressive du TEC. Toutefois, du fait de la forte hausse des dépenses, le déficit global s'est aggravé en passant de 2,8 % du PIB en 1998 à 4 % du PIB en 1999.

Reflétant la situation difficile des finances publiques, les performances en matière de réalisation des critères de convergence se sont détériorées. Les valeurs de référence associées aux critères masse salariale sur recettes fiscales et solde primaire de base n'ont pas été respectées.

2.2.1. PRODUCTION

La croissance économique s'est légèrement améliorée en s'établissant à 5,8 % en 1999 malgré la persistance des difficultés sur le plan énergétique, la baisse de la production de coton et le ralentissement de la hausse de la production céréalière.

Le secteur primaire a enregistré une croissance réelle de 3,1 % contre 10,7 % en 1998. La décélération de la croissance de ce secteur s'explique par celle de la production céréalière dont le taux de croissance est passé de 32 % en 1998 à 1,6 % en 1999, suite à la mauvaise répartition des pluies. Malgré l'appui accordé aux acteurs de la filière coton, la production cotonnière a continué de baisser en 1999, en passant de 331 754 tonnes en 1998/1999 à 280 000 tonnes environ en 1999/2000.

Au niveau du secteur secondaire, les données disponibles indiquent une nette amélioration de la croissance qui s'est située à 10,8 % en 1999 contre seulement 1,3 % en 1998. Ce dynamisme retrouvé, après le ralentissement constaté l'année écoulée, serait essentiellement le fait des industries traditionnelles du bâtiment et des industries extractives. Les valeurs ajoutées de ces industries ont augmenté respectivement de 18,8 %, 38,5 % et 16,3 %. S'agissant particulièrement des secteurs des industries extractives, l'activité extractrice traditionnelle continue d'être soutenue, en dépit de la fermeture des principaux sites miniers.

Le secteur tertiaire a connu, à l'instar du secteur secondaire, un accroissement relativement important de 6,1 % en 1999 contre 3,7 % en 1998. Cette performance serait essentiellement due aux services marchands qui ont enregistré une hausse de 8,5 %.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été respectivement, de 1,2 point, 1,8 point et 2,8 points en 1999, contre respectivement 3,8 points 0,2 point et 1,7 point en 1998.

Du côté de la demande, la croissance économique en 1999, a été limitée essentiellement par une baisse de la consommation estimée à 2,2 %. Cette évolution résulte à la fois d'une réduction de la consommation privée de 2,7 % et d'une augmentation de la consommation

publique de 2 %. En effet, la consommation privée a subi les effets de la décélération des activités agricoles. L'augmentation de la consommation publique est essentiellement liée à l'augmentation de la masse salariale et des autres composantes des dépenses courantes.

L'investissement total a représenté 26 % du PIB en 1999 contre 20,5 % en 1998. Il est en augmentation de 34,1 %. Cette évolution résulte de la forte augmentation de l'investissement public et de l'investissement privé. En effet, en 1999, la composante publique, estimée à 138 milliards, soit 12,3 % du PIB, a augmenté de 31,1 % alors que la composante privée, évaluée à 153,2 milliards, soit 13,7 % du PIB, s'est accrue de 37 %.

Les échanges extérieurs ont été caractérisés par un déficit de 108 milliards en 1999 contre 116,4 milliards en 1998.

Les contributions de l'investissement et des échanges extérieurs à la croissance, estimées respectivement à 7 points et 0,8 point, ont largement compensé la contribution négative de la consommation évaluée à -2 points.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure brute s'est amélioré, en passant de 8 % en 1998 à 14,6 % en 1999.

Pour l'année 2000, la croissance du PIB se stabiliserait autour de 5,7 %. Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire devraient croître respectivement de 9,9 %, 0,8 % et 4,4 %.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire s'établiraient respectivement à 3,6 points, 0,1 point et 2 points.

Du côté de la demande, la croissance économique serait portée essentiellement par la consommation qui croîtrait de 7,7 %. Les contributions à la croissance du PIB de la consommation, des investissements et des échanges extérieurs s'établiraient respectivement à 6,5 points, -0,8 point et 0 point.

L'épargne intérieure brute baisserait, en passant de 14,6 % du PIB en 1999 à 12,3 % en 2000.

2.2.2. PRIX ET INFLATION

La maîtrise de l'inflation amorcée depuis le dernier semestre de 1998, s'est poursuivie en 1999. En effet, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à -1,1 %. Cette évolution est imputable à la fonction de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabac " dont les prix ont baissé de 2,1 %, du fait de la disponibilité des produits vivriers sur le marché.

L'inflation en glissement annuel a été nulle au premier trimestre 2000 alors qu'elle avait augmenté de 0,7 % à la même période de l'année précédente. En effet, la baisse des prix des produits alimentaires, boissons et tabac, de 4,4 %, a pu compenser la hausse des prix des autres produits. Cette évolution des prix est principalement liée à la baisse des prix des céréales, imputable à l'augmentation de la production.

2.2.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

La situation des finances publiques s'est caractérisée en 1999 par une détérioration du déficit global en pourcentage du PIB, du fait essentiellement d'une progression modérée des recettes combinée à une forte augmentation des dépenses en capital.

Sous l'impulsion des recettes fiscales, les recettes budgétaires totales hors dons ont progressé de 7,2 % pour se situer à 213,8 milliards contre 199,4 milliards en 1998, soit respectivement

13,6 % du PIB et 14 % du PIB. Comparativement à l'objectif fixé par le Gouvernement, le taux de réalisation a atteint 102,3 %.

Les recettes fiscales ont augmenté de 7,7 % en s'établissant à 197,8 milliards contre 183,7 milliards en 1998, soit respectivement 13 % et 12,5 % du PIB. Cet accroissement résulte essentiellement des efforts de recouvrement entrepris au niveau des impôts et taxes intérieurs. Ainsi, les impôts sur les revenus et bénéfices ont augmenté de 23,5 % pour atteindre un niveau de recouvrement de 53,7 milliards, soit un taux de réalisation de 110,1 %. Quant aux taxes sur biens et services, elles se sont accrues de 13,2 % pour s'établir à 93,2 milliards, équivalant à 101,3 % des prévisions budgétaires. Les recettes sur le commerce extérieur ont baissé de 8,5 % pour se situer à 45,6 milliards en 1999.

Cette modification progressive de la structure des recettes fiscales est essentiellement due à la mise en œuvre des réformes tarifaires et fiscales dans l'UEMOA. En effet, ces résultats traduisent l'importance des efforts entrepris au niveau du recouvrement des recettes intérieures pour compenser la baisse des recettes de porte attendues suite à l'application du désarmement interne et du TEC.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont progressé de 1,9 % en 1999 pour atteindre le niveau de 15,9 milliards, soit 93,1 % des prévisions.

Après les fortes baisses constatées en 1997 et 1998, les dons ont augmenté de plus de 50 % pour s'établir à 141,1 milliards soit 9,2 % du PIB.

En hausse de 32,3 %, les dépenses totales et prêts nets se sont inscrits à 415,5 milliards, soit 27,1 % du PIB. Cette progression a été impulsée à la fois par les dépenses courantes et par les dépenses en capital.

Les dépenses courantes se sont accrues de 13,5 % par rapport à 1998, en s'établissant à 179,3 milliards, soit 43,2 % des dépenses totales. Cette forte augmentation des dépenses courantes est liée à l'accroissement de la masse salariale et des transferts et subventions. La progression de la masse salariale estimée à 14,7 % est le fait, d'une part, de la mise en œuvre de la nouvelle grille salariale issue de la loi portant réforme globale de la fonction publique, et d'autre part, de la prise en compte des rappels des indemnités suite à l'application du nouveau régime indemnitaire. Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 98,8 %, dont 103,9 % pour les salaires, 95,7 % pour les transferts courants et 95 % pour les autres dépenses courantes.

Les dépenses d'investissement estimées à 232,8 milliards, dont 41,2 milliards sur ressources internes en 1999. Son taux de réalisation a été de 122,1 %. Les investissements publics financés sur ressources internes, exécutés à 108,3 %, ont baissé de 11,5 % en 1999 alors que les investissements financés sur ressources extérieures ont augmenté de 80 %.

Il résulte de l'exécution des recettes et des dépenses, une détérioration du solde global hors dons qui est passé de -7,8 % du PIB à -13,2 % en 1999. En dépit de la forte progression des dons, le solde global s'est élevé à -4 % du PIB en 1999 contre -2,8 % en 1998. Le déficit du solde global base caisse a atteint 70,5 milliards en 1999 en rapport avec un apurement des arriérés à hauteur de 8,3 milliards.

Ce besoin de financement de 70,5 milliards a été couvert essentiellement par des ressources extérieures pour un montant de 68,4 milliards et par des ressources internes pour 2,9 milliards.

En matière d'endettement, l'encours a été estimé à 954,3 milliards à fin décembre 1999. En terme relatif par rapport au PIB, il est passé de 59,8 % en décembre 1998 à 62,6 % en

décembre 1999. S'agissant du service de la dette, il est estimé à 45,6 milliards soit 21,3 % des recettes budgétaires contre 17,2 % en 1998.

Pour l'an 2000, les recettes totales et dons n'augmenteraient que de 6,4 %, du fait d'une réduction des dons de 3,1 % et d'une plus forte hausse des recettes totales hors dons de l'ordre de 12,7 %. Avec la mise en œuvre du schéma tarifaire dans l'Union, les recettes sur le commerce international accuseraient une baisse de 16 %. Cependant, les taxes sur biens et services, et les impôts sur les revenus et bénéfices vont connaître des augmentations respectives de 5,6 % et 6,5 % permettant une hausse des recettes fiscales totales de 12,3 % pour l'année 2000. Aussi, les recouvrements de recettes fiscales attendues de la fiscalité intérieure devraient plus que compenser la baisse de la fiscalité de porte.

Les prévisions de dépenses et prêts nets en 2000 indiquent une baisse de 1,7 %. Cette évolution serait imputable à la baisse de 6,4 % des dépenses en capital. Les dépenses en capital sur ressources internes et externes régresseraient respectivement de 3,1 % et 7,1 %.

Il résulterait de l'évolution des finances publiques en 2000, une amélioration du déficit du solde global qui se situerait à 1,9 % du PIB.

S'agissant de la dette publique totale, le taux d'endettement passerait de 62,3 % du PIB à 60 % en 2000. Le service de la dette rapporté aux recettes budgétaires s'améliorerait pour se fixer à 4,4 % en 2000 contre 15,9 % en 1999.

2.2.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Les paiements extérieurs ont enregistré un solde déficitaire de 12 milliards en 1999, contre 19,7 milliards en 1998.

Avec un déficit de 215,8 milliards, la balance commerciale s'est dégradée de 17,4 %. Ceci est dû exclusivement au repli des exportations de coton fibre. Les ventes de coton fibre ont été évaluées à 83,6 milliards en 1999, contre 120,9 milliards en 1998, soit une baisse de 30,8 %, en relation avec la diminution de la production liée aux attaques parasitaires, la mauvaise répartition des pluies et la déprime des cours mondiaux.

S'agissant des importations, elles se sont situées à 372,4 milliards contre 374,2 milliards, une année auparavant. La baisse est en partie liée aux importations de produits alimentaires, qui sont passées de 65 milliards en 1998 à 46,1 milliards en 1999, en rapport avec la bonne campagne agricole 1998/1999.

Le solde déficitaire de la balance des services et des revenus, établi à 81,3 milliards en 1999, enregistre une dégradation de 1 %, expliquée en partie par l'augmentation des intérêts de la dette de 9,5 milliards à 11,5 milliards.

Les entrées nettes de ressources au titre des transferts sans contrepartie courants se sont élevées à 97,7 milliards, contre 111,4 milliards en 1998, soit une baisse de 12,3 %, imputable aux transferts publics. En effet, les rapatriements des économies sur salaires des travailleurs émigrés et les activités des ONG se sont traduits par des excédents de ressources du secteur privé de 44 milliards, contre 43,8 milliards en 1998, tandis que les entrées nettes au titre des transferts publics se sont situées à 53,7 milliards en 1999, contre 67,6 milliards en 1998.

Il résulte de ces évolutions une aggravation du déficit de la balance courante qui est passé de 152,9 milliards en 1998 à 199,4 milliards en 1999. Le déficit courant hors transferts officiels, s'est élevé d'un exercice à l'autre de 14,5 % du PIB à 15,9 % du PIB.

Le solde du compte de capital et d'opérations financières est ressorti excédentaire de 185 milliards en 1999, en amélioration de 54,4 milliards par rapport à l'année précédente. Les mouvements nets de transferts de capital, essentiellement constitués de transferts en soutien au Programme d'Investissement Public (PIP), ont enregistré une hausse de 37,3 % pour s'inscrire à 122,9 milliards. L'excédent du solde des opérations financières s'est établi à 62,1 milliards, en accroissement de 21 milliards, en liaison avec la mobilisation des concours extérieurs.

2.2.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en baisse de 13,2 milliards en s'établissant à 159,5 milliards à fin décembre 1999. Cette évolution traduit un recul de 21,5 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, atténué par le renforcement de 8,3 milliards des avoirs extérieurs des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 16,4 milliards soit 7,4 %, impulsée par une détérioration de 8 milliards de la position nette du gouvernement et une augmentation de 8,4 milliards des crédits à l'économie.

Les crédits à l'économie sont ressortis à 188,7 milliards, en hausse 4,7 %, résultant exclusivement de l'évolution des crédits ordinaires (+9,6 milliards ou 5,8 %). Les crédits de campagne se sont situés en retrait de 0,8 milliard durant l'année.

Sous l'impulsion de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 3,1 % pour s'établir à 388,8 milliards à fin décembre 1999. Cette évolution s'est traduite par une hausse de 16,2 % des dépôts et un recul de 13,6 % de la circulation fiduciaire.

2.2.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

Dans le cadre de la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques, le Burkina a respecté toutes les normes communautaires des critères de convergence à l'exception de celles relatives à la masse salariale rapportée aux recettes fiscales et au solde primaire de base en pourcentage des recettes fiscales.

Les résultats performants pour l'année 1999 devraient être consolidés en 2000. Des efforts doivent être entrepris dès 2000 pour respecter à l'horizon 2002, les engagements pris dans le cadre du Pacte.

La situation des critères pour 1999 se présente comme suit :

Le ratio masse salariale sur recettes fiscales s'est élevé à 41,7 % contre 39,2 % un an plus tôt. Cette réalisation ne respecte pas la norme communautaire fixée à 40 % au plus. Cette dégradation résulte de l'application de la nouvelle grille salariale et indemnitaire dont les effets avaient été initialement sous-estimés.

Le ratio investissements publics sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales est réalisé à 20,8 % en 1999, dépassant ainsi la norme minimale communautaire de 20 % retenue. En dépit du ralentissement observé dans le rythme d'évolution des investissements au cours des deux dernières années, le Burkina enregistre avec ce résultat sa troisième année de bonnes performances au regard de ce critère.

Le ratio solde primaire de base sur recettes fiscales a continué sa tendance à la baisse amorcée en 1996 pour se situer à 3,6 % en 1999. Le faible niveau de ce ratio au Burkina est imputable à une forte progression des dépenses courantes primaires qui ont augmenté de 14

% en dépit de la baisse des dépenses d'investissements publics financés sur ressources internes.

La variation des arriérés de paiement extérieurs en 1999 a été nulle, le Burkina ne détenant pas de stock d'arriérés depuis 1995. Le pays respecte la norme communautaire qui exige une variation nulle ou négative.

La variation des arriérés de paiement intérieurs s'est traduite en 1999 par leur réduction de 8,3 milliards, conformément aux normes de l'Union.

Le taux d'inflation annuel moyen a été de -1,1 % en 1999 contre 4,9 % en 1998, respectant ainsi la norme communautaire maximale de 3 %. Son évolution a été généralement influencée par celle de fonction de consommation " Produits, alimentaires, boissons et tabacs " dont la contribution à l'inflation a été de -2,1 %.

2.2.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Au regard des résultats obtenus en 1999 et des dernières prévisions pour 2000, la situation économique et financière s'améliorerait. La croissance économique, malgré sa décélération, sera supérieure à la croissance démographique, le solde commercial en terme réel s'améliore, de même que la situation des finances publiques. Le fardeau de la dette doit amorcer une diminution en restant dans les limites de la norme édictée par la Communauté.

Les actions à mener devraient viser la consolidation des acquis afin d'imprimer une croissance accélérée et durable à l'économie, permettant ainsi de lutter efficacement contre la pauvreté. Les mesures à envisager doivent être centrées notamment sur l'assainissement des finances publiques, la relance de l'économie par l'investissement en particulier dans les infrastructures socio-économiques, l'amélioration de la compétitivité, la réduction du poids de la dette publique.

L'accélération de la croissance passe particulièrement par le soutien à l'investissement dans les filières et secteurs porteurs et les infrastructures de base. Cela devra se faire à travers la mise en œuvre des politiques sectorielles indispensables pour l'augmentation de la production afin de satisfaire les besoins. L'accent devrait être mis sur l'amélioration de l'épargne intérieure et de son allocation aux besoins prioritaires d'investissement notamment dans les industries d'import-substitution qui offrent des avantages comparatifs au pays.

En vue de consolider la situation des finances publiques, les efforts devraient s'orienter conjointement vers une mobilisation accrue des recettes et une meilleure maîtrise des dépenses courantes.

En matière de mobilisation des recettes budgétaires, les efforts devraient se poursuivre pour améliorer le niveau et de la structure des recettes fiscales, par une augmentation plus rapide des recettes liées à la fiscalité intérieure. Pour ce faire, il est souhaitable de continuer à renforcer la capacité des administrations en matière de recouvrement et de procéder effectivement à l'élargissement de la base imposable, à travers la réduction des exonérations, la lutte contre la fraude et la fiscalisation du secteur informel.

Les mesures devraient être centrées sur la maîtrise des dépenses courantes et la promotion des dépenses d'investissement afin d'améliorer régulièrement le ratio masse salariale sur recettes fiscales, le ratio investissements publics sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales. Au niveau des dépenses courantes, la maîtrise doit concerner en priorité la masse salariale et les transferts et subventions. L'Etat doit continuer à soutenir les dépenses

d'investissement particulièrement celles financées sur ressources internes, en faveur des infrastructures socio-économiques de base.

Pour assurer la soutenabilité de la dette publique du Burkina Faso, les mesures devraient se traduire par une amélioration du taux d'endettement. L'apurement rapide des arriérés intérieurs et la non accumulation des nouveaux arriérés contribueraient respectivement à promouvoir les activités des entreprises et à renforcer la crédibilité du pays à l'égard des partenaires au développement en vue de l'Initiative PPTE.

Pour lutter contre la pauvreté, le gouvernement devrait s'atteler à mettre en œuvre la stratégie déjà arrêté dans le Document Cadre de Réduction de la Pauvreté et la croissance (DCRP).

2.3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE

La décélération progressive de la croissance économique observée depuis 1996 s'est accentuée en 1999 avec un taux de progression estimé à 1,5 % contre 5,4 % en 1998. Cette importante dégradation de l'activité économique est essentiellement imputable aux effets de la forte baisse de la production agricole d'exportation, notamment celles de cacao et de café, de la persistance de la chute des cours, du ralentissement de l'investissement public et de la hausse prolongée des cours du pétrole.

En dépit de l'augmentation des prix du carburant consécutive à la montée des prix sur le marché pétrolier, la hausse des prix à la consommation a été contenue grâce à une plus grande disponibilité de produits vivriers. Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 0,8 % en 1999 contre 4,5 % en 1998.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit courant hors dons rapporté au PIB nominal est passé de 2,1 % en 1998 à 0,4 % en 1999, en relation avec l'amélioration du solde de la balance commerciale.

En matière de finances publiques, la situation en 1999 a été caractérisée, d'une part, par d'importantes moins-values de recettes et, d'autre part, par un ajustement inadéquat des dépenses publiques au niveau des recettes mobilisées. Il en est résulté une aggravation du déficit du solde budgétaire global qui s'est situé à 2,7 % du PIB pour un niveau prévu de 1,5 % contre 1,8 % réalisé en 1998. La situation difficile des finances publiques est reflétée dans la dégradation des performances concernant l'observation des normes affectées aux critères de convergence. Ainsi, la Côte d'Ivoire n'a pas respecté, en 1999, les critères de convergence relatifs aux investissements financés sur ressources internes et, à la variation des arriérés de paiement tant intérieurs qu'extérieurs.

2.3.1. PRODUCTION

L'activité économique, en 1999, a connu une forte décélération avec un taux de croissance de 1,5 % contre 5,4 % en 1998. Cette évolution a été marquée par une baisse des performances du secteur primaire, essentiellement imputable aux difficultés liées aux principales cultures de rente. Le café, le cacao et l'hévéa ont enregistré à la fois une baisse des quantités récoltées et une chute des prix de vente. Le taux de croissance enregistré par ce secteur a poursuivi sa décélération progressive observée depuis 1996 pour se situer finalement à -2,5 % en 1999. Toutefois, cette contre-performance du secteur primaire masque des évolutions différenciées d'un sous-secteur à l'autre.

Ainsi, la production de café a enregistré une importante baisse de 58,2 % en s'établissant à 130 089 tonnes en 1999 contre 310 980 tonnes pour l'année précédente. Cette contre-performance est liée au cycle végétatif, à la baisse de productivité des vergers vieillissants et à la faible utilisation des produits phytosanitaires. Quant à la production de cacao, elle s'est établie à 983 276 tonnes en 1999 contre 1 089 900 tonnes en 1998, soit une baisse d'environ 9,8 %. S'agissant de la production d'hévéa, elle a baissé d'environ 60 000 tonnes en 1999.

En ce qui concerne les autres produits alimentaires destinés à l'exportation, les productions estimées d'ananas et de banane ont connu des hausses respectives de 27,1 % et 10,5 % grâce à de bonnes conditions climatiques. Il en a été de même pour la production vivrière qui s'est accrue de 4,6 % en 1999. Le sous-secteur de la production vivrière a enregistré une amélioration continue et significative de ces rendements au cours des trois dernières années grâce aux actions spécifiques menées par l'Agence Nationale pour le Développement Rural (ANADER) en matière de formation aux techniques modernes en milieu rural.

Le taux de croissance du secteur secondaire a enregistré une forte baisse, de 10,8 % en 1998 à 3,6 % en 1999. Ce ralentissement est consécutif à la baisse de la demande intérieure. En effet, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) a enregistré un taux de croissance de 2,9 % en 1999 contre 11,2 % un an plus tôt. Cette évolution est, en grande partie, imputable aux branches "Textiles et chaussures", "Bois", "Chimie" et "Auto et industries mécaniques et électriques" dont les performances se sont situées largement en dessous de celles réalisées en 1998 avec des taux de croissance respectifs de -4,2 %, -13,9 %, -4,7 % et -12,2 %. En revanche, les branches "industries agroalimentaires", "extraction et mines", "énergie électrique et eau" et "bâtiments et travaux publics" ont enregistré, dans l'ensemble, une nette amélioration de leurs performances en réalisant des taux de croissance respectifs de 9,4 %, 2,3 %, 16,5 % et de 13,6 %.

S'agissant particulièrement de la branche "extraction de pétrole et mines", il convient de noter que les différents segments d'activité ont évolué de façon contrastée. Sur l'année 1999, il a été enregistré une hausse de la production d'or, de diamant et de gaz alors que l'extraction pétrolière a continué de baisser. Les productions d'or et de diamant, qui avaient fortement baissé en 1998, ont été, de nouveau, orientées à la hausse avec des niveaux supérieurs aux quantités record réalisées en 1997. Le volume d'or traité a été de 2 967 kilogrammes, soit une hausse de 50,8 % par rapport à 1998. Cette évolution favorable s'explique par la création d'une nouvelle société minière, la CMA qui a pris le relais de la SOMIAF depuis 1998. Quant à la production de diamant, elle a atteint 331 004 carats, soit une hausse de 34,1 % par rapport à 1998.

La production de gaz a continué de s'accroître, tirée par une forte demande nationale en raison de son utilisation de plus en plus importante comme intrant dans la production de l'énergie électrique. Elle a atteint environ 39 367 000 pieds cubes en 1999, soit une hausse de 18 % par rapport à l'année précédente. Cette bonne performance a permis de compenser la baisse continue de l'extraction pétrolière qui a été encore observée en 1999. En effet, l'extraction pétrolière a été, en moyenne, de 9 700 barils par jour en 1999 contre 10 400 barils un an plus tôt.

Quant à l'activité du secteur tertiaire, elle a augmenté de 3,1 % en 1999, indiquant également une décélération de son rythme de progression. Cette évolution est surtout imputable à l'effet conjugué, d'une part, de la progression de l'activité dans les sous-secteurs du trafic ferroviaire, du trafic aérien et du commerce, notamment les ventes de véhicules neufs et, d'autre part, de la stagnation de l'activité au niveau du trafic maritime.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire au taux de croissance ont été, respectivement, de -0,8 point, 0,9 point et de 1,4 point.

S'agissant de la structure du PIB en volume, on peut noter une tendance au renforcement de la part du secteur secondaire, ce qui va dans le sens d'une économie à vocation industrielle. En effet, la part de ce secteur est en progression continue au cours des cinq dernières années avec un niveau qui est passé de 20 % du PIB en 1995 à 24 % du PIB en 1999. La part du secteur tertiaire a évolué en dents de scie au cours des cinq dernières années autour d'un trend estimé à environ 45-46%. Elle a été de 45,7 % en 1999 contre 45 % l'année précédente. L'augmentation de la part des secteurs secondaire et tertiaire s'est faite au détriment du secteur primaire qui subit l'influence défavorable des perturbations climatiques et de la chute des cours du cacao, du café et du caoutchouc sur les marchés internationaux. Celle-ci s'est inscrite dans un processus de baisse continue au cours des cinq dernières années, en passant de 33,8 % en 1995 à 30,3 % en 1999.

Du côté de la demande, les échanges extérieurs et la consommation ont été les principales sources de la croissance économique. Ces deux composantes ont contribué au taux de croissance du PIB pour environ 5,9 et 1,9 point.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations en volume ont enregistré une progression de 12,7 % en 1999 contre 1,3 % en 1998. Cette forte progression des exportations est, en grande partie imputable, d'une part, aux exportations de produits vivriers, notamment les ventes de noix de cajou et le dynamisme des produits de la pêche et, d'autre part, aux exportations recensées sous la rubrique " autres produits ".

Quant aux importations, leur rythme de progression a connu une très forte décélération en passant de 14,8 % en 1998 à 0,9 % en 1999. Cette évolution doit être mise en relation avec le ralentissement général de l'activité économique.

S'agissant de la consommation totale en volume, elle a augmenté de 2,9 % en 1999 contre 4,1 % en 1998. La consommation privée a enregistré une décélération de son rythme de progression qui est passé de 5,3 % en 1998 à 2,9 % en 1999. Cette évolution de la consommation privée est liée à la forte baisse des revenus ruraux qui a pour origine les résultats peu satisfaisants de la production agricole de rente et la chute des cours des principaux produits de rente exportés. En revanche, la consommation publique a enregistré une progression de 3,1 % en 1999 contre une baisse de 1,6 % en 1997 et 1998.

Par rapport à l'année 1998, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en volume s'est, en revanche, contractée de 0,2 % en 1999, en raison du repli de sa composante publique de 25,6 %. Cette évolution de la FBCF publique trouve son origine dans la faible mobilisation des ressources extérieures, les difficultés d'adaptation des services utilisateurs au nouveau circuit de la dépense (Système Intégré de Gestion des Finances Publiques) et les retards d'exécution des marchés publics liés à la mensualisation des engagements des dépenses publiques. Au total, la contribution de l'investissement au taux de croissance du PIB a été de -6,3 points.

Dans un contexte marqué par une progression de la consommation finale totale plus rapide que celle du PIB, l'épargne intérieure brute, en valeur nominale, s'est détériorée sensiblement en passant de 26 % du PIB en 1998 à 23,8 % du PIB en 1999. Dans le même temps, la FBCF nominale s'est contractée de 4,5 %, pour représenter 14,8 % du PIB contre 15,8 % en 1998.

Les prévisions pour l'année 2000 affichent un taux de croissance nul, indiquant l'entrée probable de l'économie ivoirienne dans une situation de dépression. Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire enregistreraient des taux de croissance respectifs de 3,6 %, 0,2 % et -2,5 %. Les performances attendues du secteur primaire proviendraient de meilleures conditions climatiques et de l'impact des mesures gouvernementales mises en œuvre en vue d'assurer la sécurité alimentaire, notamment les programmes d'irrigation riz et banane plantain. Quant au secteur secondaire, le ralentissement de son activité, observé en 1999, serait accentué en raison des contre-performances attendues de la plupart des sous-secteurs qui le composent. Enfin, la baisse de l'activité du secteur tertiaire serait liée à l'évolution peu satisfaisante du secteur secondaire et de l'agriculture d'exportation qui aurait pour conséquence de détériorer les performances dans les domaines des transports et communications, des services et du commerce. Au total, les contributions au taux de croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient, respectivement, de 1,1 %, 0,1 % et de -1,1%.

Sous l'angle de la demande, la croissance serait marquée par la forte contraction de la consommation et de l'investissement qui enregistreraient des taux de croissance négatifs, respectivement, de -2,1 % et de -8,2 %. Au niveau de la consommation, la composante privée progresserait de 0,2 % contre 2,9 % en 1999, en relation avec les prévisions d'une

augmentation très modérée des revenus agricoles et salariaux. Quant à la consommation publique, elle baisserait de 13,8 %, en conformité avec la mise en place de mesures vigoureuses portant sur la maîtrise des dépenses publiques. Le repli de l'investissement total en volume serait surtout lié à l'évolution de la FBCF privée qui connaîtrait une baisse de 3,2 %, en raison du comportement attentiste des opérateurs économiques face à la particularité du contexte socio-politique prévalant dans le pays. Quant à la FBCF publique, son taux de croissance s'établirait à 0,8 % contre -25,6 % en 1998.

Les contributions respectives de la consommation finale et de l'investissement total au taux de croissance seraient, respectivement, de -1,4 point et de -0,7 point. Les échanges extérieurs, avec une contribution au taux de croissance du PIB de +2 points, permettraient de compenser intégralement l'évolution défavorable de la demande intérieure. La contribution des échanges extérieurs serait entièrement imputable aux exportations du fait de la croissance attendue de 6,7 % de l'agriculture d'exportation.

En terme nominal, la consommation finale connaîtrait encore une progression plus rapide que celle du PIB en 2000. Ainsi, le taux d'épargne intérieure brute enregistrerait, pour la deuxième année consécutive, une détérioration d'environ un point de pourcentage pour s'établir à 22,7 %. En ligne avec les efforts de redressement de la FBCF publique, l'investissement total représenterait 16,5 % du PIB contre 14,3 % en 1999, ce qui se traduirait par un recours plus accru aux ressources d'origine extérieure.

2.3.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,8 % en 1999 contre 4,5 % l'année précédente. L'atténuation des tensions inflationnistes est imputable à un meilleur approvisionnement des marchés en produits vivriers, consécutif à la bonne pluviométrie observée au cours de ladite année. Dans ce contexte, la contribution à l'inflation de la fonction " Produits alimentaires, boissons et tabacs " a été de -1,5 point. En revanche, l'inflation a été surtout alimentée par les fonctions " Hôtels, café, restaurants ", " Transports ", " Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles " et " Articles d'habillement et articles chaussants " avec des contributions respectives de 0,6 point, 0,5 point, 0,5 point et 0,4 point.

En glissement annuel, l'inflation au premier trimestre de l'année 2000 a été de 0,9 % contre 1,4 % au premier trimestre 1999. Ce résultat s'explique essentiellement par le comportement des fonctions " Produits alimentaires, boissons et tabacs " et " Transports ". Du fait de la poursuite de la détente sur les prix des produits vivriers, la contribution de la composante alimentaire a été de -1,5 point. En revanche, la fonction " Transport " continue de subir l'impact de la hausse des prix des hydrocarbures avec une contribution à l'inflation au premier trimestre de 1,8 point.

2.3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 1999, la situation des finances publiques a été particulièrement difficile à cause :

- du ralentissement de l'activité économique, en partie imputable à la chute des cours des matières premières ;
- de la faiblesse du recouvrement des recettes fiscales ayant engendré d'importantes moins-values de recettes ;
- de l'absence d'appuis budgétaires ;
- du faible ajustement du niveau des dépenses publiques par rapport au montant des recettes budgétaires ;

- du poids élevé du service de la dette.

La conjonction de ces différents facteurs a eu pour conséquence une importante dégradation du déficit public, une accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs et l'apparition de nouvelles Dépenses Engagées Non Ordonnancées (DENO).

En ce qui concerne les recettes budgétaires totales hors dons, elles ont diminué de 8,4 % en passant de 1 388,7 milliards en 1998 à 1 271,6 milliards en 1999. Par rapport aux prévisions pour l'année 1999, le taux de réalisation a été de l'ordre de 90,6 %. Les recettes budgétaires totales hors dons ont représenté environ 18,6 % du PIB nominal contre 20,7 % en 1998. Une telle évolution est essentiellement imputable à la très faible progression des recettes fiscales et à une importante réduction des recettes non fiscales.

En effet, les recettes fiscales ont connu une augmentation très faible de l'ordre de 0,6 % en 1999 pour se situer à 1 149,1 milliards, soit 16,8 % du PIB nominal contre 17 % en 1998 et un pic de 21,7 % en 1995. Cette évolution confirme la baisse continue du taux de pression fiscale, observée depuis 1996. Par rapport aux prévisions de l'année 1999, le taux de réalisation s'est établi à 90,6 % et les moins-values de recettes fiscales ont été de 119 milliards. Ces moins-values ont concerné :

- les impôts sur les revenus et les bénéfices, pour un montant de 33,9 milliards, en raison de la faiblesse des résultats financiers des entreprises et de l'absence de bénéfices industriels et commerciaux versés par la Caisse de Stabilisation ;
- les taxes sur biens et services, pour un niveau de 35,6 milliards, à cause des rentrées plus faibles que prévu, au titre de la TVA/ASDI, consécutives au ralentissement de l'activité économique et aux problèmes de maîtrise du rendement de cet impôt ;
- les impôts sur le commerce extérieur, notamment les taxes sur les importations, pour un montant de 50,1 milliards, suite à la stagnation de la valeur des importations, à l'impact en année pleine de la réduction des tarifs douaniers à 25 % maximum, à la montée de la fraude et aux exonérations mal maîtrisées.

Du point de vue de la structure des recettes fiscales, on peut déceler une tendance au renforcement de la part des recettes fiscales intérieures au détriment de la part des recettes fiscales de porte. En effet, la part des recettes fiscales intérieures dans les recettes fiscales totales s'est établie à 64,1 % en 1999 contre 58,8 % en 1996, année de mise en œuvre des premières mesures d'abaissement tarifaire devant conduire à l'union douanière.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été de 122,5 milliards en 1999 contre 246,5 milliards en 1998, indiquant un repli d'environ 50,3 %. Par rapport aux prévisions budgétaires, les moins-values de recettes non fiscales, estimées à 13,6 milliards, s'expliquent par le non reversement de ressources par la Caisse de Stabilisation au titre du programme des pistes rurales, et par la moindre performance des revenus du pétrole.

Quant aux dons, ils se sont situés à 64,9 milliards en 1999 contre 50,5 milliards un an plus tôt, traduisant une progression de 28,5 %. Ils ont représenté 0,9 % du PIB pour une moyenne d'environ 0,7 % du PIB nominal au cours des cinq dernières années. Ils sont constitués, presque en totalité, de dons-projets, les appuis budgétaires ayant été faibles à cause des difficultés rencontrées dans la conclusion d'un accord avec les institutions de Bretton Woods.

L'exécution des opérations financières de l'Etat en 1999 a été marquée par des innovations majeures, notamment la mise en application d'une nouvelle nomenclature budgétaire et l'instauration d'un système automatisé et intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP), afin d'éviter d'éventuels dérapages des dépenses publiques.

Dans ce contexte, les dépenses totales se sont situées à 1 522,2 milliards en 1999 contre 1557,4 milliards en 1998, soit une baisse de 2,3%. Cette évolution est le résultat d'une augmentation sensible des dépenses courantes et d'une très forte baisse des dépenses en capital. Le ratio des dépenses totales rapportées au PIB a enregistré une baisse continue au cours des six dernières années. Il est passé de 30,1 % du PIB en 1993 à 23,2 % en 1998 puis à 22,3 % en 1999.

Les dépenses courantes ont augmenté de 6,2 % en 1999 contre une baisse de 1,8 % l'année précédente. Elles se sont établies à 1169,7 milliards, soit 17,1 % du PIB contre 16,4 % en 1998. La masse salariale et les postes " transferts et subventions " et " intérêts de la dette publique " ont connu une progression modérée avec des taux de croissance respectifs de 2,4 %, 2,6 % et de 4,3 % par rapport à 1998. S'agissant particulièrement de la masse salariale, elle a été exécutée à hauteur de 425,3 milliards, soit 6,2 % du PIB, pour des prévisions de 435,2 milliards. Cette sous-consommation de crédits alloués aux dépenses de personnel est liée, principalement, à la non régularisation de 2084 dossiers de recrutement et à la non prise en compte du glissement catégoriel des agents de police.

En revanche, le poste " Autres dépenses courantes " a enregistré une très forte variation de l'ordre de 15,8 % après un repli de 5,2 % en 1998. Le niveau de ces dépenses a été de 310 milliards pour des prévisions budgétaires de 275,6 milliards. Le dépassement observé résulte, essentiellement, de l'intégration d'ordonnancements au titre des DENO des années antérieures ainsi que de dépenses supplémentaires d'eau, d'électricité et de téléphone sur la base des consommations réelles.

Les dépenses en capital sont passées de 455,9 milliards en 1998 à 352,5 milliards en 1999, soit une baisse de 22,7 %. Elles ont représenté 5,2 % du PIB contre 6,8 % en 1998. Cette évolution s'est inscrite en rupture totale par rapport à la tendance observée au cours des cinq dernières années durant lesquelles il a été enregistré une progression régulière et significative des dépenses en capital. Elle résulte d'une baisse concomitante des dépenses en capital financées sur ressources internes de 33,5 % et des dépenses en capital financées sur ressources extérieures de l'ordre de 0,9 %.

La forte diminution des dépenses en capital financées sur ressources internes s'expliquent, notamment, par les difficultés d'adaptation des services utilisateurs du SIGFIP et par les retards d'exécution des marchés publics liés à la mensualisation des engagements des dépenses publiques. Quant aux dépenses en capital financées sur ressources extérieures, elles ont subi l'impact de la faible mobilisation des ressources extérieures en liaison avec l'absence d'un programme bénéficiant de l'appui des institutions de Bretton Woods.

Compte tenu, d'une part, de l'importance des moins-values de recettes enregistrées et, d'autre part, de l'absence de mesures vigoureuses d'ajustement du niveau des dépenses à celui des recettes budgétaires, le déficit du solde global hors dons s'est situé à 250,6 milliards en 1999, soit 3,7 % du PIB nominal contre 168,7 milliards, soit 2,5 % du PIB en 1998. Suivant la même évolution, dans un contexte d'absence totale d'appuis budgétaires, le déficit du solde global a connu une nette détérioration en passant de 118,2 milliards, soit 1,8 % du PIB en 1998 à 185,7 milliards, soit 2,7 % du PIB nominal en 1999, pour un objectif fixé à 1,5 %.

L'année 1999 marque un point de retournement important dans l'évolution des déficits publics dans la mesure où l'on note une interruption dans l'amélioration continue et régulière du ratio du solde budgétaire global rapporté au PIB nominal, observée depuis 1993. A titre indicatif, le niveau de ce ratio était de -12 % en 1993.

La situation difficile des finances publiques en 1999 a eu pour conséquence une accumulation de nouveaux arriérés de paiement sur dépenses intérieures et sur intérêts extérieurs pour des montants respectifs de 132,8 milliards et de 32,4 milliards. Le déficit du solde budgétaire global base caisse est ainsi ressorti à 20,5 milliards.

La couverture de ce besoin de financement s'est traduite par une mobilisation de ressources internes de 48,8 milliards. Ceci a permis à l'Etat de se désengager auprès de l'extérieur pour un montant de 18,4 milliards.

Les rééchelonnements d'un montant de 195,9 milliards ont constitué la composante la plus importante du financement extérieur du déficit budgétaire. Au plan intérieur, l'Etat a eu recours aux avances statutaires, pour un montant de 28,1 milliards.

En dépit de la restructuration de la dette bilatérale et de l'allègement de la dette commerciale, obtenus en 1998, la dette publique a continué de demeurer le problème majeur de l'économie ivoirienne en 1999. En effet, l'encours de la dette publique est passé de 9 147,7 milliards, soit 214,9 % du PIB nominal en 1994 à 7 856,5 milliards, soit 115 % du PIB nominal en 1999. Face à ce problème lancinant de la dette, la Côte d'Ivoire a été déclarée éligible à l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) dont le point d'exécution avait été, initialement, fixé en mars 2001. Les problèmes rencontrés par la Côte d'Ivoire pour arrêter un programme appuyé par les institutions de Bretton Woods pourraient retarder le bénéfice de l'allègement effectif de la dette extérieure, attendue dans le cadre de ladite Initiative.

L'encours de la dette intérieure, y compris les arriérés, s'est situé à 1 098,8 milliards à fin décembre 1999 contre 1 019,6 milliards à fin décembre 1998. Cette hausse est imputable, d'une part à une augmentation de l'encours des avances statutaires au titre de la BCEAO et, d'autre part, à l'accroissement des créances du secteur non bancaire. La situation difficile des finances publiques tant du point de vue des recettes que des dépenses est le facteur explicatif de ces évolutions. En revanche, l'Etat s'est désengagée à l'égard du secteur bancaire.

Quant à l'encours de la dette extérieure, il a été estimé à 6 757,7 milliards à fin décembre 1999 contre 6 799,6 milliards à la même date de l'année précédente, soit une réduction de 0,6 %. Il a représenté 98,9 % du PIB en 1999.

Par rapport à 1998, le service de la dette extérieure a progressé de 18,5 milliards pour se situer à 622,3 milliards en 1999. Il a représenté 48,9 % des recettes budgétaires totales hors dons, constituant ainsi une contrainte majeure dans la gestion des finances publiques. La Côte d'Ivoire a rencontré des difficultés pour honorer toutes ses obligations liées au service de la dette. Elle a dû recourir aux rééchelonnements et à l'accumulation d'arriérés. En outre, les fortes ponctions opérées sur les ressources budgétaires ont entravé le financement des investissements, compromettant l'accélération de la croissance économique et la mise en œuvre effective des stratégies de réduction de la pauvreté.

Les prévisions pour l'année 2000 indiquent une amélioration sensible de la situation des finances publiques qui se traduirait par une réduction du déficit du solde global qui passerait de 185,7 milliards en 1999 à 126,6 milliards en 2000, soit 1,8 % du PIB. Ce résultat serait obtenu grâce à une augmentation des recettes budgétaires et dons de 4,8 % et à une quasi-stagnation des dépenses publiques totales qui ne progresseraient que de 0,3 % dans un contexte marqué par la persistance du ralentissement de la croissance économique.

Ainsi, les recettes totales hors dons se situeraient à 1 360,7 milliards et représenteraient 19,9 % du PIB contre 18,6 % en 1999. Leur évolution serait imprimée, à la fois, par les recettes fiscales et les recettes non fiscales qui enregistreraient des hausses respectives de 5,9 % et de

17,2 %. Quant aux dons, ils accuseraient une importante baisse d'environ 38,1 % pour s'établir à 40,2 milliards.

Les recettes fiscales s'établiraient à 1 217,6 milliards, en raison de l'accent particulier qui serait mis sur la réduction de la fraude grâce au renforcement des recouvrements et des procédures de contrôle. Elles représenteraient 17,8 % du PIB contre 16,8 % en 1999. Cette évolution des recettes fiscales serait portée par les impôts sur les revenus et les bénéficiés et les taxes sur biens et services qui croîtraient, respectivement, de 13,7 % et de 9 %. En revanche, les recettes sur le commerce international s'inscriraient en retrait de 12,4 milliards par rapport aux réalisations de l'année précédente, pour se situer à 400,4 milliards. Les contre-performances des droits de porte résulteraient de l'impact de l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun (TEC), en partie atténué par le déploiement de mesures visant à réduire la fraude et à améliorer le rendement des services douaniers.

Quant aux recettes non fiscales, elles progresseraient de 17,2 % en passant de 122,5 milliards en 1999 à 143,6 milliards en 2000, sous l'effet d'une hausse conjointe des transferts de la Caisse de Stabilisation et des cotisations de sécurité sociale.

En ce qui concerne les dépenses publiques totales, elles se situeraient à 1 527,5 milliards contre 1522,2 milliards en 1999. Le ratio des dépenses publiques totales rapportées au PIB nominal serait de 22,3 %, soit un niveau identique à celui observé l'année précédente. La quasi-stabilisation du niveau des dépenses publiques totales résulterait d'une baisse des dépenses courantes de 2,2 % et d'une progression des dépenses en capital de 8,7 %.

La maîtrise de l'évolution des dépenses courantes reposerait, principalement, sur le poste "Autres dépenses courantes" qui diminuerait de 21,3 % en relation avec les efforts déployés pour une meilleure gestion des finances publiques dans le cadre du SIGFIP. Quant à la masse salariale, elle augmenterait de 29,8 milliards pour s'établir à 455,1 milliards, soit une hausse de 7 %. Ce serait la plus forte progression de la masse salariale enregistrée depuis 1997. Une telle évolution serait expliquée, d'une part, par l'impact en année pleine de la revalorisation des salaires intervenue en mai 1999, la revalorisation des salaires des militaires intervenue dans le courant du premier trimestre de l'année 2000 et les nouveaux recrutements et, d'autre part, par l'ajustement à la baisse des charges salariales des institutions républicaines dissoutes par le nouveau régime politique. Quant au poste "transferts et subventions", il augmenterait de 7,1 %.

Les dépenses en capital connaîtraient un redressement en passant de 352,5 milliards en 1999 à 383 milliards en 2000, soit une augmentation de 8,7 %. Elles représenteraient 5,6 % du PIB contre 5,2 % l'année précédente. Des investissements financés sur ressources internes baisseraient de 1,3 % tandis que ceux financés sur ressources extérieures augmenteraient fortement de l'ordre de 22,1 % en raison de la perspective de relations plus harmonieuses avec la communauté financière internationale.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat aboutirait à une amélioration du déficit du solde budgétaire global hors dons. Il se réduirait d'environ 1,3 point pour représenter 2,4 % du PIB nominal. Compte tenu d'un niveau attendu de dons, représentant environ 0,6 % du PIB nominal, le déficit du solde budgétaire global se situerait à 1,8 % du PIB nominal, soit environ 126,6 milliards. En 2000, la Côte d'Ivoire prévoit de réduire les arriérés sur dépenses intérieures, pour un montant de 40,8 milliards, et les arriérés sur paiement d'intérêts extérieurs, pour un montant de 32,4 milliards, portant ainsi le déficit du solde budgétaire base caisse à 199,8 milliards.

Ce besoin de financement pour un montant de 199,8 milliards serait couvert à concurrence de 158 milliards par des ressources extérieures et 9,8 milliards par des ressources internes, laissant apparaître un besoin résiduel de 32 milliards. Les apports de ressources dans le cadre

du financement extérieur seront, essentiellement, assurés par les prêts-projets et les prêts-programmes pour un montant cumulé de 293,5 milliards ainsi que par les rééchelonnements qui atteindraient le niveau de 223,4 milliards. Au niveau du financement intérieur, la Côte d'Ivoire n'aurait pas recours aux avances statutaires de la BCEAO en 2000. Cependant, il n'est pas prévu de réduction de l'encours des avances statutaires existant.

2.3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Les paiements extérieurs ont dégagé un solde négatif de 67,9 milliards, en dégradation de 54,1 milliards par rapport au déficit de l'année précédente. Cette évolution est imputable au compte de capital et d'opérations financières. La dégradation du compte d'opérations financières est liée aux difficultés rencontrées par la Côte d'Ivoire dans ses relations avec la Communauté financière internationale, notamment l'absence d'accord conclu avec les institutions de Bretton Woods. Cette situation a compromis la mobilisation des concours extérieurs.

Le solde du compte courant est devenu positif en 1999, en s'inscrivant à 14,3 milliards, alors qu'il était déficitaire de 90,5 milliards en 1998. Cette amélioration est essentiellement due à l'évolution favorable du solde commercial, qui a compensé la dégradation du solde des services, des revenus et des transferts sans contrepartie, dont le déficit, évalué à 231,9 milliards en 1998, s'est aggravé pour atteindre 245 milliards en 1999.

La balance commerciale est ressortie excédentaire de 1.233,6 milliards contre 1101,4 milliards en 1998, en liaison avec l'augmentation de 153,8 milliards des exportations et de 21,6 milliards des importations. Le déficit courant hors transferts officiels s'améliore de 2,1 % du PIB à 0,4 % en 1999.

Le solde déficitaire du compte de capital et d'opérations financières est estimé à 67,2 milliards, contre un excédent de 91,7 milliards en 1998. Cette évolution résulte principalement du repli de l'excédent du compte de capital de 19,8 milliards à 17,6 milliards et des investissements directs nets de 243,9 milliards à 154,9 milliards. En outre, le déficit des autres investissements, du fait de la faible mobilisation des concours extérieurs, est passé de 254,3 milliards à 472,6 milliards. Pour financer son déficit, l'Etat a dû recourir au rééchelonnement de sa dette pour un montant de 195,8 milliards et à une accumulation d'arriérés extérieurs de 32,4 milliards.

2.3.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets se sont fixés à -27,9 milliards à fin décembre 1999, en diminution annuelle de 67,9 milliards. Cette évolution est consécutive à une baisse notable des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission de 72,2 milliards dont l'effet a été amoindri par l'amélioration de 4,3 milliards de la position extérieure des banques.

Le crédit intérieur s'est replié de 37,1 milliards par rapport à son niveau de décembre 1998 en s'établissant à 1 789,8 milliards. Ce repli de 2 % traduit la forte baisse des crédits à l'économie, en partie compensée par la progression de l'endettement bancaire net de l'Etat. En effet, la position nette du gouvernement s'est dégradée de 67,7 milliards, en liaison essentiellement avec l'utilisation accrue des concours bancaires et la baisse des dépôts publics auprès du système bancaire. Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1 114,7 milliards, en recul de 104,8 milliards (-8,6 %), en raison de la baisse des crédits de campagne à hauteur de 119,5 milliards (-69,9 %). Dans le même temps, les crédits ordinaires ont augmenté de 14,7 milliards (1,4 %).

La masse monétaire s'est contractée de 43,1 milliards (-2,5 %) pour se fixer à 1 679,3 milliards. Cette diminution de la liquidité globale s'est localisée aussi bien au niveau des dépôts (-0,8 %) que de la circulation fiduciaire (-7,7 %).

2.3.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

Par rapport aux normes définies dans le cadre de la procédure de la surveillance multilatérale, la réalisation des valeurs de référence affectées aux critères de convergence pour l'année 1999 se présente comme suit :

Le **ratio masse salariale sur recettes fiscales** s'est établi à 37 % en 1999 contre 36,4 % en 1998. Cette légère évolution à la hausse du ratio est liée, d'une part, à la quasi-stagnation des recettes fiscales et, d'autre part, à l'impact de la revalorisation des salaires de la fonction publique intervenue en mai 1999. La Côte d'Ivoire a, néanmoins, respecté la norme communautaire maximale de 40 %.

Le **ratio dépenses d'investissements financés sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales** a été de 17,6 % en 1999 contre 26,7 % en 1998 pour une norme communautaire minimale de 20 %. L'évolution du ratio est essentiellement imputable à la forte diminution des dépenses en capital financées sur ressources internes. Elle trouve son origine dans les difficultés d'adaptation des services utilisateurs du SIGFIP et dans les retards d'exécution des marchés publics liés à la mensualisation des engagements des dépenses publiques.

Le **ratio solde primaire de base sur recettes fiscales** s'est fortement replié en passant de 23,5 % en 1998 à 17,2 % en 1999. Cette évolution est liée à la situation difficile des finances publiques, caractérisée par d'importantes moins-values de recettes budgétaires et par un ajustement insuffisant des dépenses courantes primaires aux recettes budgétaires. En effet, les recettes budgétaires totales hors dons et les dépenses courantes primaires ont présenté des évolutions très contrastées en 1999 avec des taux de croissance respectifs de -8,4% et de 6,9 %. La Côte d'Ivoire a, néanmoins, respecté la norme communautaire minimale de 15 %. Toutefois, le niveau de solde primaire de base réalisé n'a pas permis une couverture intégrale des intérêts de la dette, justifiant, en partie, le recours aux financements exceptionnels. Le solde primaire de base s'établit à 197,7 milliards pour des intérêts de la dette publique totale s'élevant à 298,6 milliards.

La **variation des arriérés de paiement extérieurs** s'est traduite par une accumulation de 32,4 milliards en 1999 contre un apurement de 120,9 milliards en 1998. Cette accumulation trouve son origine dans le niveau jugé insoutenable de la dette publique extérieure et dans une situation des finances publiques particulièrement tendue.

La **variation des arriérés de paiement intérieurs** s'est traduite également par une accumulation pour un montant de 132,8 milliards en 1999 contre une réduction de 17,3 milliards en 1998. Cette contre-performance doit être rapprochée des dérapages enregistrés au niveau du poste " Autres dépenses courantes " dans un contexte où les recettes budgétaires ont enregistré d'importantes moins-values. La volonté des autorités d'apurer totalement les arriérés intérieurs à fin 2002 exigera donc des efforts plus soutenus dans le respect strict des procédures budgétaires.

Le **taux d'inflation annuel moyen** a été de 0,8 % en 1999 contre 4,5 % en 1998, se situant ainsi en dessous de la norme communautaire maximale de 3 %. Cette bonne performance a été obtenue grâce à un meilleur approvisionnement du marché en produits vivriers, favorisé par une pluviométrie satisfaisante.

2.3.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

L'évolution de la situation économique et financière en Côte d'Ivoire en 1999 et les perspectives récentes pour l'année 2000, traduisent, dans l'ensemble, une nette dégradation

des performances macroéconomiques. La baisse de la croissance économique est de plus en plus accentuée et la détérioration de la situation des finances publiques a atteint un seuil difficilement tolérable. En outre, le poids élevé de la dette continue d'entraver sérieusement la mise en œuvre effective des stratégies de promotion du développement économique. A très court terme, la Côte d'Ivoire doit renouer rapidement avec des politiques macroéconomiques saines, centrées sur la maîtrise des déficits publics et sur la stimulation de la croissance économique.

Il est urgent que les autorités budgétaires prennent des dispositions appropriées pour assainir les finances publiques en déployant des actions énergiques portant à la fois sur une plus grande mobilisation des recettes intérieures et une maîtrise de l'évolution des dépenses publiques.

Au niveau de la mobilisation des recettes, la priorité devrait être accordée à une meilleure saisie des contribuables, à la lutte contre la fraude et à la réduction des exonérations. Il convient d'inverser la tendance de la baisse continue du ratio des recettes budgétaires totales rapportées au PIB nominal observée au cours des quatre dernières années.

En ce qui concerne les dépenses publiques, les autorités budgétaires doivent prendre des mesures adéquates en vue d'assurer un respect strict et scrupuleux des procédures budgétaires qui régissent l'exécution des dépenses retenues dans la loi de finances. Par ailleurs, des efforts doivent être accomplis en vue de contenir l'évolution des dépenses courantes primaires et de dégager des ressources plus importantes destinées au financement des investissements et aux règlements des obligations de la dette publique. Outre les actions ponctuelles, un accent particulier doit être accordé aux actions ayant un caractère structurel. C'est dans ce cadre que la réforme du statut de la fonction publique, visant l'introduction d'un système d'avancement au mérite, doit être poursuivie et accélérée.

Tenant compte de la nouvelle génération de programmes de réformes économiques et financières qui visent la croissance économique et la réduction de la pauvreté, les dépenses en capital devraient accorder une place prépondérante au renforcement des secteurs sociaux de base, tels l'éducation et la santé. Cette option favoriserait, de manière déterminante, la réalisation simultanée des deux objectifs poursuivis. De même, dans le cadre de la promotion des infrastructures de base, le secteur agricole devrait bénéficier d'un traitement préférentiel en vue de desserrer les contraintes d'offre de produits vivriers qui compromettent la sécurité alimentaire et la stabilité des prix. Enfin, des dispositions devraient être prises, à très court terme, pour replacer le critère relatif aux dépenses d'investissements financés sur ressources internes au-dessus de la norme communautaire minimale de 20 %. En effet, pour la deuxième année consécutive, ce critère se situerait en dessous de la norme communautaire minimale avec un niveau de 16,4 % en 2000 contre 17,6 % en 1999.

Etant donné le poids du service de la dette sur les finances publiques et son impact défavorable sur le développement des secteurs sociaux et des infrastructures de base, la Côte d'Ivoire a besoin d'un traitement de fond de sa dette. L'admission du pays à l'Initiative PPTE constitue ainsi une première réponse à cette préoccupation. Pour bénéficier pleinement de ce mécanisme d'allègement de la dette, la Côte d'Ivoire devrait entretenir des relations harmonieuses avec les Institutions de Bretton Woods et exécuter de manière satisfaisante les programmes de réformes économiques, financières et structurelles conclus avec elles.

2.4. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE-BISSAU

La normalisation de la situation politique et le lancement du programme de reconstruction ont permis à l'économie d'enregistrer de bonnes performances en 1999. En effet, l'activité économique a progressé de 6,9 % et le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à -2,1 %.

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit courant extérieur hors dons a été de 6,9 % du PIB en 1999 contre 19,6 % en 1998, à la suite d'une amélioration du solde commercial impulsée par le doublement des exportations et la réduction des importations.

S'agissant des finances publiques, le solde global s'est sensiblement amélioré en passant d'un déficit de 13,4 % du PIB en 1998 à 8,1 % en 1999, grâce aux efforts de recouvrement des régies financières, à la bonne campagne au niveau de la noix d'anacarde et à la remontée des dons. Les analyses ont été faites sur la base des projections. Toutefois, les dernières statistiques fournies (le 25 juillet 2000) par la Guinée Bissau, sur les réalisations, indiquent une nette amélioration des indicateurs budgétaires pour l'année 1999.

La Guinée Bissau a respecté les valeurs de référence pour trois des critères définis dans le cadre de la surveillance multilatérale. Il s'agit des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales, et du taux d'inflation annuel moyen, et des arriérés de paiement intérieurs.

2.4.1. PRODUCTION

Sous l'impulsion de la production agricole, le Produit Intérieur Brut a augmenté de 6,9 % en 1999, après avoir subi une régression de 28 % en 1998.

La valeur ajoutée du **secteur primaire** a progressé de 8,4 % contre une baisse de 17,8 % en 1998. Cette croissance est essentiellement le fait du sous-secteur agricole dans la mesure où les plantations n'ont pas été affectées par le conflit circonscrit au district de Bissau. Ainsi, la production de noix d'anacarde a crû de 52,5 % pour se situer à 61 000 tonnes en 1999. La production agricole vivrière a augmenté également de 6 % contre une baisse de 6 % en 1998, du fait d'une bonne pluviométrie.

Les **secteurs secondaire et tertiaire** ont enregistré des hausses respectives de 4,3 % et 4,8 % de leurs productions contre une forte chute d'environ 40 % en 1998. Les perspectives sont encourageantes avec la reprise des activités dans les secteurs du commerce et des transports ainsi que l'assainissement attendu du secteur privé du fait du remboursement des arriérés intérieurs et du dédommagement des pertes liées au conflit.

En 1999, la structure du PIB a subi de profondes modifications par rapport à la situation existant avant le conflit, se traduisant par un accroissement d'environ dix points de pourcentage de la part du secteur primaire qui est passée de 53,6 % en 1997 à 62,3 % en 1999. Quant aux secteurs secondaire et tertiaire, leurs parts respectives ont été de 11,6 % et 26,1 % en 1999. Cette structure reste dominée par le secteur primaire dans le cadre d'une économie de monoculture d'exportation (la noix d'anacarde). Il en résulte, non seulement, une extrême vulnérabilité de l'économie nationale en raison des aléas climatiques et des fluctuations des cours mondiaux, mais aussi une marginalisation de l'agriculture vivrière, plus particulièrement de la riziculture, à travers une politique inappropriée des prix agricoles et le recyclage des recettes d'exportations dans les importations.

Les contributions au taux de croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été respectivement de 5,1 points, 0,5 point et 1,3 point.

En considérant les emplois du PIB, la consommation finale et les exportations ont stimulé la croissance économique. Les exportations, après avoir chuté de 49,9 % en 1998, ont enregistré un taux de croissance réel de 83 % en 1999. Elles se sont élevées à 64 000 tonnes en tenant compte du stock de la campagne précédente. La consommation finale a progressé de 8,4 % en 1999, après une contraction de 31,2 % en 1998. En revanche, la Formation Brute de Capital Fixe a régressé de 19,2 %.

La consommation et les échanges extérieurs ont contribué respectivement pour 7,8 et 6,6 points à la croissance du PIB, constituant ainsi les principaux déterminants de la croissance en 1999. En revanche, la contribution des investissements s'est avérée négative pour 7,5 points.

L'année 2000 serait marquée par une amélioration des performances macro-économiques avec un taux de croissance du PIB attendu de 8,2 %. Avec la reconstitution de son niveau de production d'avant conflit, notamment pour la noix d'anacarde, le secteur primaire ne progresserait que de 6,8 % en 2000, soit un repli de 1,6 point de pourcentage comparativement à l'année précédente. Le secteur secondaire améliorerait ses performances en atteignant un taux de croissance réel de 13,5 % contre 4,3 % en 1999. Ce résultat s'expliquerait principalement par la reprise des activités du BTP, en relation avec la mise en œuvre des programmes de réhabilitation des infrastructures socio-économiques. Quant au secteur tertiaire, il enregistrerait une progression de 9,2 % contre 4,8 % en 1999, en liaison avec les progrès réalisés dans la remise en marche de l'Administration centrale et le fonctionnement du secteur financier ainsi que dans le redémarrage des activités socio-économiques.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB seraient respectivement de 4,2 points, 1,6 point et 2,4 points.

Du point de vue des emplois du PIB, la croissance serait portée, pour l'essentiel, par la consommation finale qui progresserait de 9,8 %. Sa contribution au taux de croissance économique passerait de 7,8 points en 1999 à 9,2 points en 2000. En revanche, les échanges extérieurs et les investissements enregistreraient des contributions respectives de 1,8 point et de -2,9 points.

2.4.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen a été de -2,1 % en 1999 contre 8 % en 1998, confirmant ainsi la forte décélération observée depuis 1997. Cette évolution résulte principalement des facteurs suivants :

- l'amélioration de la situation de l'offre alimentaire qui s'est traduite par la stabilité du prix du riz ;
- le recentrage de la consommation des ménages en faveur des dépenses de reconstruction au détriment de la consommation courante ;
- la faiblesse des revenus et une politique monétaire plus rigoureuse ;
- la stabilité du taux de change comparativement à la dépréciation continue du peso enregistrée dans un passé récent.

2.4.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

Le redémarrage des activités économiques et les progrès réalisés dans le fonctionnement des administrations fiscal-douanières ont eu un impact positif sur la situation des finances publiques. Le recouvrement des recettes publiques s'est sensiblement amélioré et les dépenses publiques ont été contenues dans les limites du programme. Ainsi, l'exécution des

opérations financières de l'Administration centrale fait ressortir une réduction du déficit budgétaire.

Les recettes totales hors dons en accroissement de 236,1 % se sont fixées à 20,5 milliards en 1999, soit 15,3 % du PIB contre 5 % en 1998. Ces recettes ont représenté 85 % de la moyenne des rentrées budgétaires enregistrées durant les années précédant le conflit interne de 1998. Cette évolution est imputable principalement à une forte augmentation des recettes non fiscales, constituées à 85 % par des droits sur les licences de pêche, qui se sont établies à 10,1 milliards en 1999.

S'agissant des recettes fiscales, composées à hauteur de 66,3 % par les taxes sur le commerce international (biens importés et droits de sortie sur noix de cajou), elles se sont accrues de 153,7 % pour se fixer à 10,4 milliards en 1999. Cette progression s'est traduite par une amélioration de la pression fiscale qui a plus que doublé, en passant de 3,4 % en 1998 à 7,8 % en 1999. Toutefois, au plan de la structure des recettes budgétaires, l'évolution a été caractérisée par une baisse de la part des recettes fiscales qui est passée de 67,2 % en 1998 à 50,7 % en 1999.

Quant aux dépenses totales, elles ont progressé de 44,3 % pour se fixer à 37,8 milliards en 1999, soit 28,2 % du PIB contre 21,6 % en 1998. Cependant, elles n'ont représenté que 55 % de la moyenne des dépenses budgétaires enregistrées durant les années précédant le conflit.

Les dépenses courantes se sont situées à 25,8 milliards en 1999, soit 19,2 % du PIB contre 18 % en 1998. Cette évolution est imputable aux dépenses d'entretien des forces armées.

Les dépenses en capital, après avoir connu une forte baisse de 84,2 % en 1998, se sont accrues de 172,7 % pour se situer à 12 milliards en 1999, en liaison avec le début de la mise en œuvre des programmes d'urgence présentés lors de la Table Ronde de Genève, en mai 1999.

Au total, le déficit du solde global hors dons s'est amélioré en passant de 16,6 % du PIB en 1998 à 12,9 % en 1999. La remontée des dons, qui se sont situés à 6,5 milliards contre 3,9 milliards en 1998, a permis une amélioration du solde global dont le déficit a été ramené de 13,4 % du PIB en 1998 à 8,1 % du PIB en 1999. Quant au solde global base caisse, il est passé d'un excédent de 10,7 milliards en 1998 à un déficit de 7,8 milliards en 1999.

Le financement sur ressources extérieures a atteint 0,6 milliard en 1999. Cette contribution provient de la consolidation des tirages sur les prêts projets pour 1,8 milliard, de l'amortissement sur la dette extérieure estimé à 12 milliards et de l'accumulation de nouveaux arriérés évalués à 10,8 milliards. Quant au financement intérieur, la contribution du système bancaire est ressortie à 6,1 milliards.

A fin 1999, l'encours de la dette publique extérieure, y compris le stock des arriérés, est estimé à plus de 600 milliards, soit environ 400 % du PIB. Quant au ratio du service de la dette rapporté aux recettes totales hors dons, il a été de 101 %. Les niveaux de ces indicateurs, traduisant le caractère insoutenable de la dette, rendraient la Guinée Bissau éligible à l'Initiative PPTE.

Dans ce cadre, son éligibilité à cette initiative est conditionnée par la conclusion d'un accord formel avec le FMI prévu pour l'an 2000, suite à la bonne exécution du programme d'urgence post-conflit de 1999. Dans ses efforts pour atteindre un niveau soutenable de sa dette, la Guinée Bissau bénéficie déjà d'un Fonds de la Dette Multilatérale qui a permis de régler les arriérés de 1998 et d'honorer les échéances de 1999 dues au FMI et à la Banque Mondiale. Toutefois, de nouveaux arriérés de paiement extérieurs ont été accumulés pour environ 15,8

milliards en 1999. En revanche, l'évolution des arriérés de paiement intérieurs s'est traduite par une réduction de 2 milliards au titre des salaires et pensions.

Les prévisions pour l'année 2000 laissent apparaître une aggravation des déficits des soldes budgétaires. En effet, par rapport à 1999, le déficit global budgétaire hors dons se creuserait de 16,8 points pour se fixer à 29,7 % du PIB en 2000. Ceci serait essentiellement dû à une forte progression des dépenses totales de 73,3 % contre un accroissement de 2,9 % pour les recettes totales hors dons. Le déficit global connaîtrait une évolution similaire, en passant de 8,1 % du PIB en 1998 à 19,4 % en 1999.

Les recettes totales hors dons se situeraient à 21,1 milliards en 2000, représentant 14,1 % du PIB contre 15,3 % en 1999. Leur progression serait le résultat de l'évolution contrastée des recettes fiscales qui croîtraient de 13,5 % et des recettes non fiscales qui diminueraient de 7,9 %.

Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 65,5 milliards en 2000, soit 43,8 % du PIB contre 28,2 % en 1999. Cette expansion des dépenses trouverait son origine dans la hausse de ses différentes composantes notamment les dépenses en capital qui progresseraient de 167,5 %, du fait de l'exécution de grands travaux prévus dans le cadre des programmes de réhabilitation des infrastructures de base.

2.4.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le déficit des paiements extérieurs s'est atténué en passant de 0,9 milliard en 1998 à 0,4 milliard en 1999. Le solde du compte courant est ressorti positif de 6,1 milliards en 1999, contre 18,3 milliards un an plus tôt, à la suite d'une amélioration du solde commercial qui est passé d'un déficit de 15,4 milliards en 1998 à un excédent de 5,2 milliards en 1999, à la suite du doublement des exportations, conjugué à une réduction des importations.

Les ventes de noix d'anacarde, dont la valeur a évolué d'un exercice à l'autre de 14,1 milliards à 30 milliards, sont principalement à l'origine de l'évolution favorable des exportations.

La balance des services et celle des revenus sont demeurées déficitaires, tandis que l'excédent des transferts courants nets s'améliore de 15,2 %, pour se fixer à 17,4 milliards, sous l'impulsion des aides budgétaires. Par rapport au PIB, le déficit courant hors transferts officiels progresse de 19,6 % à 6,9 % en 1999.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a connu une baisse de 6,1 milliards, en passant de 11,9 milliards en 1998 à 5,8 milliards en 1999, du fait de la suspension des concours des partenaires au développement, dans l'attente de l'organisation des élections.

Cette situation a conduit le pays à accumuler des arriérés de paiements d'un montant de 18 milliards.

2.4.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 18,9 milliards à fin décembre 1999 contre 20,3 milliards un an auparavant. Cette baisse de 1,4 milliards s'explique essentiellement par une dégradation de la position extérieure de l'Institut d'Emission, celle des banques étant demeurée stable.

Le crédit intérieur a enregistré une hausse de 5,2 milliards, en s'établissant à 19 milliards à fin décembre 1999, sous l'effet d'une augmentation de 5,2 milliards du crédit bancaire net à l'Etat. L'encours des crédits à l'économie s'étant stabilisé à 9,9 milliards.

La masse monétaire s'est établie à 40,8 milliards à fin décembre 1999, une hausse de 14,3 % induite par l'évolution de la circulation fiduciaire (+26 %).

2.4.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

Par rapport aux normes communautaires définies dans le cadre de la surveillance multilatérale pour l'année 1999, l'état de réalisation des critères de convergence se présente comme suit :

- le ratio **masse salariale sur recettes fiscales** s'est situé à 66,3 % en 1999 pour une norme communautaire maximale de 40 % ;
- le ratio **investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** s'est fixé à 43,3 % en 1999, pour une norme communautaire minimum de 20 % ;
- le ratio **solde primaire de base rapporté aux recettes fiscales**, s'est établi à -10,6 % en 1999, pour une norme communautaire minimale de 15 % ;
- la **variation des arriérés extérieurs** s'est traduite par une accumulation de 15,8 milliards de nouveaux arriérés en 1999, ne permettant pas le respect de la norme communautaire d'une variation nulle ou négative ;
- la **variation des arriérés intérieurs** s'est traduite par une réduction de 2 milliards, en conformité avec la norme communautaire de variation nulle ou négative ;
- le **taux d'inflation annuel moyen** a été de -2,1 % en 1999 pour une norme communautaire maximale de 3 %.

2.4.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

L'année 2000 est capitale au plan des performances macroéconomiques. Ces dernières conditionnent la réalisation du calendrier fixé avec les institutions de Bretton Woods, notamment la conclusion d'un accord formel avec le FMI et la déclaration d'admissibilité du pays à l'Initiative PPTE.

La stratégie gouvernementale devrait donc s'inscrire dans le prolongement des progrès réalisés dans le cadre du programme d'urgence post-conflit de 1999, à savoir la consolidation et le renforcement des mesures d'assainissement des finances publiques. Pour ce faire, les autorités de la Guinée Bissau devraient :

- poursuivre, avec rigueur, l'application des réformes fiscales et douanières entreprises depuis 1997 (Impôt Général sur les Ventes, simplification du tarif douanier et mise en œuvre du TEC¹, rationalisation de l'éventail des taux, etc.) tout en renforçant les capacités des administrations fiscales et douanières, en vue d'une meilleure mobilisation des recettes publiques ;
- maintenir la politique d'ajustement des dépenses publiques aux ressources réellement mobilisées ;
- limiter et réduire les dépenses courantes primaires notamment en créant toutes les conditions pour une mise en œuvre harmonieuse du projet de démobilisation des forces armées.

¹ Depuis juin 2000, la mise en œuvre du TEC a démarré.

Cette politique de stabilisation financière gagnerait à être complétée par d'autres mesures dont les plus importantes seraient :

- la promotion des exportations appuyée par un effort d'investissement et de diversification ;
- l'accélération des réformes structurelles axées sur la promotion du secteur privé de l'investissement en vue d'une meilleure exploitation du potentiel de l'agriculture et de la pêche ;
- la conception et la mise en œuvre d'une stratégie globale de réduction de la pauvreté, pour améliorer les indicateurs clés dans le domaine social.

2.5. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI

L'activité économique a enregistré de bonnes performances en 1999. Sous l'impulsion des activités agricoles, la croissance s'est située à 5,3 %, marquant ainsi une nette accélération par rapport à 1998 où elle était de 3,5 %. Le taux d'inflation annuel moyen a baissé en passant de 4,1 % en 1998 à -1,1 % en 1999 en liaison avec l'approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers consécutif à la bonne campagne agricole 1998/1999.

Au plan des échanges extérieurs, la balance des paiements a affiché un déficit courant extérieur hors transferts officiels de 10,2 % du PIB en 1999 contre 9,6 % en 1998, en relation avec une forte augmentation des importations liées essentiellement aux produits pétroliers.

L'évolution des finances publiques a été marquée par une aggravation du déficit budgétaire global qui est passé de 2,5 % en 1998 à 3 % du PIB en 1999, en liaison avec la baisse des dons.

Dans le cadre de la surveillance multilatérale, le Mali a respecté l'ensemble des valeurs de référence définies pour les critères de convergence, à l'exception de celle associée aux dépenses d'investissements publics financés sur ressources internes.

2.5.1. PRODUCTION

En dépit des difficultés rencontrées dans la production et dans la distribution de l'énergie électrique au cours de 1999, le taux de croissance réel a été de 5,3 % contre 3,5 % en 1998. A la faveur des bonnes conditions climatiques, la forte expansion des activités agricoles a constitué la principale source de cette croissance.

Le **secteur primaire** a connu une production en hausse de 8,4 %, grâce aux bonnes performances de la production agricole vivrière. Pour la campagne 1999/2000, la production agricole vivrière a été estimée à 2 641 900 tonnes contre 2 279 300 tonnes pour la campagne précédente, soit une augmentation de 16,5 %. Cette évolution est liée, entre autres, à une meilleure pluviométrie et à la mise en valeur des périmètres périurbains dans la localité de Baguineda et des plaines du Moyen Bani ainsi qu'au démarrage du programme de développement rural intégré dans les régions de Mopti et de Tombouctou.

S'agissant de la principale culture de rente, le coton, sa production a stagné. Elle s'est située bien en deçà de la hausse de 4,4 %, prévue initialement, et qui devait être générée par la politique d'extension des zones d'action de la Compagnie Malienne du Développement du Textile (CMDT) et par l'amélioration de l'équipement des paysans.

Les sous-secteurs de l'élevage, de la pêche et de la forêt ont enregistré des taux de croissance réels respectifs de 1,3 %, 1,6 % et 2,9 % pour la période sous revue.

L'activité du secteur secondaire a été marquée par une forte décélération de la croissance qui s'est située à 0,9 % en 1999 contre 6,5 % de 1998. La stagnation de la production minière, due principalement à la baisse du taux d'activité de la mine d'or de Sadiola et les conséquences de la crise énergétique sur l'ensemble des unités industrielles sont les causes de cette décélération. En effet, l'indice de la production industrielle à fin septembre 1999 a baissé de 11,1 % par rapport à la même période de 1998, en liaison avec le recul de 13 % de la production d'électricité et d'eau.

Bien que l'exécution du programme des investissements prévus dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football en 2002 ait connu un retard dans son démarrage, la branche BTP a progressé de 10 % en 1999 contre 6,7 % en 1998. Cette performance

découle, pour l'essentiel, de l'exécution d'importants travaux de construction de bâtiments administratifs et des routes dans la partie ouest du Mali.

La croissance du **secteur tertiaire** a été de 4,2 % en 1999 contre 5,4 % en 1998. Toutes les branches composant ce secteur ont contribué positivement à cette croissance, notamment la branche transports et télécommunications en progression de 4,2 % et celle des activités financières et bancaires de 1,1 %. Quant à la branche commerce, elle a pratiquement stagné en progressant légèrement de 0,5 % par rapport à 1998.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement de 3,5 de 0,2 et de 1,6 point à la croissance du PIB.

La croissance économique a été essentiellement tirée par la consommation qui est la principale composante de la demande globale, avec une part de 84,3 %. Elle a enregistré une augmentation de 5,4 % en 1999 contre 2,1 % en 1998. Ceci est la résultante de l'évolution contrastée des composantes privée et publique de la consommation. Stimulée par les bonnes performances agricoles, la consommation privée a progressé de 7,6% en 1999 contre 0,7 % en 1998. En revanche, la consommation publique a baissé de 4,2 % contre 8,8 % en 1998. Quant aux investissements, les deux composantes privée et publique ont baissé respectivement de 13,5 % et 0,3 % en 1999.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations en volume ont progressé de 12,2 % en 1999 contre 0,4 % en 1998, constituant ainsi un stimulant pour la croissance économique. Quant aux importations, elles ont été marquées par une décélération de leur progression qui s'est établie à 1,1 % en 1999 contre 4,4 % en 1998.

La consommation et le solde commercial ont été les principaux déterminants de la croissance en 1999 avec des contributions respectives de 4,5 et 2,8 points à la croissance du PIB. En revanche, les investissements ont contribué négativement au taux de croissance économique pour 2 points.

En terme nominal, le taux d'épargne intérieure est en net retrait. Il est passé de 18,2 % en 1998 à 15,4 % en 1999, imprimant une baisse de 1,7 point au taux d'investissement qui s'est fixé à 24,8 % en 1999.

Pour l'an 2000, l'activité économique globale progresserait fortement avec une croissance de 6,4 %. Celle-ci serait portée par l'ensemble des secteurs économiques.

La production du secteur primaire, avec les bonnes conditions climatiques de la campagne agricole 1999/2000, croîtrait de 8,4 %, comme en 1999. En prévision du rétablissement de la distribution régulière de l'énergie électrique, les secteurs secondaire et tertiaire amélioreraient leurs performances en atteignant des taux de croissance réels respectifs de 3,8 % et 5,4 % en 2000 contre 0,9 % et 4,2 % en 1999.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance économique seraient respectivement de 3,6 points, 0,7 point et 2,1 points pour l'année 2000.

Du point de vue de la demande, la croissance serait stimulée par une augmentation de la consommation de 7,9 %, impulsée par la vigueur de sa composante privée qui progresserait de 9,4 % en 2000 contre 7,6 % en 1999.

En revanche, les investissements régresseraient de 2,7% en 2000. Quant aux échanges extérieurs, les exportations connaîtraient une décélération de leur progression avec une

croissance de 5,9 % contre 12,2 % en 1999 tandis que les importations augmenteraient de 4,1 %.

Les contributions de la consommation finale, des investissements et du solde des échanges extérieurs à la croissance économique seraient respectivement de 6,7 points, -0,5 point et 0,2 point en 2000.

Les dernières données disponibles font état de perspectives économiques moins favorables pour l'année 2000 avec la révision à la baisse du taux de croissance qui devrait se situer à 4,7 % au lieu de 6,4 % prévu. Ce résultat trouverait son origine dans la baisse de la production de coton et des produits miniers malgré les performances de l'agriculture vivrière et la relance de la production dans les branches industrielles.

2.5.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen a été de -1,1 % en 1999 contre 4,1 % en 1998. Cette performance masque des évolutions contrastées des différents types de consommation. Ainsi les types de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabac " et " Autres biens et services " ont dégagé des contributions favorables de -1,9 point et -0,1 point. En revanche, les types de consommation " Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles " et " Ameublement, Equipement ménagers et entretien courant de la maison " ont dégagé des contributions respectives de 0,5 point et 0,2 point.

L'évolution à la baisse de 3,7 % enregistrée au niveau du type de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabac " s'explique par l'approvisionnement régulier des marchés, consécutif à la bonne campagne agricole de 1998/1999. Quant à la hausse de 4,2 % enregistrée par la fonction " Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ", elle trouve son origine dans l'augmentation des tarifs du kwh et du mètre cube d'eau respectivement de 9,8 % et 10 % en avril 1999.

En glissement annuel, l'inflation au premier trimestre de l'année 2000 a été de -1,1 % contre 1,1 % au premier trimestre 1999. Cette évolution devrait permettre au Mali de respecter l'objectif communautaire d'un taux d'inflation maximum de 3 % en 2000.

2.5.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 1999, l'évolution des finances publiques fait ressortir une aggravation du déficit budgétaire global en termes de PIB.

Les recettes totales hors dons, représentant 16,5 % du PIB contre 16,7 % en 1998, ont progressé de 6,8 % pour s'établir à 272,2 milliards en 1999.

La progression des recettes budgétaires est due principalement au comportement des recettes fiscales qui ont crû de 6,6 % pour se fixer à 235,8 milliards en 1999, soit 14,3 % du PIB. Une plus grande efficacité des régies financières et un renforcement des procédures de recouvrement (élargissement de la base imposable, identifiant unique pour les entreprises, application stricte de la réglementation en matière d'exonérations, etc.) ont permis de maintenir les recettes fiscales, en terme de PIB, pratiquement au même niveau qu'en 1998, en dépit de la baisse de la protection tarifaire dans le cadre des réformes communautaires.

Les recettes non fiscales ont connu, contrairement aux baisses régulières enregistrées depuis 1995, une hausse de 11,5 % pour s'établir à 11,6 milliards en 1999. Les autres recettes non classées (fonds spéciaux et budgets annexes) se sont situées à 24,8 milliards en 1999 contre 23,2 milliards en 1998.

Les dons se sont élevés à 83,4 milliards en 1999 contre 89,9 milliards en 1998, soit une baisse de 7,2 %.

Quant aux dépenses totales, elles ont progressé de 5,4 % pour se situer à 408,1 milliards en 1999. A l'exception des dépenses en capital, la plupart des composantes ont contribué à cette progression. Elles ont représenté 24,7 % du PIB en 1999 contre 25,3 % en 1998.

Les dépenses courantes ont été contenues dans les limites du programme financier en se fixant à 187,4 milliards. Leur progression de 11,7 % par rapport à 1998, résulte des augmentations constatées aux postes " Salaires et traitements " et " Autres dépenses courantes " respectivement de 7,2 % pour se situer à 65,1 milliards et 14 % pour s'établir à 109,1 milliards en 1999.

S'agissant des dépenses en capital, elles ont marqué un recul de 0,2 milliard pour se fixer à 193,9 milliards en 1999, représentant 11,7 % du PIB contre 12,7 % en 1998. Cette évolution est imputable aux dépenses d'investissement sur financement externe qui ont régressé de 1,3 % pour se fixer à 147,4 milliards en 1999. En revanche, la progression régulière des dépenses en capital financées sur ressources internes, observée depuis 1998, s'est poursuivie en 1999 avec un taux de croissance de 4 %.

Au total, sur la base de ces données budgétaires caractérisées par une progression plus forte des recettes comparativement à celle des dépenses, le déficit budgétaire global hors dons a subi une réduction de 0,3 point pour se fixer à 8,1 % du PIB en 1999. En revanche, le déficit budgétaire global, en liaison avec la baisse des dons, s'est aggravé tant en niveau qu'en terme de PIB. Ce déficit global est passé de 38,7 milliards en 1998 à 50,3 milliards en 1999, soit un accroissement de 0,5 point en pourcentage pour se fixer à 3 % du PIB en 1999. Avec l'apurement de 9,3 milliards d'arriérés, le déficit budgétaire global base caisse a été de 59,6 milliards en 1999.

Le financement du déficit est principalement assuré par des ressources extérieures dont l'apport consolidé a atteint 60,3 milliards en 1999. Cette contribution résulte, d'une part, des tirages sur les prêts projets et programmes pour un montant de 91,7 milliards, et d'autre part, de l'amortissement sur la dette extérieure estimé à 31,4 milliards. En ce qui concerne le financement intérieur, il a été de -0,7 milliard résultant de la consolidation des concours de la BCEAO pour 1,7 milliard et d'un désengagement vis-à-vis des créanciers locaux pour un montant net de 2,4 milliards.

A fin 1999, l'encours de la dette publique extérieure est estimé à 1 751,6 milliards, soit 106 % du PIB contre 110,1 % en 1998. Sa structure fait ressortir la part prépondérante de la dette multilatérale qui est de 1077,5 milliards, soit 61,5 % du montant total de la dette. La dette bilatérale représente 38,5 % de l'encours.

Le service de la dette extérieure au titre de 1999 est estimé à 44 milliards dont 31,4 milliards au titre du principal. Il représente 16,2 % des recettes budgétaires totales hors dons. Aucun arriéré n'a été comptabilisé sur la dette extérieure. Les arriérés de paiement intérieurs ont été réduits de 9,3 milliards au cours de 1999.

Compte tenu du niveau jugé insoutenable de sa dette, le Mali a été déclaré, en septembre 1998, éligible à l'Initiative PPTE. Il devrait bénéficier des mécanismes d'allègement de ladite Initiative en l'an 2000.

Les prévisions pour l'année 2000 indiquent des performances budgétaires comparables à celles réalisées en 1999. En effet, le déficit global budgétaire hors dons s'améliorerait en

ressortant à 7,5 % du PIB en 2000 contre 8,1 % en 1999. Ce résultat serait le produit des effets conjugués d'une progression des recettes budgétaires de 8,5 % et d'une augmentation des dépenses publiques de 5,9 % en 2000. En revanche, le déficit du solde global s'aggraverait, en passant de +3 % du PIB en 1999 à +3,6 % en 2000. Cette évolution est liée à la baisse des dons qui seraient en retrait de 13,4 milliards par rapport à 1999, pour s'établir à 70 milliards en 2000.

Les recettes totales hors dons se situeraient à 295,3 milliards en 2000 et représenteraient ainsi 16,4 % du PIB. Leur progression serait principalement liée à une hausse sensible de 10,3 % des recettes fiscales qui s'établiraient à 260 milliards, soit 14,4 % du PIB. Les recettes non fiscales se stabiliseraient autour de 11,3 milliards en 2000.

Quant aux dépenses totales, elles se situeraient à 432,3 milliards en 2000, soit 24 % du PIB contre 24,7 % en 1999. Leur évolution résulterait d'une progression de 7,4 % des dépenses courantes, impulsée par une hausse de 12,3 % de la masse salariale et de celle de 6,2 % des dépenses en capital.

2.5.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le déficit de la balance des paiements s'est élevé à 33,7 milliards contre 37 milliards un an plus tôt, en liaison avec la bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières, qui a contenu les effets de la détérioration du solde courant.

Le déficit du compte courant s'est détérioré de 24 milliards, pour se situer à 144 milliards du fait des importations. En effet, le déficit de la balance commerciale s'est établi à 14,1 milliards en 1999, contre seulement 1,2 milliard en 1998, en relation avec une augmentation de 10,7 % des importations notamment celles des produits pétroliers. Ces dernières sont passées de 52 milliards en 1998 à 71 milliards en 1999.

Le déficit de la balance des revenus est demeuré quasi stable en s'établissant à 27,5 milliards, tandis que celui des services s'est aggravé de 8,9 milliards pour atteindre 168,1 milliards.

La balance des transferts sans contrepartie est ressortie excédentaire de 65,7 milliards, en retrait de 1,9 milliard par rapport à l'année 1998, en liaison avec le repli des transferts publics qui sont passés de 27,6 milliards à 24,1 milliards.

La bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières, dont le solde excédentaire est ressorti à 117,7 milliards en 1999, en hausse de 26,9 milliards, est essentiellement due à la progression de 18,8 milliards des autres investissements et de 5,5 milliards des investissements directs.

2.5.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets sont passés de 150,1 en 1998 à 113,3 milliards en 1999, sous l'effet d'une baisse conjointe de la position extérieure de la Banque Centrale (-12,8 milliards) et de celle des banques (-24 milliards).

Pour sa part, le crédit intérieur s'est élevé à 269,5 milliards, en hausse de 40,7 milliards (17,8 %), du fait principalement de l'évolution des crédits à l'économie. Ceux-ci ont en effet crû de 36,8 milliards (14,4 %), pour atteindre 291,7 milliards, en rapport avec une augmentation de 33,3 milliards des crédits ordinaires et de 3,5 milliards des crédits de campagne.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a légèrement augmenté de 4,5 milliards (1,1 %) pour s'établir à 364,7 milliards. Cette évolution de la liquidité globale s'est

traduite par la hausse des dépôts à hauteur de 16,4 milliards et le recul de la circulation fiduciaire pour 11,9 milliards.

2.5.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE

Par rapport aux normes définies dans le cadre de la surveillance multilatérale, la situation des critères de convergence se présente comme suit :

- le ratio **masse salariale sur recettes fiscales** est ressorti à 27,6 % en 1999 contre 27,4 % en 1998, se situant largement en dessous de la norme communautaire maximale de 40 % ;
- le ratio **investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales** est de 19,7 % en 1999, contre 20,2 % en 1998, pour une norme communautaire minimale de 20% ;
- le ratio **solde primaire de base sur recettes fiscales** a été de 21,8 % en 1999, contre 24,3 % en 1998, pour une norme communautaire minimale de 15 % ;
- la **variation des arriérés de paiement extérieurs** a été nulle en 1999, conformément à la norme communautaire d'une variation nulle ou négative ;
- la **variation des arriérés de paiement intérieurs** a été négative avec une réduction du stock de 9,3 milliards en 1999, traduisant le respect de la norme communautaire d'une variation nulle ou négative ;
- le **taux d'inflation annuel moyen** a été de -1,1 %, nettement en dessous de la norme communautaire d'un taux d'inflation de 3 % maximum.

2.5.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Pour l'année 2000, les perspectives semblent confirmer l'engagement du Mali sur la voie d'une croissance forte. La poursuite de l'application rigoureuse de la stratégie de politique de réformes économiques expliquerait cette performance. Ces réformes mettent l'accent sur la poursuite du rééquilibrage financier des comptes de l'Etat et accordent une importance particulière aux réformes structurelles qui sont indispensables pour donner davantage de souplesse à l'économie et diversifier la production et les exportations ainsi que pour valoriser les ressources humaines en les plaçant au centre des efforts de développement.

La poursuite de l'assainissement des finances publiques devrait demeurer un élément clé dans la stratégie gouvernementale. La mise en œuvre intégrale du TEC de l'UEMOA exige une mobilisation accrue des recettes budgétaires ainsi qu'une rationalisation des dépenses. L'amélioration de la mobilisation des recettes publiques devrait reposer sur, d'une part, la consolidation et l'approfondissement de la réforme de la fiscalité directe et indirecte et plus particulièrement les aspects concernant la révision de l'IGR et la généralisation de la TVA, et, d'autre part, le renforcement de l'efficacité des régies financières notamment la dynamisation des services d'assiette et de recouvrement ainsi que du service spécialisé d'enquête contre la fraude et l'évasion fiscale, et l'informatisation des administrations fiscalo-douanières.

Parallèlement, les dépenses publiques devraient être maîtrisées dans leur progression et faire l'objet de rationalisation pour dégager des dotations budgétaires adéquates pour les secteurs prioritaires que sont la santé, l'éducation et l'énergie. Dans ce cadre, il serait indiqué d'entreprendre une politique de restructuration sélective des dépenses d'investissement pour favoriser le développement du capital humain et des infrastructures de base, en vue de lutter plus efficacement contre la pauvreté.

En matière de réformes structurelles, un accent particulier devrait être mis sur la consolidation des filières cotonnière et aurifère qui ont enregistré une baisse de performances au cours des

deux dernières années. Pour ce faire, les autorités gouvernementales devraient promouvoir des politiques d'offre renforçant la productivité et la compétitivité dans ces filières. A cet égard, la mise en œuvre efficiente du plan d'action pour la réforme de la filière coton, et ce, dans le cadre du contrat de performance entre la CMDT, l'Office du Niger et les producteurs, revêt une importance capitale.

Par ailleurs, il serait indiqué d'accélérer la mise en place d'un cadre juridique et judiciaire plus crédible et favorable au développement du secteur privé notamment dans le domaine du droit des affaires et de redynamiser le processus de privatisation des entreprises publiques.

2.6. LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU NIGER

La situation économique a été marquée, en 1999, par une forte décélération de la croissance économique dont le taux est passé de 8,8 % en 1998 à 3,5 % en 1999. Cette évolution est intervenue dans un contexte de maîtrise de la hausse des prix à la consommation. Cette maîtrise est imputable à la disponibilité de produits vivriers sur les marchés en raison des deux dernières campagnes agricoles favorables. En effet, le taux d'inflation annuel moyen qui avait été de 4,5 % en 1998, s'est établi à -2,3 % en 1999.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du solde du compte courant hors dons s'est réduit en s'établissant à 95,8 milliards, soit 9,0 % du PIB en 1999 contre 13,0 % en 1998.

La situation des finances publiques a été marquée par une aggravation du déficit du solde global. Celui-ci est passé de 3 % du PIB en 1998 à 4,9 % en 1999, en liaison avec la forte régression des dons.

En matière de surveillance multilatérale, excepté le taux d'inflation, aucun critère de convergence n'a été respecté en 1999.

2.6.1. PRODUCTION

En dépit d'une situation socio-politique difficile, de la suspension de la coopération économique avec certains pays partenaires et de l'absence de programme avec les institutions de Bretton Woods, l'activité économique a enregistré en 1999, une croissance estimée à 3,5 %. Celle-ci est due essentiellement au dynamisme du secteur tertiaire.

Le secteur primaire a été marqué par un ralentissement de la croissance en 1999. Celle-ci a été de 0,9 % contre 6,9 % en 1998, en rapport avec le repli de la production agricole de 1,4 %, légèrement compensé par la bonne tenue des branches " Elevage " et " Pêche-Forêt " qui ont progressé respectivement de 4,9 % et 7,4 %.

S'agissant du secteur secondaire, sa croissance a été de 3,8 % en 1999 contre 4,7 % en 1998. Cette progression a été impulsée, d'une part, par le rythme d'activité relativement soutenu du BTP, en liaison avec la réfection des routes et la construction des écoles, et d'autre part, par l'augmentation de 3,2 % de la production des industries manufacturières.

La production du secteur tertiaire a été le principal moteur de la croissance du PIB en 1999. Propulsée par l'activité commerciale en hausse de 8,3 %, la production de ce secteur s'est accrue de 5,7 % en 1999 contre 2,4 % en 1998. En revanche, la valeur ajoutée de l'administration publique s'est contractée de 3 %, reflétant l'impact des mesures prises pour contenir la masse salariale. Il s'agit notamment des incitations aux départs volontaires des agents, de la limitation des recrutements et de la suspension des incidences financières des avancements.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, à la croissance du PIB, sont respectivement de 0,4 point, 0,6 point et 2,5 points.

En ce qui concerne les emplois du PIB, la consommation finale impulsée par la consommation privée, a été l'élément déterminant de la croissance du PIB. La croissance de la consommation privée a été de 4,5 %. Quant à la consommation publique, elle a régressé de 1 % par rapport à 1998, en liaison avec la réduction des dépenses publiques.

S'agissant de la FBCF totale, elle s'est établie à 15,1 % du PIB en 1999 contre 14,4 % en 1998 du fait de l'augmentation sensible de la FBCF publique dont la proportion, en termes de PIB,

est passée de 5,9 % en 1998 à 8,1 % en 1999. Elle s'est accrue en termes réels de 8,2 % en 1999 contre 5,5 % en 1998, malgré la chute brutale de 14,7 % de la FBCF privée. Cette évolution est liée aux travaux d'infrastructures financés sur ressources publiques.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations ont connu une baisse de 1,2 %. Elles ont ainsi représenté 19,2 % du PIB contre 20,1 % en 1998. Ce recul est en rapport avec la baisse des exportations d'uranium de 12,9 % et de celle des prix de 2,2 %. Les importations ont connu une évolution semblable puisqu'elles ont représenté 25 % du PIB en 1999 contre 26,1 % en 1998. Cette situation est à mettre en liaison avec la contraction des importations de céréales de 20,5 % du fait des bonnes campagnes agricoles enregistrées en 1998 et 1999. Elle est également liée à la baisse des importations de biens d'équipement de 6,4 % suite à la suspension des accords de coopération économique par certains partenaires.

Les contributions de la consommation finale, de la FBCF et des échanges extérieurs ont été respectivement de 3,3 points, 0,2 point et 0 point.

L'épargne intérieure brute, du fait de la diminution du poids de la consommation finale qui passe de 90,8 % du PIB en 1998 à 86,4 % du PIB en 1999, a enregistré une augmentation sensible. Elle a représenté 13,6 % du PIB, soit un gain de 4,4 points par rapport à 1998. Le taux d'investissement a suivi le même profil en se situant à 19,6 % en 1999 contre 16,8 % en 1998.

Pour l'année 2000, la croissance devrait connaître une accélération de 1 point par rapport à 1999, pour s'établir à 4,5 %. Cette performance serait impulsée par les secteurs primaire et tertiaire dont les contributions se situeraient respectivement à 1,8 point et 2 points. Celle du secteur secondaire se limiterait à 0,7 point.

Au niveau des emplois du PIB, la consommation, avec une contribution de 3,7 points, constituerait le principal déterminant de la croissance. Elle serait suivie de l'investissement dont la principale composante, la formation brute de capital fixe (FBCF), devrait s'accroître de 12,2 %. La contribution de l'investissement à la croissance serait de 1,8 point. Quant au solde des échanges extérieurs, sa contribution serait de -1 point, en liaison avec la lente progression des exportations en volume de 7,9 % par rapport à celle des importations de 10,1 %.

Le taux d'épargne intérieure brute connaîtrait une augmentation relativement sensible en s'établissant à 15,2 % contre 13,6 % en 1999. Le taux d'investissement s'améliorerait également en passant de 19,6 % en 1999 à 20,4 % en 2000.

2.6.2. PRIX ET INFLATION

Au cours de l'année 1999, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à -2,3 % contre 4,5 %, l'année précédente.

Cette évolution est expliquée par le type de consommation " produits alimentaires, boissons et tabac " dont la contribution à la variation des prix a été de -2,5 points. Cette baisse est liée d'une part, à la disponibilité sur le marché, d'une offre abondante de produits vivriers issus des deux dernières campagnes et, d'autre part, au contexte de ralentissement de la croissance économique.

Au premier trimestre 2000, en glissement annuel, la variation des prix a enregistré une augmentation de 0,2 % en dépit des baisses de 0,9 % des prix des " produits alimentaires, boissons et tabac " et de 1,2 % de ceux des " articles d'habillement et chaussants " ainsi que de 1,5 % des prix des " hôtels, cafés et restaurants ". La tendance de l'inflation a été marquée

par tous les autres types de consommation notamment, par ceux de la " Santé " et des " Transports " dont les hausses de prix ont été respectivement de 5,4 % et 2,4 %.

2.6.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

Les recettes budgétaires totales ont baissé de 3,3 % pour se fixer à 104,9 milliards. Elles ont représenté 9,9 % du PIB en 1999 contre 11,1 % en 1998. Cette contre-performance résulte de la faible progression des recettes fiscales et de la chute drastique des recettes non fiscales.

En effet, les recettes fiscales ont connu une augmentation de 1,4 % pour s'établir à 99 milliards, soit 9,3 % du PIB en 1999 contre 10 % en 1998. La légère progression en valeur de ces recettes résulte d'une part, des replis simultanés des recettes sur le commerce extérieur de 0,9 % et des impôts sur les revenus et bénéfices de 13,7 % et, d'autre part, de l'augmentation de 17,4 % des recettes provenant des taxes sur biens et services.

Ce résultat s'explique en grande partie par le poids élevé de la fiscalité de porte dans les recettes fiscales. En effet, ce type de recette budgétaire a représenté 57 % des recettes fiscales en 1999 contre 58,3 % en 1998. Cette évolution a été obtenue dans un contexte de baisse des importations de biens et services.

En ce qui concerne les recettes non fiscales, elles ont chuté de 48,8 %. Elles n'ont ainsi représenté que 4,1 % des recettes budgétaires en 1999 contre 7,8 % en 1998.

S'agissant des dons, ils ont diminué de 36,4 % en s'établissant à 41,5 milliards, soit 3,9 % du PIB en 1999 contre 6,7 % en 1998. Cette situation est à rapprocher de la suspension de la coopération économique avec certains partenaires au développement.

L'exécution des dépenses publiques a été globalement marquée par une contraction de 1,9 % en 1999. Les dépenses totales se sont établies à 199,6 milliards, soit 18,8 % du PIB contre 20,7 % du PIB en 1998. Cette évolution a résulté aussi bien de la baisse des dépenses courantes que de la diminution des dépenses en capital.

Les dépenses courantes ont régressé de 0,3 % en s'établissant à 133,4 milliards, représentant 12,6 % du PIB en 1999. Cette baisse, obtenue en dépit de l'augmentation de la masse salariale de 5,7 %, résulte de la contraction des dépenses de transferts et subventions de 3,1 %, du repli des dépenses de matériel de 1% et de la stagnation des dépenses relatives aux intérêts de la dette publique. Le ratio des dépenses courantes rapportées au PIB connaît une évolution en dents de scie au cours des cinq dernières années, témoignant ainsi des difficultés réelles à maîtriser ces dépenses.

Les dépenses en capital ont baissé de 4,9 % en s'établissant à 65,6 milliards en 1999, soit 6,2 % du PIB contre 7 % en 1998. Cette évolution rompt avec la tendance à la hausse amorcée en 1997. Cela résulte des difficultés de mobilisation des ressources extérieures dans un contexte de suspension des relations de coopération économique avec certains partenaires au développement. Les dépenses en capital sur ressources internes, ont augmenté de 89,9 % en 1999.

Il découle de l'évolution des opérations de finances publiques, une amélioration du déficit du solde global hors dons qui est passé de 9,6 % du PIB en 1998, à 8,8 % en 1999. En revanche, le déficit du solde global s'est aggravé en rapport avec la baisse importante des dons. Il est passé de 3 % du PIB en 1998 à 4,9 % du PIB en 1999. Suite à l'accumulation des arriérés de paiements, du fait des difficultés de trésorerie, le déficit global base caisse est remonté à 15,7 milliards. La couverture de ce déficit a été assurée à concurrence de 10,3 milliards par des ressources extérieures à travers des prêts projets et des prêts programmes. Quant au

financement intérieur, il s'est élevé à 4,6 milliards, résultant d'un concours de 5,2 milliards du système bancaire et d'un désengagement de 0,6 milliard du système non bancaire.

En ce qui concerne la dette extérieure publique, l'encours, en progression de 0,7 % par rapport à 1998, s'est établi à 857,6 milliards. Cette augmentation provient des décaissements effectués en début d'année 1999, sur les crédits d'ajustement structurel. La dette multilatérale a représenté 68,8 % du montant total de l'encours. Le reste de l'encours, dû aux créanciers bilatéraux, est éventuellement rééchelonnable pour 60 % au Club de Paris.

Pour l'année 2000, malgré une augmentation de 1,4 point de la pression fiscale et du quasi doublement des dons, le déficit global devrait s'aggraver, en relation avec la progression rapide des dépenses.

Les recettes budgétaires représenteraient 12 % du PIB contre 9,8 % en 1999, à la faveur de la progression de 23,5 % des recettes fiscales qui s'établiraient à 121,3 milliards. En effet, la pression fiscale devrait passer de 9,3 % en 1999 à 10,7 % en 2000, sous l'impulsion des différents types d'impôts.

Parallèlement, les dépenses totales augmenteraient de 45 % environ en l'an 2000, en s'établissant à 302,7 milliards, soit 26,5 % du PIB contre 18,7 % en 1999. Cette progression proviendrait de la hausse simultanée des dépenses courantes et des dépenses en capital. Les dépenses courantes s'élèveraient à 165,6 milliards, soit 12,7 % du PIB contre 10,8 % en 1999, en rapport avec les augmentations sensibles des transferts et subventions ainsi que des dépenses de matériels. La masse salariale devrait stagner autour de 50,8 milliards. En ce qui concerne les dépenses en capital, elles devraient augmenter de 97 % pour s'établir à 137,1 milliards en 2000, soit 12,1 % du PIB contre 6,2 % en 1999. Cette évolution serait impulsée notamment par la croissance de 116,2 % des dépenses en capital sur financement extérieur.

L'évolution de la situation des finances publiques en 2000, se traduirait par une détérioration du déficit du solde global hors dons qui passerait de 8,8 % du PIB en 1999 à 14,5 % en 2000. Malgré un montant de dons projeté à 7,9 % du PIB contre 3,9 % en 1999, le déficit global s'aggraverait en s'établissant à 6,6 % en 2000 contre 4,9 % en 1999. Avec l'apurement des arriérés prévu pour 17,2 milliards, le déficit du solde global base caisse se creuserait pour se situer à 92,2 milliards.

Le financement de ce déficit devrait être assuré sur ressources extérieures pour un montant global de 105 milliards. Le financement intérieur est projeté à -12,8 milliards, laissant entrevoir la volonté des autorités nigériennes de se désengager auprès du système bancaire.

2.6.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde déficitaire des paiements extérieurs s'est situé à 4,5 milliards, contre 8,9 milliards en 1998, en relation essentiellement avec la réduction du déficit du compte courant.

La baisse de 18,1 % des importations a plus que compensé le repli des exportations de 10 %, de sorte que le déficit commercial s'est atténué de 23,2 milliards, en ressortant à 17,7 milliards. Il s'en est suivi une baisse du trafic entraînant la réduction du déficit de la balance des services de 8,1 milliards, avec un montant de 61 milliards. S'agissant des transferts sans contrepartie, l'excédent net s'est établi à 21,6 milliards en 1999, en retrait de 12,8 milliards, du fait exclusivement des aides budgétaires.

Le compte de capital et d'opérations financières s'est dégradé, se situant à 57,1 milliards en 1999, contre 71,7 milliards en 1998, témoignant de la faiblesse des mobilisations de concours extérieurs, imputable notamment à l'absence d'accord avec les institutions de Bretton Woods.

Les difficultés de la situation économique et financière ont conduit à l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs de 25,5 milliards et au rééchelonnement de la dette pour 9,9 milliards.

2.6.5. SITUATION MONETAIRE

La position extérieure des institutions monétaires s'est dégradée de 4,6 milliards entre décembre 1998 et décembre 1999, pour s'établir à -22,7 milliards. Cette évolution est la conséquence d'une baisse de 3,6 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale qui se sont élevés à -25,8 milliards, conjuguée à une dégradation de 1 milliard de la position extérieure des banques commerciales.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en augmentation de 3,5 milliards (1,4 %), en ressortant à 116,6 milliards. Les crédits à l'économie se sont réduits de 1,7 milliard pour se situer à 47,7 milliards, du fait exclusivement des crédits ordinaires. Quant à la position nette du gouvernement, elle s'est dégradée de 5,2 milliards pour s'établir à 68,9 milliards.

La masse monétaire a augmenté de 12,5 milliards (15,6 %) en s'établissant à 92,7 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale a été provoqué par la circulation fiduciaire et les dépôts qui ont respectivement progressé de 9,6 milliards et 2,9 milliards.

2.6.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

Excepté le critère relatif à l'inflation, aucun critère communautaire n'a été respecté. Ainsi :

Le ratio masse salariale sur recettes fiscales s'est dégradé en 1999 en s'établissant à 52,5 % contre 50,4 % en 1998. Cette évolution indique un écart plus important par rapport à la norme communautaire de 40 %. Elle est due à la faible augmentation des recettes fiscales au cours de l'année 1999.

Le ratio dépenses d'investissement financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales a enregistré une amélioration sensible en passant de 9,1 % en 1998 à 17,1 % en 1999, en raison notamment de l'effort consenti par l'Etat pour augmenter de près de 90 % les dépenses d'investissement sur ressources internes. Cette évolution traduit en fait la continuité de la tendance à la hausse amorcée depuis 1995, et surtout, le respect de l'engagement pris par les autorités de faire converger ce ratio vers la norme communautaire qui est de 20 %.

Le ratio solde primaire de base rapporté aux recettes fiscales s'est dégradé substantiellement. Il est passé de -16,3 % en 1998 à -27,3 % en 1999, se situant, ainsi, largement en dessous de la norme communautaire fixée à 15 % au minimum.

La variation des arriérés de paiement extérieurs s'est élevée à 24,9 milliards en 1999 indiquant une évolution non conforme à la norme communautaire qui pose une variation nulle ou négative.

La variation des arriérés de paiement intérieurs s'est élevée à 20,2 milliards en 1999. Cette situation a fait suite aux tensions de trésorerie. Les arriérés de paiement intérieurs accumulés sont composés non seulement des arriérés de salaires mais également de nouveaux impayés dus aux fournisseurs locaux. Cela constitue un frein à la relance de l'activité économique.

Le taux d'inflation annuel moyen a été de $-2,3\%$ en 1999, traduisant ainsi le respect de la norme communautaire qui est de 3% au maximum. Cette évolution est liée, notamment, à une offre suffisante de produits vivriers.

2.6.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Le contexte socio-politique, l'absence de programmes suivis avec les institutions de Bretton Woods et la suspension de certains accords de coopération, constituent des facteurs ayant concouru à la détérioration de la situation économique et financière du Niger en 1999. Cette situation est caractérisée notamment par une décélération de la croissance et une aggravation des déficits publics en 1999.

La correction de cette tendance pourrait se faire à travers la mise en œuvre de mesures portant notamment sur l'assainissement des finances publiques et la promotion des investissements.

En matière d'assainissement, l'accent doit être particulièrement mis sur l'amélioration des recouvrements à travers des mesures d'ordre administratif notamment :

- le renforcement des capacités techniques des régies financières ;
- l'extension du champ d'imposition au secteur informel dont le poids dans l'économie nigérienne tend à fragiliser l'impact des réformes fiscales engagées ;
- la réduction des exonérations et des exemptions ;
- la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la fraude fiscale ;

En matière de dépenses, les actions doivent viser l'ajustement des dépenses publiques aux ressources. A cet égard l'arbitrage en faveur des dépenses prioritaires constitue une nécessité.

S'agissant des dépenses en capital, leur exécution régulière requiert un climat socio-politique stable. Dans ce sens, l'Etat devra œuvrer au renforcement des institutions démocratiques, de l'Etat de droit et de la transparence dans la gestion des finances publiques. Il s'agit là, des conditions nécessaires pour rétablir la confiance avec les partenaires au développement, et pour mobiliser plus de prêts et dons projets ainsi que pour obtenir des traitements appropriés de la dette, en vue d'une exécution harmonieuse de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

2.7. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL

Pour l'année 1999, l'économie sénégalaise a enregistré de bonnes performances. La croissance économique s'est établie à 5,1 % en 1999 contre 5,7 % en 1998. Cette décélération de la croissance est, pour l'essentiel, imputable aux perturbations enregistrées dans la distribution de l'électricité. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,8 % en 1999 contre 1,3 % en 1998. Cette évolution s'inscrit dans une tendance baissière des prix observée depuis 1996.

Au plan des échanges extérieurs, le déficit courant hors dons s'est établi à 7,5 % du PIB contre 8,2% en 1998, en liaison avec la réduction du déficit de la balance des services et de celle des revenus.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire global s'est sensiblement dégradé en passant d'un excédent de 0,7 % du PIB en 1998 à un déficit de 0,9 % en 1999, en liaison avec la forte progression des dépenses d'investissement.

Dans le cadre de la surveillance multilatérale, toutes les valeurs de référence associées aux critères de convergence, ont été respectées.

2.7.1. PRODUCTION

La croissance s'est située à 5,1 % contre 5,7 % en 1998. Cette décélération, qui a été atténuée grâce aux bons résultats du secteur primaire, est imputable au ralentissement de la production des secteurs secondaire et tertiaire, en raison des délestages dans la distribution d'électricité.

Le **secteur primaire** a connu une forte reprise, avec une hausse de 6 %, marquant ainsi une rupture avec les baisses enregistrées au cours des deux dernières années. Cette performance est liée non seulement à une forte augmentation de la production agricole mais également au bon comportement des sous secteurs de l'élevage, de la pêche et de la forêt.

La campagne agricole 1998 /1999, bénéficiant de conditions agro-climatiques favorables et du relèvement des rendements, a affiché une production en hausse de 8,5 % en 1999 contre des baisses de 3,8 % et 10,6 % respectivement en 1998 et 1997. Cette rupture dans la tendance baissière de la production est une résultante des efforts consentis par l'Etat dans le cadre des programmes d'allocation de crédit, de distribution des semences améliorées, d'utilisation d'engrais et du matériel.

La production agricole vivrière, en dépit de la baisse de la production de riz de 28,9 %, est passée à 934 997 tonnes en 1999, soit une hausse de 19,7 % par rapport à 1998. Au niveau des cultures de rente, la production a également augmenté de 2 %. La production d'arachide d'huilerie a atteint 540 773 tonnes en 1999, soit une hausse de 6,9 %. En revanche, la production de coton a connu une forte baisse de 71,2 % pour se fixer à 11 622 tonnes en 1999.

L'élevage a enregistré une progression de 4,4 % en 1999 contre 3,3 % un an plus tôt, traduisant ainsi le regain de dynamisme de ce sous-secteur avec l'implication de plus en plus importante des organisations socio-professionnelles et du secteur privé, notamment, dans des filières telles que le tannage et les exportations de peaux. Dans le sous secteur de la forêt, le taux de croissance a été de 1,2 % en 1999 contre une baisse de 3,8 % en 1998. Enfin, au niveau de la pêche, la valeur ajoutée s'est accrue de 3,3 % en 1999, après une baisse de 3,4 % en 1998.

Le **secteur secondaire** a enregistré un repli de 2,1 points par rapport à 1998 pour s'établir à 6,3 % en 1999. Ce ralentissement du niveau de l'activité est imputable essentiellement aux conséquences des délestages dans la distribution d'électricité sur l'ensemble des entreprises industrielles. Ce secteur a connu une évolution fort contrastée selon les branches d'activités. Les industries extractives, les huileries et le BTP ont enregistré de bonnes performances. S'agissant des industries extractives, elles ont affiché une croissance de 20,9 % en 1999 contre une baisse de 2 % en 1998. Le sous secteur des huileries s'inscrivant dans la dynamique d'une nette reprise entamée depuis 1998, a augmenté sa production de 7,9 % en 1999. La valeur ajoutée du BTP s'est accrue de 14,5 % en 1999 contre 12,7 % en 1998.

En revanche, une baisse de la production de 4,3 % en 1999 a été enregistrée au niveau de la branche énergie, particulièrement marquée par les perturbations intervenues dans la production d'électricité.

Concernant le **secteur tertiaire**, sa croissance a été de 4,4 % en 1999 contre 7,5 % en 1998. Un ralentissement d'activité a été constaté pour les branches commerce et autres services dont les taux de croissance ont été respectivement de 3,2 % et 3,6 % en 1999 contre 7,8 % et 10,1 % en 1998. En revanche, la branche transports et télécommunications a connu une évolution favorable en enregistrant une progression de 8,9 % en 1999 contre 7,5 % en 1998, grâce à une forte demande des services.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de 1,1 point, 1,3 point et 2,7 points.

Au niveau des emplois du PIB, la consommation finale a affiché en 1999, un taux de croissance de 4,8 % contre 6,1 % en 1998. Cette évolution est imputable à sa composante privée qui a connu une décélération en progressant de 4,8 % en 1999 contre 6,1 % en 1998. Quant aux investissements, ils ont progressé de 4,9 % en 1999 contre 5,6 % en 1998. Cette décélération du rythme de progression des investissements, trouve son origine dans la baisse du taux de croissance de sa composante privée qui est passé de 15,6 % en 1998 à -6,9 % en 1999. En revanche, les composantes publiques de la demande intérieure ont fortement augmenté. La consommation publique et la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) des administrations ont progressé respectivement de 9,9 % et 28,6 % en 1999 contre 4,6 % et 15,5 % en 1998, traduisant ainsi la volonté de l'Etat de consolider la croissance.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations ont augmenté en volume de 7,5 % en 1999 contre 4,2 % en 1998, alors que les importations n'ont progressé que de 6,1 % en 1999, après une hausse de 11,2 % en 1998.

Les contributions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs, à la croissance, ont été respectivement de 4,3 points, 0,9 point et -0,1 point en 1999.

Le taux d'épargne intérieure s'est maintenu à son niveau de 1998, soit 14,3 % du PIB et le taux d'investissement a marqué une légère progression en s'établissant à 20,6 % du PIB en 1999 contre 20,2 % en 1998.

Pour l'année 2000, les prévisions indiquent une nette amélioration de la croissance, grâce à un regain de dynamisme des différents secteurs. C'est ainsi que la croissance du PIB s'établirait à 6,5 % contre 5,1 % en 1999. Les bonnes conditions climatiques et les effets du programme de relance du secteur agricole donneraient une forte impulsion au secteur primaire dont la production augmenterait de 13,1 % contre 6 % en 1999. Avec la fin des délestages, le secteur secondaire améliorerait ses performances en progressant de 7,2 % en 2000, contre 6,3 % en 1999. Quant au secteur tertiaire, son taux de croissance réel serait identique à celui de 1999, soit 4,4 %.

Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance économique s'établiraient respectivement à 2,3 points, 1,5 point et 2,7 points pour l'année 2000.

Du point de vue des emplois du PIB, la croissance serait principalement portée par les investissements qui, impulsés par la vigueur de la composante privée en hausse de 31 %, progresseraient de 8,5 points de pourcentage par rapport à 1998, pour se fixer à 13,4 % en 2000. Quant à la consommation finale, son taux de croissance connaîtrait une nouvelle baisse en passant de 4,8 % en 1999 à 3,9 % en 2000.

Au plan des échanges extérieurs, les exportations connaîtraient une décélération de leur croissance qui serait de 5 % en 2000 contre 7,5 % en 1999. De même, les importations enregistreraient une réduction de leur croissance réelle avec 6,1 % en 1999 et 1,3 % en 2000.

Les contributions de la consommation, des investissements et des échanges extérieurs, à la croissance, seraient respectivement de 3,5 points, 2,2 points et 0,8 point.

Selon les informations fournies dans le rapport du Comité National de Politique Economique (CNPE) pour le premier trimestre 2000, le taux de croissance réelle du PIB est révisé à la baisse, avec un niveau de 5,3 % pour l'année 2000 au lieu de 6,5 % initialement prévu. Les performances du secteur primaire pour 2000 étaient surestimées. Compte tenu des données plus récentes sur la campagne agricole 1999/2000, la croissance de ce secteur a été ramenée à 11,0 % soit une baisse de 2,1 points par rapport aux prévisions. Cette diminution de la croissance du secteur primaire a entraîné celle des secteurs primaire et secondaire. Les taux de croissance des secteurs primaire et secondaire ont été ainsi revus avec des baisses respectives de 0,4 point et de 1,8 point.

2.7.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,8 % en 1999 contre 1,3 % l'année précédente. Ce comportement favorable résulte de l'évolution contrastée des différents types de fonctions. En effet, les types de consommation " Habillement et articles chaussants " et " Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison " ont influencé favorablement l'évolution de l'inflation avec des contributions respectives de -0,2 point et -0,1 point. En revanche, le type de consommation " Logement, eau, gaz et combustible " a principalement influencé à la hausse, l'évolution du niveau général des prix, avec une contribution de 0,6 point.

En glissement annuel, l'inflation a été de 0,8 % au premier trimestre de l'année 2000, soit une hausse identique à celle observée pour la période correspondante de 1999. Les plus fortes contributions à cette hausse des prix proviennent des types de consommation " Logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles " et " Transports " qui se sont situées respectivement à 1 point et 0,3 point. En revanche, les types de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabacs " et " Articles d'habillement et articles chaussants " y ont contribué négativement avec respectivement 0,4 point et 0,1 point.

Au regard des faibles niveaux d'inflation enregistrés en 1999 et au premier trimestre de l'année 2000, le Sénégal devrait pouvoir contenir l'inflation dans des proportions conformes à l'objectif communautaire de 3 % maximum au titre de l'année 2000.

2.7.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

Du fait d'un fort accroissement des dépenses en capital, les dépenses totales ont enregistré un taux de croissance représentant le double de celui observé pour les recettes budgétaires totales. Il en est résulté une dégradation marquée des principaux soldes globaux en 1999.

Les **recettes totales hors dons** ont enregistré une progression de 10,1 % comparativement à 1998, pour s'établir à 506,8 milliards en 1999. En termes de PIB, elles sont passées de 16,7 % en 1998 à 17,1 % en 1999. Cette performance est principalement le fait de la bonne tenue des recettes fiscales.

En effet, les recettes fiscales ont atteint 491,2 milliards en 1999, soit une progression de 11,9 % par rapport à 1998. La pression fiscale s'est améliorée en passant de 15,9 % en 1998 à 16,6 % en 1999. Cette évolution est liée au bon comportement des taxes indirectes intérieures en hausse de 15,3 % en 1999. Plus particulièrement, les taxes sur biens et services ont connu une forte augmentation de 40,1 % pour s'établir à 179,7 milliards en 1999. Ces résultats sont consécutifs à l'introduction de la taxe spécifique non ad valorem sur les produits pétroliers en mai 1998 et à l'apurement des impayés de la SENELEC. En revanche, les droits de douane se sont caractérisés par une baisse de 1,5 % pour se fixer à 185,1 milliards en 1999.

Les recettes non fiscales se sont situées à 15,6 milliards en 1999, une baisse de 26,4% par rapport à 1998, expliquée par la suppression de la stabilisation pétrolière à fin 1998.

Les dons ont été mobilisés pour un montant de 61,6 milliards en 1999 contre 48,7 milliards en 1998, s'inscrivant ainsi en hausse de 26,5 %.

En matière de **dépenses publiques**, les dépenses d'investissement ont été soutenues sans que les dépenses courantes n'aient été suffisamment maîtrisées. Ainsi, les dépenses totales en hausse de 20,5 % se sont fixées à 590,2 milliards en 1999, soit 20 % du PIB contre 17,8 % en 1998.

Les dépenses courantes ont progressé de 13,2 % pour s'élever à 351,1 milliards en 1999, soit 11,9 % du PIB contre 11,3 % en 1998, suite à l'exécution des dépenses courantes exceptionnelles de la loi de finances rectificative de 1999. S'agissant de la masse salariale, en se situant à 166,6 milliards, elle a connu une hausse modérée de 2,5 %, en raison de la poursuite par le Gouvernement de la politique de maîtrise des dépenses de personnel poursuivie par l'Etat. En revanche, les transferts et subventions et toutes les autres dépenses courantes hors intérêt ont affiché des taux de croissance respectifs de 34 % et de 22,1 % en 1999.

Les dépenses en capital ont connu une forte hausse de 34,3 % pour se situer à 234,5 milliards en 1999, soit 7,9 % du PIB contre 6,3 % en 1998. Les dépenses en capital sur ressources internes, en accroissement de 31,8 % en 1999, traduisent la priorité accordée à l'effort d'investissement public dans le cadre de l'affectation des ressources de la privatisation. Quant à sa composante financée sur ressources extérieures, elle a augmenté de 36,3 % contre 6,8 % en 1998.

Au total, la gestion budgétaire est marquée par l'aggravation du déficit global hors dons qui passe de 29,7 milliards en 1998 à 88,7 milliards en 1999, soit de 1,1 % à 3 % du PIB. Le solde global, malgré la remontée des dons, est passé d'un excédent de 0,7 % du PIB en 1998 à un déficit de 0,9 % du PIB. En l'absence d'accumulation d'arriérés, le déficit du solde global base caisse est ressorti à 27,1 milliards.

Pour couvrir les besoins de financement, l'Etat a eu recours à l'assistance financière extérieure pour un montant consolidé de 22,9 milliards. Cette contribution provient des tirages nets sur les prêts projets. Concernant le financement intérieur net, il affiche un solde de 8,7 milliards.

A fin décembre 1999, l'encours de la **dette publique extérieure** est estimé à 1944 milliards, soit 65,8 % du PIB. La dette multilatérale s'élève à 1 236 milliards, représentant ainsi 63,6 % de l'encours global. Les engagements auprès de la Banque Mondiale et du FMI constituent 73,5 % de la dette vis-à-vis des créanciers multilatéraux. Concernant la dette bilatérale, elle se chiffre à 708 milliards, soit 36,4 % de la dette extérieure. Cet encours comporte 329 milliards de dette rééchelonnée. Quant au service de la dette extérieure, il s'est établi à 89,6 milliards au titre de l'année 1999, soit 17,7 % des recettes budgétaires contre 18,7 % en 1998.

Pour l'année 2000, les prévisions indiquent que le déficit du solde global hors dons s'aggraverait en passant de 3 % du PIB en 1999 à 3,5 % en 2000. Quant au solde global, il connaîtrait une évolution semblable en ressortant déficitaire de 1,3 du PIB contre 0,9 % en 1999. Ce résultat serait lié à la progression modérée des recettes budgétaires, du fait du tassement observé dans le recouvrement des recettes fiscales. Par conséquent, il est prévu un accroissement de 2 % des recettes totales hors dons contre 6,5 % et 10,1 % respectivement en 1998 et 1999, entraînant une baisse du ratio recettes totales hors dons de 17,1 % du PIB en 1999 à 16,2 % en 2000. Toutefois, les dépenses totales avec un accroissement de 1,4%, enregistreraient une réduction de 1,3 point de pourcentage du PIB pour se fixer à 18,7 % en 2000.

2.7.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde excédentaire de la balance des paiements s'est élevé à 58,8 milliards, contre 31,4 milliards en 1998, en relation avec la mobilisation des concours extérieurs. Le déficit courant s'est accru de 22,4 % pour se fixer à 178,7 milliards, du fait de la mauvaise tenue du solde commercial, qui est ressorti déficitaire de 189,7 milliards, contre 184,6 milliards un an plus tôt, en relation principalement avec la baisse des cours des produits arachidières et du phosphate. En outre, l'excédent des transferts sans contrepartie s'est contracté de 37,8 milliards, pour se situer à 63,2 milliards.

Le déficit de la balance des services s'est stabilisé à 8,4 milliards, en dépit de l'augmentation du fret qui est passé de 103 milliards à 108,4 milliards. Cette situation est induite par le niveau élevé des entrées au titre de la rubrique "voyages". La balance des revenus est ressortie déficitaire de 43,8 milliards, contre 51,9 milliards l'année précédente. Le déficit courant hors transferts officiels est passé de 8,3 % du PIB en 1998 à 7,6 % en 1999.

Le compte de capital et d'opérations financières s'est amélioré de 66,6 milliards pour atteindre 237,5 milliards, principalement sous l'impulsion des opérations de transferts et d'investissements directs. En outre, le Sénégal a bénéficié d'un rééchelonnement de 32 milliards auprès du Club de Paris au cours de la période sous revue.

2.7.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont renforcés de 52,6 milliards pour se fixer à 104 milliards à fin décembre 1999. Cette évolution résulte essentiellement du renforcement de 20 milliards de la position extérieure nette de la Banque Centrale et de 32,6 milliards de celle des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est, inscrit en hausse de 52,5 milliards (+8,4 %) en se situant à 674 milliards à fin décembre 1999, en liaison avec une augmentation de 27,7 milliards des crédits à l'économie, notamment des concours ordinaires, et de 24,8 milliards des crédits bancaires nets à l'Etat. En effet, les crédits ordinaires se sont fixés à 484,5 milliards en décembre 1999 contre 445,8 milliards un an plus tôt, suite à la mise en place de nouveaux crédits en faveur des entreprises des secteurs alimentaire, énergétique et du commerce. Les

crédits de campagne se sont, pour leur part, contractés en passant de 12,7 milliards à 1,7 milliard.

La masse monétaire est passée de 630,2 milliards en décembre 1998 à 713,5 milliards en décembre 1999, soit une hausse de 83,3 milliards (13,2 %), portée aussi bien par les dépôts que par la circulation fiduciaire.

2.7.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

Par rapport aux normes définies dans le cadre de la surveillance multilatérale pour l'année 1999, l'état de réalisation des critères de convergence se présente comme suit :

Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est passé de 37 % en 1998 à 33,9 % en 1999, se situant ainsi largement en deçà de la norme communautaire de 40 %. Cette évolution reflète la politique de rigueur visant à contenir l'accroissement des dépenses courantes.

Le ratio dépenses d'investissement financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'est établi à 21,1 % en 1999 contre 17,9 % en 1998. Le Sénégal respecte ainsi pour la première fois la norme de 20 %. Cette performance s'explique notamment par l'utilisation des ressources provenant de la privatisation.

Le ratio solde primaire de base rapporté aux recettes fiscales a connu un repli de 4,9 points pour se fixer à 19,3 % en 1999, mais demeure conforme à la norme communautaire minimale de 15 %. Ce recul traduit la réorientation de l'épargne publique vers les dépenses d'investissements, en vue de promouvoir un cadre économique favorable à la production et aux échanges.

La variation des arriérés de paiement extérieurs en 1999 a été nulle, conformément à la norme communautaire qui exige une variation nulle ou négative.

La variation des arriérés de paiement intérieurs en 1999 a été également nulle, permettant de respecter la norme communautaire.

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,8 % en 1999 pour un objectif communautaire maximal de 3 %.

2.7.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Afin de consolider les performances macro-économiques enregistrées en 1999, les efforts de réformes devraient être poursuivis dans le cadre de la FASR 1998-2001 et du programme pluriannuel relatif à la mise en œuvre du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA.

D'importantes réformes portant sur l'harmonisation des politiques fiscales et douanières, qui auront lieu en l'an 2000 au sein des pays de l'UEMOA, pourraient se traduire par des moins-values de recettes fiscales. Par ailleurs, la dégradation des soldes budgétaires observée en 1999 se poursuivrait en 2000. Par conséquent, l'assainissement des finances publiques devrait être poursuivi et intensifié en vue de renforcer la viabilité financière de l'Etat.

Au plan de la politique budgétaire, l'élément central serait d'accroître les recettes à travers des mesures visant l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du recouvrement et l'intensification de la lutte contre la fraude, en vue d'absorber les moins-values fiscales dues aux réformes communautaires. Pour ce faire, ces mesures devraient concerner :

- Le renforcement des capacités des administrations fiscales et douanières notamment, la création du centre des grandes entreprises, la restructuration de la Direction Générale des Impôts et Domaines sur une base fonctionnelle, l'appui aux centres de services fiscaux, et l'effectivité de l'informatisation de l'administration de la TVA ;
- La consolidation des acquis réalisés dans la gestion des fonds publics, notamment la maîtrise des dépenses courantes et le renforcement des dépenses en capital. Dans ce cadre, un accent devra être mis sur l'amélioration des mécanismes de programmation et d'exécution du budget en vue non seulement du relèvement des ressources affectées aux secteurs sociaux et aux infrastructures de base, mais aussi de l'utilisation efficiente de ces ressources.

S'agissant des réformes structurelles, le programme gouvernemental devrait mettre l'accent sur les mesures touchant l'agriculture. Les différents programmes devraient prévoir des actions de restauration et d'amélioration de la fertilité des sols et jouer à fond l'option irrigation. Ce volet des programmes devra viser à relever les rendements agricoles encore faibles et s'affranchir des aléas climatiques. Toutes ces actions devraient être mises en œuvre en liaison avec la stratégie de lutte contre la pauvreté.

2.8. LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO

L'économie togolaise se relève de la dépression enregistrée en 1998, consécutive à la conjugaison des effets de la crise de l'énergie électrique et d'une mauvaise pluviométrie. Ainsi, après une baisse de 2,2 % en 1998, la croissance économique impulsée par le secteur primaire, s'est établie à 3,2 % en 1999. Cette performance a été réalisée dans un contexte d'inflation nulle.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant hors dons s'est réduit en s'établissant à 81,2 milliards, soit 9,3 % du PIB en 1999 contre 15,5 % en 1998.

S'agissant des finances publiques, les efforts du gouvernement en vue d'ajuster les dépenses aux recettes, ont permis la réduction du déficit du solde global hors dons qui est passé de 7,1 % du PIB en 1998 à 5,5 % en 1999.

En matière de surveillance multilatérale, aucun critère de convergence n'a été respecté, excepté celui relatif à l'évolution des prix.

2.8.1. PRODUCTION

L'économie togolaise a connu un regain d'activité, en 1999, suite à l'amélioration des conditions climatiques. La croissance économique a été de 3,2 % en 1999 contre -2,2 % en 1998. Le secteur primaire a été le moteur de cette performance.

En effet, la production du **secteur primaire** s'est accrue de 7,9 % après une baisse de 2,7 % en 1998. Cette performance est consécutive à la bonne pluviométrie qui a caractérisé la campagne agricole 1999-2000. Les bonnes conditions climatiques ont favorisé surtout les cultures vivrières que celles de rente. Ainsi, la production vivrière, impulsée par la production de maïs en hausse de 29 %, s'est établie à 3 279 300 tonnes, soit une augmentation de 13,5 %. En ce qui concerne les productions de rente, celles du café, du cacao et du coton ont régressé respectivement de 9,3 %, 2,5 % et 6,7 % par rapport à 1998.

S'agissant du **secteur secondaire**, sa production a progressé de 2,3 % en 1999 contre 0,9 % en 1998. Cette accélération de la croissance est portée par le dynamisme des industries manufacturières et des BTP. En effet, les industries manufacturières, sous l'impulsion des "industries alimentaires, boissons et tabac", ont enregistré une croissance de 5,8 %, et les BTP, portés par les travaux d'infrastructure (routes, stade, etc.), ont progressé de 6,5 %. Ces résultats ont contribué à compenser les contre-performances des industries extractives. Celles-ci ont enregistré une chute de 14,5 %, en rapport avec la baisse du tonnage du phosphate de 23,9 %. Les difficultés d'exploitation de ce minerai proviennent du vieillissement de l'outil de production et de l'augmentation de la couche de mort terrain.

Quant au **secteur tertiaire**, production a régressé de 1,5 % en 1999 par rapport à 1998. Cette évolution résulte du manque de dynamisme de l'activité commerciale dont la valeur ajoutée a fléchi de 0,4 %.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB en 1999, sont respectivement de 3,3 points, 0,5 point, et -0,6 point.

En 2000, une accélération de la croissance est envisagée. Elle devrait passer de 3,2 % en 1999 à 4,1%.

Au niveau de l'offre, cette performance serait portée par l'ensemble des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dont les contributions respectives seraient de 1,9 point, 1,6 point et 0,6

point. Du côté de la demande, l'amélioration attendue de la croissance du PIB, aurait pour origine la consommation des ménages qui devrait progresser de 6 % en 2000, après un déclin de 10,9 % en 1999. Cette progression influencerait sur la consommation totale dont la contribution à la croissance, devrait se situer à 6,8 points. Dans le même temps, la consommation publique, reflétant l'effort de contraction des dépenses publiques, régresserait de 22,7 %. Par rapport au PIB, son poids passerait de 12,5 % en 1999 à 9,3 % en 2000.

S'agissant de l'investissement réel, sa contribution au taux de croissance du PIB se situerait à 0,9 point. Au niveau des échanges extérieurs, les importations augmenteraient plus rapidement que les exportations. Leurs taux de croissance respectifs seraient de 3,4 % et 1,2 %. La reprise des importations consécutive à la poussée de la consommation privée, entraînerait une dégradation de la balance des biens et services dont la contribution du solde serait de -3,6 points.

En terme nominal, l'épargne publique intérieure brute, enregistrerait un repli en passant de 5,8 % à 3,2 % du PIB en 2000. Toutefois, le taux d'investissement augmenterait de 0,5 point en s'établissant à 14,4 % du PIB en rapport avec l'importance relative des stocks en 2000.

2.8.2. PRIX ET INFLATION

Par rapport à 1998, le taux d'inflation annuel moyen a été de 0 % en 1999, contre 1 % une année plus tôt.

Cette stabilité du niveau général des prix résulte des augmentations sensibles des prix dans les secteurs de " Santé " et " Transports ", et des baisses constatées pour les types de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabac " et " Logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles ".

L'importance de la contribution du type de consommation "Produits alimentaires, boissons et tabac " à la variation des prix en 1999 soit -1,9 point, est liée aux effets conjugués d'une offre importante de produits vivriers consécutive aux bonnes conditions climatiques et au repli de la consommation privée, imputable à l'irrégularité des paiements de salaires.

En glissement annuel au premier trimestre 2000, la variation des prix a été à la hausse de 6,3 %. Les transports et les produits alimentaires dont les contributions ont été respectivement de 1,8 point et 2,8 points, ont impulsé cette augmentation sensible des prix au cours du premier trimestre 2000.

2.8.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

Les recettes budgétaires hors dons ont régressé de 1 % en 1999, en s'élevant à 125,5 milliards, soit 14,3 % du PIB contre 15,2 % en 1998. Cette évolution est imputable à la contraction des recettes fiscales.

En effet, la pression fiscale a baissé d'un point pour s'établir à 12,8 % du PIB en 1999. Cette situation qui a résulté de la poursuite de la baisse amorcée par les recettes sur le commerce international depuis 1998, a contribué à réduire significativement la part des recettes de porte dans les recettes fiscales. Cette part est passée d'une moyenne de 26 % sur la période 1995-1998, à 23,7 % en 1999.

Toutefois, cette évolution ne peut s'interpréter, exclusivement, comme l'existence d'un effet de déplacement de la fiscalité de porte vers la fiscalité intérieure, induit par la mise en œuvre des réformes entrant dans le cadre de l'union douanière dont les répercussions éventuelles sur l'économie togolaise ne seraient perceptibles qu'à partir de 2000. Elle témoignerait plutôt de la

contraction de la valeur des importations de 15,6 % en 1999, corollaire de la baisse des investissements depuis la suspension de la coopération avec certains partenaires au développement du Togo.

En ce qui concerne les taxes sur les biens et services et les impôts sur les revenus et bénéfices, leur poids dans les recettes fiscales a connu des progressions. Les taxes sur biens et services sont passées de 47 % à 48,2 % des recettes fiscales en 1999 et les impôts sur les revenus et bénéfices de 25,8 % à 26,2 % en 1999. Ces améliorations masquent cependant, la stagnation autour de 83,7 milliards sur la période 1998-1999 des recettes liées à ces deux types de recettes.

En dépit des relations difficiles avec les partenaires au développement, les dons ont enregistré un accroissement de 8,1 %, en s'établissant à 14,8 milliards dont 12,5 milliards de dons en capital. Les dons ont représenté 1,7 % du PIB contre 1,6 % en 1998.

Après une progression relativement forte de 18,9 % en 1998, les dépenses totales se sont inscrites en baisse de 6,4 % en s'établissant à 173,6 milliards, en 1999. Elles ont ainsi représenté 19,8 % du PIB contre 22,2 %, l'année précédente. Cette situation provient des baisses simultanées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

En effet, les dépenses courantes ont chuté de 4,3 % en 1999 après avoir augmenté de 9,7 % en 1998. Cette régression est liée aux baisses simultanées des transferts et subventions de 36,2 % et des "autres dépenses courantes" de 6,3%, la masse salariale s'étant stabilisée autour de 59 milliards.

S'agissant des dépenses en capital, elles ont baissé de 15,6 %, en s'établissant à 29 milliards, soit 3,3 % du PIB en 1999 contre 4,4 % l'année précédente. Cette évolution est imputable notamment aux dépenses en capital financées sur ressources internes. En effet, ces dépenses ont baissé de 72,3 %, après une hausse de 118,6 % en 1998 traduisant ainsi les tensions de trésorerie et, par conséquent, la détérioration de la contribution du budget au développement des investissements. Quant aux dépenses en capital financées sur ressources extérieures, elles ont baissé de 0,3 % en s'établissant à 27 milliards, soit 3,1 % du PIB en 1999 contre 3,2 % en 1998.

Il ressort de la situation des finances publiques en 1999, une amélioration du déficit du solde global hors dons qui passe de 7,1 % du PIB à 5,5 % en 1999. Cette évolution est imputable à la baisse des dépenses en capital. Grâce à l'accroissement des dons, le déficit du solde global, s'est également amélioré, il s'est établi à 33,8 milliards, passant ainsi de 5,5 % du PIB en 1998 à 3,9 % en 1999. De même, le déficit global base caisse est passé de 38,7 milliards en 1998 à 1,1 milliard en 1999. Cette évolution a pour origine une accumulation d'arriérés de paiement à hauteur de 32,7 milliards dont 18,4 milliards d'arriérés de paiement intérieurs. Cette situation qui traduit les difficultés de trésorerie, pénalise la demande intérieure et accroît le facteur risque-pays.

Ce besoin de financement d'un montant de 1,1 milliard, a été couvert essentiellement par des ressources extérieures pour un montant net de 8,2 milliards. Le financement intérieur est ressorti à -7,1 milliards reflétant, le désengagement de l'Etat à hauteur de 5,9 milliards auprès de la BCEAO et de 1,2 milliard vis-à-vis des autres opérateurs du secteur bancaire.

En ce qui concerne la dette extérieure publique, elle a été estimée à 862,9 milliards, en augmentation de 44,7 milliards, par rapport à décembre 1998. Cette progression s'explique par de nouveaux tirages et par l'appréciation du dollar des Etats-Unis.

L'encours de la dette multilatérale a augmenté de 19,8 milliards en se chiffrant à 538 milliards à fin décembre 1999. Les arriérés de paiement relatifs à la dette multilatérale, ont atteint 6,4 milliards et les paiements effectués, 9 milliards. Quant à la dette bilatérale, son encours a augmenté de 24,9 milliards en s'établissant à 324,7 milliards. Les arriérés de paiement au titre de la dette bilatérale se sont élevés à 28,4 milliards dont 13 milliards pour les intérêts. Les paiements réalisés sont de 0,6 milliard. Le service de la dette sur recettes budgétaires a été de 35 % environ.

S'agissant de la dette intérieure, son stock à fin décembre 1998 est estimé à 229 milliards.

Pour l'année 2000, le redressement de la situation des finances publiques est tributaire de l'instauration de relations harmonieuses avec les institutions financières internationales.

Sur la base des données disponibles, l'évolution des opérations financières de l'Etat serait caractérisée par une stagnation de la pression fiscale à 12,8 %, après un repli de 1 point de pourcentage du PIB observé l'exercice précédent. Dans le souci de prévenir les tensions de trésorerie, les dépenses totales devraient s'inscrire à 16,8 % du PIB en 2000, contre 19,8 en 1999 et 22,2 en 1998.

La contraction des dépenses totales, combinée à la stagnation des recettes budgétaires, devrait induire une amélioration des soldes budgétaires et pallier l'apparition de nouveaux arriérés de paiement.

2.8.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des paiements extérieurs, est ressorti excédentaire de 19,3 milliards, contre un déficit de 6,5 milliards, un an plus tôt. Ce redressement est essentiellement le fait des transactions courantes. La détérioration du solde des opérations financières et de capital reflète les difficultés rencontrées pour la reprise intégrale de la coopération avec la communauté financière internationale.

La baisse plus importante des importations par rapport à celle des exportations a induit la réduction du déficit de la balance commerciale, qui est passé de 78,6 milliards à 40,3 milliards. En outre, globalement, le solde déficitaire de la balance des services et des revenus s'est amélioré de 8 milliards. Toutefois, l'excédent des transferts sans contrepartie a enregistré un repli de 13,9 milliards pour se fixer à 39 milliards, en liaison avec la baisse des transferts publics. Il a résulté de ces évolutions la contraction du déficit du compte courant de 32,4 milliards pour atteindre 50,2 milliards. Hors transferts officiels, le déficit du compte courant s'est situé à 9,3 % du PIB, contre 15,5 % l'année précédente.

Le solde excédentaire des transferts en capital s'est élevé à 12,5 milliards, contre 3,6 milliards en 1999, tandis que celui des opérations financières a baissé de 30,1 milliards pour atteindre 37,8 milliards en 1999, du fait des difficultés rencontrées dans la mobilisation des concours extérieurs. Le financement exceptionnel, composé exclusivement d'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs est ressorti à 19,2 milliards en 1999.

2.8.5. SITUATION MONETAIRE

Les avoirs extérieurs nets établis à -4 milliards en décembre 1998 se sont améliorés de 19,3 milliards, pour se chiffrer à 15,3 milliards douze mois plus tard. Cette évolution traduit un renforcement de 20,5 milliards de la position extérieure nette de la Banque Centrale, atténuée par la baisse de 1,2 milliard des avoirs extérieurs nets des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est élevé à 206,2 milliards, en baisse de 15,6 milliards ou 7 %, sous l'effet d'une réduction de 15,6 milliards des crédits à l'économie, à la faveur essentiellement de la diminution de 10,1 milliards (9,6 %) des crédits ordinaires et de 5,5 milliards (60,4 %) des crédits de campagne. L'endettement net de l'Etat s'est pour sa part stabilisé à 59,1 milliards.

La masse monétaire a enregistré une expansion de 16,5 milliards ou 8,4 % pour se situer à 213,7 milliards, portée essentiellement par la circulation fiduciaire (21,8 %), les dépôts n'ayant progressé que de 0,9 % au cours de l'année.

2.8.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

Excepté le taux d'inflation, aucun critère de convergence n'a été respecté par le Togo. Cette situation reflète les difficultés rencontrées dans la gestion des finances publiques au cours de l'année 1999

Le ratio masse salariale sur recettes fiscales s'est établi à 52,2 % en 1999, contre 51,2 % en 1998. Ce taux reste largement au dessus de la norme communautaire de 40 %.

Le ratio dépenses d'investissement financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'est dégradé en passant de 6,3 % en 1998 à 1,8 % en 1999, pour une norme communautaire minimale de 20 %. Ce recul s'explique par les tensions de trésorerie qui ont caractérisé l'année 1999.

Le ratio solde primaire de base rapporté aux recettes fiscales est passé de -9,6 % en 1998 à -0,3 % en 1999 pour une norme communautaire minimale de 15 %.

La variation des arriérés de paiement extérieurs s'est élevée à 33,2 milliards en 1999. Cette situation correspond à une accumulation non conforme à la norme communautaire d'une variation nulle ou négative. Les nouveaux arriérés sont dus aux créanciers du Club de Paris et aux créanciers multilatéraux.

La variation des arriérés de paiement intérieurs a été de 18,4 milliards en 1999 pour une norme communautaire d'une variation nulle ou négative.

Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 0 % en 1999, pour une norme communautaire de 3 % maximum. Cette situation résulte de la contraction de la consommation des ménages liée en partie à l'irrégularité du paiement des salaires dans la fonction publique et d'une offre importante des produits vivriers sur les marchés.

2.8.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Les déficits des soldes globaux des finances publiques se sont améliorés. Cette situation relève beaucoup plus de l'ajustement des dépenses courantes qui ont régressé de 4,4 % par rapport aux recettes budgétaires en baisse de 1 % en 1999.

L'insuffisance des ressources propres qui découle de la baisse des recettes a contraint l'Etat à accumuler de nouveau, des arriérés de paiement, aussi bien intérieurs qu'extérieurs. Cette situation est pénalisante à la fois pour les ménages les entreprises et les créanciers extérieurs.

La viabilité du cadre macroéconomique et le respect des critères de convergence requièrent que le Togo prenne des dispositions appropriées pour renouer avec la communauté financière internationale et mettre en œuvre les actions visant la sécurisation des recettes budgétaires, la maîtrise des dépenses et la relance effective et durable de l'activité économique.

Au niveau des recettes budgétaires, le relèvement de la pression fiscale s'impose. Il passe par :

- la décrispation au plan socio-politique qui ne peut s'obtenir qu'à travers, un dialogue franc entre les acteurs de la vie politique et les partenaires sociaux. Ce faisant, les entraves psychologiques à la libre entreprise seront levées, ce qui faciliterait une meilleure saisie des contribuables ;
- l'adoption de mesures appropriées pour lutter efficacement contre la fraude ;
- l'élargissement de l'assiette à travers la réduction des exonérations.

Au niveau des dépenses, tenant compte des exigences d'une croissance économique forte et de la lutte contre la pauvreté, les autorités devront, tout en poursuivant les efforts de maîtrise des dépenses :

- Accorder une priorité aux dépenses visant le renforcement des secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation, l'environnement, les infrastructures de base, etc. Ces efforts devront concourir à relever le ratio dépenses d'investissement sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales dont la norme communautaire est 20 % au minimum.
- Apurer les arriérés de paiement intérieurs et extérieurs. Cela contribuerait à impulser les activités des petites et moyennes entreprises, à accroître la crédibilité de l'Etat vis-à-vis du système bancaire et auprès des institutions de Bretton Woods et les autres partenaires extérieurs. Cela permettra également de bénéficier d'un traitement de fond de la dette à travers le mécanisme de l'Initiative PPTTE et la mobilisation des ressources extérieures additionnelles.

2.9. ANALYSE COMPARATIVE DES CRITERES DE CONVERGENCE

La Directive n° 01/98/CM du 03 juillet 1998 relative à la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques au sein des Etats membres de l'UEMOA pour l'année 1999 a défini les critères de convergence ainsi que leur valeur de référence pour ladite année. La situation observée à fin 1999, permet de faire l'analyse comparative suivante sur l'état de réalisation des critères de convergence par les Etats membres.

2.9.1. RATIO MASSE SALARIALE SUR RECETTES FISCALES

Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal se sont situés à l'intérieur de la norme communautaire maximale de 40 % avec des ratios respectifs de 33 %, 37 %, 27,6 % et de 33,9 %. Par rapport à 1998, les résultats obtenus par le Bénin et le Sénégal sont en nette amélioration. En revanche, le Burkina, le Niger et le Togo qui ne respectent pas la norme ont enregistré une dégradation de leurs performances avec des ratios respectifs de 41,7 %, 52,5 % et de 52,2 %. Quant à la Guinée Bissau le niveau du ratio s'est situé à 66,3 %.

2.9.2. RATIO DEPENSES D'INVESTISSEMENTS FINANCEES SUR RESSOURCES INTERNES PAR RAPPORT AUX RECETTES FISCALES

En 1999, seuls le Burkina Faso, la Guinée Bissau et le Sénégal ont pu respecter la norme communautaire minimale de 20 %. Les ratios ont été respectivement de 20,8 %, 43,3 % et 21,1 %. Bien que ne respectant pas la norme communautaire minimale, le Bénin et le Niger ont amélioré leurs performances avec des ratios respectifs de 11,4 % et de 17,1 %. La Côte d'Ivoire, le Mali et le Togo ont, en revanche, enregistré un repli de leurs performances avec des ratios respectifs de 17,6 %, 19,7 % et de 1,8 %.

2.9.3. RATIO SOLDE PRIMAIRE DE BASE SUR RECETTES FISCALES

Quatre Etats membres n'ont pas respecté ce ratio en 1999. Il s'agit du Burkina, du Niger, du Togo et de la Guinée Bissau avec des ratios respectifs de 3,6 %, -27,3 %, -0,3 % et de -10,6 % pour une norme communautaire minimale de 15 %.

Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali, et le Sénégal se sont situés au-dessus de la norme communautaire minimale avec des ratios respectifs de 33 %, 17,2 %, 21,8 % et 19,3 %.

2.9.4. VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENT INTERIEURS

Cinq Etats membres ont respecté la norme communautaire d'une variation des arriérés intérieurs nulle ou négative. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali, du Sénégal et de la Guinée Bissau dont les arriérés ont enregistré des variations respectives de -11,3 milliards, -8,3 milliards, -9,3 milliards, 0 milliard et de -2 milliards. Il faut noter que le Sénégal ne détient pas d'arriérés intérieurs depuis 1996.

En revanche, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo ont accumulé des arriérés intérieurs pour des montants respectifs de 132,8 milliards, 20,2 milliards et de 18,4 milliards.

2.9.5. VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENT EXTERIEURS

Pour le Bénin, le Burkina, le Mali et le Sénégal, la variation des arriérés extérieurs a été nulle, ces Etats ne détenant plus de stock d'arriérés extérieurs.

En revanche, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Togo et la Guinée Bissau ont accumulé des arriérés extérieurs pour des montants respectifs de 32,4 milliards, 24,9 milliards, 33,2 milliards et de 15,8 milliards.

2.9.6. TAUX D'INFLATION

En 1999, tous les Etats membres de l'Union ont respecté la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum. Par Etat membre, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Bénin (0,3 %), Burkina (-1,1 %), Côte d'Ivoire (0,8 %), Guinée Bissau (-2,1 %), Mali (-1,1 %), Niger (-2,3 %), Sénégal (0,8 %) et Togo (0 %).

TABLEAU COMPARATIF DE L'ETAT DE REALISATION DES CRITERES DE CONVERGENCE EN 1999

CRITERES DE CONVERGENCE	PAYS								Nombre de pays ayant respecté cet indicateur
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
1. Ratio masse salariale sur recettes fiscales inférieur ou égal à 40 %	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	4
2. Ratio dépenses d'investissements financées sur ressources internes sur recettes fiscales supérieur ou égal à 20 %	Non	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui	Non	3
3. Ratio solde primaire de base sur recettes fiscales supérieur à 15 %	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	4
4. Variation des arriérés de paiement intérieurs nulle ou négative	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Non	5
5. Variation des arriérés de paiement extérieurs nulle ou négative	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non	Oui	Non	4
6. Taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	8
Nombre de critères respectés par pays	5	4	3	3	5	1	6	1	

Oui : respect du critère

Non : non respect du critère

3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UNION

L'évolution de l'activité économique dans, l'Union en 1999, a confirmé le ralentissement de la croissance observé en 1998. Le taux de croissance du produit intérieur brut en volume, qui a atteint un pic de 6,1 % en 1997, est passé à 4,9 % en 1998 puis à 3,5 % en 1999 en raison du comportement défavorable des cours des produits de rente sur les marchés internationaux, d'une baisse des investissements suite à la faible mobilisation des ressources extérieures et de la persistance de la crise énergétique dans certains Etats membres. Suite à une pluviométrie satisfaisante, les très bonnes performances enregistrées au niveau de la production vivrière ont permis de limiter le taux d'inflation annuel moyen de l'Union, prise dans son ensemble, à 0,2 % contre 3,6 % en 1998.

L'évolution des finances publiques a été marquée, en 1999, par une dégradation des principaux soldes caractéristiques, imputable, d'une part, à l'apparition d'importantes moins-values de recettes budgétaires et, d'autre part, à un faible ajustement des dépenses publiques par rapport au niveau des recettes mobilisées. Le déficit du solde budgétaire global est ainsi passé de -1,6 % du PIB nominal en 1998 à -2,5 % en 1999. Les tensions de trésorerie, qui sont apparues dans certains Etats membres, ont été atténuées par un recours des Trésors Nationaux au financement monétaire de l'Institut d'émission, et à l'accumulation d'arriérés de paiement intérieurs et extérieurs. Reflétant la situation difficile des finances publiques, les performances en matière de respect des critères de convergence se sont inscrites en net recul.

En revanche, le déficit extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal a sensiblement diminué en passant de 7,0 % en 1998 à 5,8 % en 1999. Cette évolution est, essentiellement, imputable à une amélioration sensible de l'excédent commercial, du fait d'une progression plus forte des exportations par rapport à celle des importations.

3.1. PRODUCTION

L'activité économique de l'Union a enregistré un taux de progression de 3,5 % en 1999 contre 4,9 % en 1998, indiquant une décélération de la croissance pour la deuxième année consécutive. Cette évolution défavorable résulte de l'impact de plusieurs facteurs dont la baisse de la production de rente ainsi que l'effondrement des cours mondiaux des principaux produits de base exportés, la baisse des investissements et la crise énergétique observée pendant certaines périodes de l'année dans quelques Etats membres.

Par pays, le taux de croissance en 1999 se présente comme suit : Bénin (5 %), Burkina (5,8 %), Côte d'Ivoire (1,5 %), Guinée-Bissau (6,9 %), Mali (5,3 %), Niger (3,5 %), Sénégal (5,1 %) et Togo (3,2 %).

Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 1,8 % en 1999 contre 4 % en 1998. Cette décélération résulte de la baisse de la production agricole d'exportation atténué par les bonnes performances enregistrées au niveau de la production vivrière, suite à une pluviométrie satisfaisante. S'agissant particulièrement des cultures de rente, le café et le coton ont enregistré, par rapport à 1998, une baisse de leur production, respectivement de 53,7 % et de 4,1 %.

Le secteur secondaire a, également, enregistré une baisse dans son rythme de progression qui est passé de 7,4 % en 1998 à 4,5 % en 1999. Au niveau de l'activité industrielle, les données disponibles indiquent à la fois des évolutions contrastées d'un pays à l'autre et d'une branche à l'autre. Elle a été soutenue au Bénin, au Sénégal et au Togo. En revanche, les performances sont mitigées dans les autres Etats membres.

Par rapport à l'année 1998, l'activité minière a été marquée, en 1999, par une hausse de la production d'or, de diamant et de gaz naturel. Quant aux autres produits miniers, tels que le pétrole, les phosphates et l'uranium, leur production s'est inscrite en net recul. La production d'or au Burkina a baissé de 36 % alors qu'au Mali et en Côte d'Ivoire, elle a augmenté respectivement de 12 % et de 48,7 %. S'agissant du diamant et du gaz naturel pour lesquels, la Côte d'Ivoire est le seul pays producteur de l'Union, leur production a augmenté, respectivement, de 49,4 % et de 18,5 % en 1999. Quant à la production de phosphate, l'augmentation de 10,4 % observée au Sénégal n'a pu compenser la baisse de 23,9 % enregistrée au Togo, entraînant une baisse de la production totale de l'Union d'environ 9,3 %. En ce qui concerne l'extraction de pétrole, la Côte d'Ivoire demeure le seul pays producteur de l'Union après la cessation des activités du Projet Pétrolier de Sèmè, au Bénin, intervenue en décembre 1998. La production de pétrole accuse une chute continue depuis 1997. Sur une base annuelle, elle a été estimée à 3 546 500 barils en 1999 contre 3 805 700 barils en 1998, indiquant un repli de 6,8 %. Enfin, la production d'uranium, assurée uniquement par le Niger, a connu une baisse de 16,2 % en 1999.

Le secteur tertiaire a progressé de 4,1 % en 1999 contre 4,5 % en 1998, se situant en dessous de la croissance moyenne des cinq dernières années. Cette évolution a été, essentiellement, impulsée par la branche " commerce " qui a enregistré une croissance de 5,3 % contre 2,9 % l'année précédente.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à l'évolution du taux de croissance de l'Union ont été, respectivement, de 0,6 point, 0,9 point et 2 points en 1999. Sur la base de l'évolution du PIB en volume au cours des quatre dernières années, il est noté une tendance à la prépondérance du secteur tertiaire suivi du secteur secondaire en termes de contribution au taux de croissance économique.

Du côté de la demande, la croissance a été portée par la consommation finale et les échanges extérieurs avec des contributions respectives de 1,7 point et de 3,7 points contre une contribution de -1,9 point pour les investissements. La contribution des investissements est liée à leur diminution d'environ 11,4 % du fait de la faiblesse de l'épargne intérieure et des difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources extérieures.

Pour l'année 2000, la croissance économique dans l'Union se stabiliserait par rapport à 1999 en se situant à 3,4 %. Du point de vue de l'offre, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire participeraient, tous, à la réalisation de cette performance, avec des contributions respectives au taux de croissance de 2 points, 0,6 point et 0,8 point.

Sous l'angle de la demande, la croissance serait impulsée par l'ensemble des composantes de la demande intérieure ainsi que par les échanges extérieurs. La consommation finale totale progresserait avec un taux de croissance de 2,9 % contre 2,1 % en 1999. La composante privée dont la part dans la consommation totale en volume serait de 87,2 % augmenterait de 4,1 %, par rapport à 1999, contre une baisse de 4,7 % pour la composante publique qui subirait l'impact d'un resserrement de la discipline budgétaire.

Les investissements en volume connaîtraient un redressement de leur rythme de progression qui passerait de -11,4 % en 1999 à 2,3 % en 2000. Cette évolution favorable serait imputable à la FBCF privée qui croîtrait de 5,6 % alors que la FBCF publique baisserait d'environ 1,6 %.

Sous l'effet d'une progression plus rapide des exportations en volume (4,2 %) par rapport à celle des importations (2,3 %), l'excédent du solde commercial s'améliorerait de 15,1% en 2000, marquant néanmoins une décélération comparativement à l'année précédente.

Au total, les contributions de la consommation, des investissements et des échanges extérieurs au taux de croissance seraient, respectivement, de 2,3 points, 0,3 point et 0,8 point.

Le taux d'épargne intérieure brute baisserait d'un demi point de pourcentage pour se situer à 17,2 %, sous l'effet d'une progression de la consommation plus rapide que celle du PIB. Pour cette même année, le taux d'investissement augmenterait d'un point pour s'établir à 20,2 %, indiquant la nécessité d'un recours accru aux sources extérieures de financement.

En tenant compte des dernières révisions à la baisse des taux de croissance du PIB, intervenues au Mali et au Sénégal, l'activité économique de l'Union progresserait finalement de 3,0 %.

3.2. PRIX ET INFLATION

Le taux d'inflation annuel moyen pour l'ensemble de l'Union, calculé sur la base de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établi à 0,2 % en 1999 contre 3,6 % en 1998. Il s'est situé à un niveau largement inférieur à la norme communautaire de 3 % maximum, retenue dans le cadre de la surveillance multilatérale. Cette évolution favorable de l'inflation est surtout liée à une baisse importante des prix des produits alimentaires, consécutive aux très bonnes récoltes de la campagne vivrière 1998/1999. En effet, le type de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabacs " a enregistré une baisse des prix de 3,1 %, alors que les autres types de consommation ont connu des hausses. Ainsi, avec une pondération de près de 37,9 %, la contribution au taux d'inflation de l'Union du type de consommation " Produits alimentaires, boissons et tabacs " a été de -1,3 point.

Hors alimentation, la hausse des prix a été plus forte en se situant à 2,3 % contre 2,2 % l'année précédente. La hausse sensible des prix du pétrole combinée à la forte appréciation du dollar au cours de l'année 1999, s'est répercutée sur l'évolution de certaines fonctions qui utilisent les produits pétroliers comme intrant, notamment, les types de consommation " Transports ", " Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ". Celles-ci ont enregistré des hausses respectives de 2,3 % et de 3 %. D'autres types de consommation ont également connu des augmentations sensibles. Il s'agit des types de consommation " Hôtels, cafés, restaurant ", " Enseignement " et " Santé " avec des taux d'inflation moyens respectifs de 3,7%, 2,5 % et de 2,4 %.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen en 1999, se présente comme suit : Bénin (0,3 %), Burkina (-1,1 %), Côte d'Ivoire (0,8 %), Mali (-1,1 %), Niger (-2,3 %), Sénégal (0,8 %) et Togo (0 %). Il est ainsi observé une convergence des taux d'inflation annuels moyens des différents Etats membres vers des niveaux faibles. L'écart-type des taux d'inflation annuels moyens observés dans les Etats membres est ainsi passé de 1,8 en 1998 à 1,2 en 1999.

Pour la Guinée-Bissau² qui n'utilise pas encore l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de l'UEMOA, son taux d'inflation annuel moyen a été estimé à -2,1 % en 1999.

La faiblesse de l'inflation jointe à la dépréciation sur les marchés de change de l'euro, monnaie de rattachement du franc CFA par une parité fixe, a ainsi contribué à l'amélioration de la compétitivité de l'Union prise globalement.

² La Guinée Bissau utilise un indice national basé essentiellement sur les produits alimentaires.

En glissement annuel, l'inflation de l'Union au premier trimestre de l'année 2000 a été de 1 %, soit au même niveau que pour la même période de l'année précédente. La hausse modérée des prix des produits alimentaires suite aux très bonnes récoltes de ces dernières années, a été à l'origine de cette performance. Ainsi, la contribution de ce type de consommation à l'inflation au premier trimestre 2000 a été de -0,8 point contre -0,1 point pour l'inflation de la même période de l'année 1999. Les types de consommation "Transports" et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" avec des contributions respectives de 1 point et de 0,4 point ont joué un rôle déterminant dans l'évolution du niveau général des prix à la hausse, traduisant l'impact de l'augmentation des prix des produits pétroliers.

3.3. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

En 1999, l'exécution des opérations financières s'est déroulée dans un contexte de ralentissement de l'activité économique. Elle a été marquée par l'apparition de moins-values de recettes budgétaires, une faible mobilisation des ressources extérieures et un faible ajustement des dépenses publiques au niveau des recettes budgétaires. Il en est résulté une dégradation des principaux soldes budgétaires, une accumulation d'arriérés de paiement intérieurs et extérieurs et, un recours soutenu aux financements exceptionnels.

Les recettes budgétaires totales hors dons se sont établies à 2 744,7 milliards en 1999 contre 2 755,5 milliards en 1998, soit une baisse de 0,4 %. Il s'agit du premier retournement de tendance depuis la dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994. Elles ont représenté 16,6 % du PIB nominal contre 17,5 % l'année précédente. Cette contre-performance est imputable à une forte baisse des recettes non fiscales qui n'a pas été compensée intégralement par la progression modérée des recettes fiscales.

Les recettes fiscales ont progressé de 4,4 % pour se situer à 2 489,7 milliards en 1999. Par rapport à 1998, la pression fiscale est demeurée stable en s'établissant à 15,1 % du PIB nominal. Par pays la pression fiscale en 1999 se présente comme suit : Bénin (13,8 %), Burkina (12,6 %), Côte D'Ivoire (16,8 %), Guinée-Bissau (7,8 %), Mali (14,3 %), Niger (9,3 %), Sénégal (16,6 %) et Togo (12,8 %). Sur la période sous revue, l'évolution de cet indicateur dans chaque pays est relativement stable. Cette situation reflète les difficultés rencontrées par les Etats membres pour sécuriser et mobiliser davantage les recettes fiscales dans un contexte caractérisé par la mise en œuvre progressive du schéma d'harmonisation tarifaire de l'UEMOA.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont enregistré une baisse de 33,8 % pour s'établir à 228,2 milliards. Cette évolution défavorable est essentiellement imputable à la diminution des excédents de stabilisation.

En 1999, les dons ont été de 414,1 milliards, marquant un redressement sensible avec un taux de croissance de 6,1 % contre -4,3 % en 1998. Cependant, au cours de ces deux années, le ratio dons rapportés au PIB s'est stabilisé autour de 2,5 %.

S'agissant des dépenses totales de l'Union, elles ont augmenté de 4,7 % en 1999 pour s'établir à 3 563,7 milliards en 1999, soit environ 21,6 % du PIB. Par rapport à 1998, le niveau de ce ratio est ainsi demeuré stable.

Les dépenses courantes primaires, sous l'effet d'un faible ajustement ont augmenté plus vite que les dépenses totales et les recettes totales hors dons. En effet, elles ont progressé de 7,9 % pour se fixer à 1 927,7 milliards, soit 11,7 % du PIB nominal. Ce résultat indique une interruption de la baisse continue du ratio des dépenses courantes primaires rapportées au PIB nominal, observée depuis 1994. Le retournement de tendance est lié à un dérapage au niveau des postes "Autres dépenses courantes" et "Transferts et subventions" qui ont augmenté, respectivement de 13,9 % et de 8,5 %.

En revanche, les actions visant à maîtriser l'évolution de la masse salariale ont été poursuivies avec pour résultat une progression modérée d'environ 3,5 %. La masse salariale a été de 919,3 milliards et a représenté 5,6 % du PIB nominal. En vue de donner un caractère structurel aux efforts de maîtrise de la masse salariale, les actions envisagées par les autorités nationales s'orientent de plus en plus vers des mesures fondées sur une réforme pertinente de la fonction publique. Dans certains Etats, les textes législatifs ayant trait à cette réforme ont déjà été adoptés tandis que dans d'autres, la réflexion est suffisamment avancée. Ces derniers devraient prendre toutes les dispositions appropriées en vue d'assurer l'aboutissement de la réforme dans les meilleurs délais.

Quant aux dépenses en capital, elles ont enregistré un taux de croissance de 0,4 % en 1999, en s'établissant à 1 169,8 milliards, soit 7,1 % du PIB contre 7,4 % en 1998. Cette évolution est la résultante d'une baisse des dépenses en capital financées sur ressources internes de l'ordre de 14,1 %, compensée entièrement par une progression des dépenses en capital financées sur ressources extérieures de 11,7 %. La baisse des dépenses en capital financées sur ressources internes trouve son origine dans la faiblesse de l'épargne budgétaire consécutive à la situation particulièrement difficile des finances publiques.

Ainsi, le déficit du solde budgétaire global hors dons s'est détérioré en passant de 4,1 % du PIB en 1998 à 5 % en 1999. Epousant le même profil d'évolution, le déficit du solde budgétaire global rapporté au PIB s'est également dégradé en se situant à 2,5 % contre 1,6 % en 1998, essentiellement sous l'effet des dons.

Pour l'année 2000, l'évolution de la situation des finances publiques présenterait des résultats mitigés. Le ratio du solde global hors dons sur PIB se dégraderait en passant de -5 % en 1999 à -5,2 % en 2000 alors que celui relatif au solde global rapporté au PIB s'améliorerait très légèrement en passant de -2,5 % à -2,4 % en liaison avec l'augmentation des dons.

Les recettes totales hors dons augmenteraient de 6,9 % pour se situer à 2 934,4 milliards, soit 17 % du PIB. Cette évolution proviendrait, à la fois, des recettes fiscales et des recettes non fiscales qui augmenteraient, respectivement de 6,6 % et de 7,6 %.

S'agissant particulièrement des recettes fiscales, elles s'établiraient à 2 653,9 milliards, soit 15,3 % du PIB, indiquant une très grande stabilité dans l'évolution de cet indicateur au cours des quatre dernières années. Par pays, le taux de pression fiscale se présenterait comme suit en 2000 : Bénin (14,6 %), Burkina (12 %), Côte D'Ivoire (17,8 %), Guinée-Bissau (7,9 %), Mali (14,4 %), Niger (10,5 %), Sénégal (15,5 %) et Togo (12,7 %). Quant aux recettes non fiscales, elles progresseraient de 7,6 % pour se situer à 245,6 milliards.

Les dons enregistreraient également une progression de 17,8 % en 2000 pour s'établir à 487,6 milliards, soit 2,8 % du PIB.

En ce qui concerne les dépenses totales, elles augmenteraient de 6,6 % pour se situer à 3799,6 milliards, soit 22 % du PIB. L'évolution des dépenses totales serait marquée par une progression sensible de la masse salariale, du poste "Transferts et subventions", des dépenses en capital qui connaîtraient des taux de croissance respectifs de 6,4 %, 6 % et de 15,4 %. En revanche, le poste "Autres dépenses courantes" se contracterait fortement d'environ 10,3 %.

S'agissant de la dette publique extérieure, elle est ressortie à 16 394,6 milliards à fin 1999, soit 99,4 % du PIB nominal, contre 16 111,5 milliards à fin 1998, soit 102,3 % du PIB. Le niveau de cette dette est jugé insoutenable dans les Etats membres de l'Union d'autant plus qu'il pèse lourdement sur les finances publiques et entrave la mise en œuvre effective des stratégies de

stimulation de la croissance économique et de réduction de la pauvreté. Il convient, toutefois, de noter que les importants efforts d'ajustement poursuivis par les Etats membres de l'Union au cours des dernières années et leur détermination à maintenir des relations harmonieuses avec les institutions financières internationales, leur ont permis de bénéficier des différents mécanismes d'allègement de la dette. Ainsi le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Mali ont été admis à bénéficier de l'Initiative sur les Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE). Avec l'assouplissement des critères d'éligibilité à cette Initiative, intervenu en septembre 1999, tous les pays de l'UEMOA pourraient bénéficier d'un allègement de la dette extérieure au titre de ce mécanisme, à moyen terme, sous réserve de conduire, de manière satisfaisante, des programmes de réformes économiques, financières et structurelles, appuyés par la communauté financière internationale. Il convient de noter, cependant, que la situation est préoccupante du fait que quatre des Etats membres de l'Union ne soient pas encore parvenus à arrêter des programmes appuyés par les institutions de Bretton Woods. Le bénéfice de ce mécanisme d'allègement de la dette extérieure pourrait être considérablement retardé.

Quant à la dette intérieure, les efforts se poursuivent en vue de mieux cerner son encours et de formuler des stratégies visant à maîtriser son évolution. En effet, le problème de la dette intérieure commence à devenir un réel sujet de préoccupation à l'instar de la dette extérieure.

3.4. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

Sur la base des données disponibles, les paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA dégagent un excédent de 54,4 milliards en 1999, contre un déficit de 72,5 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte principalement d'une amélioration du solde des transactions courantes et des transferts en capital. L'excédent du solde des opérations financières s'est réduit d'une année à l'autre de 153,4 milliards à 83 milliards, en liaison avec le repli des investissements directs et surtout les difficultés rencontrées par les Etats membres dans la mobilisation des concours extérieurs.

Le redressement du solde des transactions courantes est imputable à l'amélioration de la balance commerciale. En effet, l'excédent du solde commercial s'est renforcé de 29,7 % en se situant à 652 milliards, en liaison avec la progression de 3,5 % des exportations, conjuguée à une quasi-stabilité des importations. La baisse du prix moyen à l'exportation a été compensée par l'accroissement des volumes. Le solde déficitaire des services est ressorti à 937,3 milliards et celui des revenus à 548,9 milliards, tous deux également en quasi stabilité par rapport à leur niveau de l'exercice précédent. Toutefois, les intérêts de la dette se sont accrus en passant de 385,3 milliards à 406,6 milliards, au cours de la période sous revue.

Pour sa part, l'excédent des transferts courants sans contrepartie s'est inscrit en recul de 62,4 milliards par rapport à l'année 1998, en ressortant à 140,1 milliards, en raison du repli des transferts officiels de 324 milliards à 254,3 milliards. Le recul des transferts officiels, entamé depuis 1995, est en partie lié à la diminution des aides budgétaires, consécutive au redressement progressif de la situation des finances publiques. Cette baisse a été partiellement compensée par la réduction des sorties nettes au titre des transferts privés de 121,4 milliards à 114 milliards. Le déficit courant hors transferts officiels s'est situé à 5,7 % du PIB, contre 6,9 % l'exercice précédent.

Quant à l'excédent des transferts en capital, il s'est amélioré quant à lui, de 10,1 % pour s'établir à 354,1 milliards. En revanche, le surplus des transactions au titre des opérations financières chute de 45,9 %, avec un montant de 83 milliards, en liaison avec les investissements directs, qui enregistrent des baisses consécutives de 25,7 % et de 5,7 % respectivement en 1998 et 1999 et les autres investissements (tirages, amortissements publics et crédits commerciaux), dont le déficit s'est dégradé, au cours de la période sous revue, de 175,4 milliards à 318,6 milliards. Cette situation est liée au fait que la plupart des Etats n'ont

pas pu conclure d'accord avec les institutions de Bretton Woods et éprouvent par conséquent des difficultés dans la mobilisation des concours extérieurs. Ceci a conduit certains Etats à recourir à des financements exceptionnels pour équilibrer leurs paiements extérieurs.

Ainsi, le financement exceptionnel est ressorti à 334,1 milliards en 1999, dont 81,9 milliards d'accumulation nette d'arriérés de paiement et 250,9 milliards de rééchelonnements.

Au total, il apparaît que le profil des paiements extérieurs des Etats membres de l'Union au cours de ces dernières années a été marqué par une amélioration du ratio déficit du compte courant hors transferts officiels rapporté au PIB. Toutefois, cette évolution est liée aussi bien à la stabilisation, voire à la baisse des importations, qu'à l'augmentation significative des exportations. La relative maîtrise des importations est elle-même imputable en partie à la faiblesse des concours extérieurs. Les difficultés rencontrées dans la mobilisation des concours extérieurs, induites par l'absence d'accord avec les institutions de Bretton Woods, sont reflétées notamment dans le profil peu favorable des transferts publics sans contrepartie et des tirages publics sur l'extérieur. Ainsi, l'équilibre des paiements extérieurs repose encore pour une grande part sur des financements exceptionnels, dont l'accumulation d'arriérés.

3.5. SITUATION MONETAIRE

Les **avoirs extérieurs nets** des Institutions monétaires se sont fixés à 1140,7 milliards à fin décembre 1999, en amélioration de 151,7 milliards par rapport au niveau de 989 milliards enregistré un an plus tôt, et en excès de 64,6 milliards au regard des prévisions révisées d'avoirs extérieurs retenues dans le cadre de la programmation monétaire.

Cette consolidation de la position extérieure s'explique par le ralentissement des sorties brutes de capitaux, reflété par l'évolution des transferts via la BCEAO, qui se sont fixés à 1533,4 milliards contre 1742,7 milliards en 1998.

Cette évolution de la position extérieure nette des Institutions monétaires a concerné aussi bien l'Institut d'émission que les banques.

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission ont progressé de 142,2 milliards pour se situer à 1043,1 milliards en décembre 1999.

Les réserves de change de l'Institut d'émission se sont chiffrées à 2111,8 milliards à fin décembre 1999, en hausse de 8,6 %. Dans le même temps, les engagements monétaires à vue n'ont augmenté que de 2,1 %. Le taux de couverture de l'émission monétaire s'est en conséquence relevé de 98,2 % à 104,8 %.

S'agissant des banques, leurs avoirs extérieurs nets se sont également inscrits en hausse de 9,5 milliards pour s'établir à 97,6 milliards, résultant en une progression de 122 milliards de leurs créances extérieures brutes dont l'impact a été amoindri par l'augmentation concomitante de leurs engagements à hauteur de 112,5 milliards.

L'encours du **crédit intérieur** est ressorti à 3 626,1 milliards, en hausse de 85,1 milliards, soit 2,4 %, par rapport à fin juin 1999, sous l'effet d'une détérioration de 94,3 milliards de la position nette débitrice des gouvernements et d'un recul de 9,2 milliards des crédits à l'économie.

L'accroissement des créances nettes du système bancaire sur les Etats résulte principalement de la réduction de 80,8 milliards ces dépôts publics et d'une augmentation de 9,7 milliards des banques et de la Banque Centrale. En particulier, les avances statutaires de la Banque Centrale se sont accrues de 15,7 milliards, soit 4,4 %, reflétant ainsi la persistance de tensions sur les trésoreries publiques dans certains Etats.

L'encours des crédits à l'économie s'est replié de 0,3 % pour se fixer à 2 447,7 milliards. Cette évolution résulte du dégonflement de 132,8 milliards des crédits de campagne et d'une hausse de 123,6 milliards des crédits ordinaires. Cette évolution s'explique essentiellement par les remboursements effectués en fin d'année par les organismes de commercialisation agricole. Elle est également induite par le retard noté dans le financement de la campagne, en raison des exigences de remboursement de crédits antérieurs non dénoués, formulées par les banques, avant toute intervention dans la nouvelle campagne.

Quant aux nouvelles consommations de crédits ordinaires, elles s'expliquent par l'augmentation de 127,5 milliards des crédits à court terme et la baisse de 3,9 milliards des concours à moyen et long terme.

Au regard du repère de 2.546,5 milliards arrêté pour fin décembre 1999 dans le cadre de la programmation monétaire, l'encours des crédits à l'économie est en retrait de 98,8 milliards, soit 4,3 %. Des dépassements sont toutefois enregistrés dans certains pays, notamment au Bénin (19,7 milliards ou 13,9 %), au Burkina (3,2 milliards ou 0,2 %), au Mali (13 milliards ou 4,7 %) et au Sénégal (10,9 milliards ou 2,3 %).

Reflétant l'évolution de ses contreparties, **la masse monétaire** s'est établie à 3.987,7 milliards à fin décembre 1999, en hausse annuelle de 5,6 %. Cette évolution résulte d'une progression de 4,1 % de la circulation fiduciaire pour se situer à 1 358,9 milliards à fin décembre 1999. Son impact a été accentué par l'augmentation de 6,3 % des dépôts en banque, qui se sont chiffrés à 2.628,8 milliards à fin décembre 1999 contre 2 472,8 milliards un an plus tôt.

Ainsi, la situation monétaire des Etats de l'UMOA a été globalement satisfaisante au cours de l'année 1999. Les réserves officielles de change se sont accrues de 126,7 milliards par rapport à l'année précédente.

3.6. INDICATEURS DE CONVERGENCE

La situation difficile des finances publiques, en 1999, des Etats membres, a influé sur l'état de réalisation des indicateurs de convergence qui, pour l'ensemble de l'Union, s'est caractérisé par une nette détérioration des performances. Ainsi, l'état de réalisation des critères de convergence se présente comme suit :

Le **ratio masse salariale sur recettes fiscales** s'est situé à 37 % en 1999 contre 37,3 % en 1998 pour une norme communautaire maximale de 40 %, indiquant une progression plus rapide des recettes fiscales par rapport à celle de la masse salariale. Dans l'ensemble, l'évolution de la masse salariale a été maîtrisée.

Le **ratio dépenses d'investissements financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales** s'est établi à 17,5 % contre 21,4 % un an plus tôt pour une norme communautaire minimale de 20 %. Cette évolution défavorable est le résultat d'un arbitrage dans l'allocation des ressources disponibles au détriment des dépenses d'investissement, dans un contexte marqué par des difficultés de trésorerie.

Le **ratio solde primaire de base sur recettes fiscales** s'est dégradé en passant de 19,3 % en 1998 à 15,5 % en 1999 pour une norme communautaire minimale de 15 %.

La **variation des arriérés de paiement extérieurs** s'est traduite par une accumulation d'arriérés de 106,3 milliards contre une réduction de 79,5 milliards en 1998, contrairement à la norme communautaire d'une variation nulle ou négative.

La **variation des arriérés de paiement intérieurs** a été marquée également par une accumulation d'arriérés de 142,5 milliards en 1999, contre une réduction de 55,1 milliards en 1998. La norme communautaire n'a pas été respectée.

Le **taux d'inflation annuel moyen** de l'Union s'est situé à 0,2 % en 1999 contre 3,6 % en 1998, pour un objectif communautaire de 3 % maximum.

3.7. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Dans l'ensemble, la situation économique et financière de l'Union a été marquée en 1999 par un ralentissement de l'activité économique, une détérioration de la situation des finances publiques et des performances en matière de réalisation des critères de convergence, la persistance du poids de la dette sur les finances publiques et les difficultés rencontrées par bon nombre d'Etats membres de l'Union pour arrêter un programme appuyé par la communauté financière internationale. La précarité du climat socio-politique qui a prévalu dans certains Etats membres n'a, sans doute, pas favorisé la consolidation des acquis antérieurs. Les perspectives pour l'année 2000 ne se présentent guère sous de meilleurs auspices, étant donné l'absence d'une évolution notable des indicateurs macroéconomiques fondamentaux dans le sens de l'amélioration. Dans ce contexte, les actions prioritaires pour l'année 2001 devraient être centrées sur :

- Le renforcement de la discipline budgétaire tant au niveau de la mobilisation de recettes budgétaires qu'au niveau de la maîtrise de l'évolution des dépenses courantes, à travers un respect strict des procédures budgétaires dans l'exécution des opérations financières de l'Etat.
- Le renforcement de la maîtrise des dépenses courantes en poursuivant les efforts portant sur le contrôle de l'évolution de la masse salariale par l'accélération de la réforme de la fonction publique et sa mise en œuvre effective dans les Etats où cette action ne serait pas encore réalisée. Des possibilités d'économies devraient être recherchées rapidement au niveau des dépenses de biens et services ainsi que sur le poste "Transferts et subventions".
- L'accroissement de l'épargne budgétaire afin d'une part, d'améliorer de manière significative le critère de convergence relatif aux dépenses d'investissements financées sur ressources internes dans certains Etats membres et, d'autre part, d'assurer la soutenabilité de la dette publique. Des efforts supplémentaires devraient être déployés pour remonter le ratio relatif aux investissements financés sur ressources internes afin de le porter au dessus de la norme communautaire minimale de 20 % exigée.
- L'intensification des efforts en vue de parvenir à l'apurement total de l'encours des avances statutaires de la BCEAO avant fin 2001.
- Une réduction conséquente de l'encours des arriérés de paiement intérieurs et extérieurs dans la perspective de son élimination totale avant fin 2002.
- La nécessité, d'une part, d'accorder une importance au financement des actions cohérentes identifiées dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et, d'autre part, d'intégrer ce financement dans un cadre macroéconomique viable.
- L'adoption et l'application effective du Code de transparence en matière de gestion des finances publiques de l'UEMOA comme un impératif de premier rang pour une gestion saine des finances publiques.
- La nécessité de maintenir des relations harmonieuses avec les institutions de Bretton Woods afin de bénéficier de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) et de mobiliser des ressources extérieures additionnelles.

- La définition de stratégies pertinentes permettant de contrecarrer la détérioration des termes de l'échange. Un accent particulier devrait être porté sur la diversification des exportations.

La mise en œuvre effective de ces actions devrait permettre d'inverser la tendance à la dégradation du cadre macroéconomique, observée depuis 1998. Sans une volonté affirmée de redressement de la situation économique et financière de l'Union, le risque de se retrouver dans une situation comparable à celle d'avant la dévaluation où le taux de croissance démographique serait supérieur au taux de croissance du PIB réel devient de plus en plus imminent. Les succès attendus de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté se trouveraient alors fortement compromis.

4. PROPOSITIONS D'ORIENTATION DE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR L'ANNEE 2001

L'évolution de la situation économique et financière de l'Union et les perspectives pour les prochaines années suscitent de fortes inquiétudes. En effet, le cadre macroéconomique de l'Union a été caractérisé en 1999 par un ralentissement de l'activité économique, une détérioration de la situation des finances publiques, des contre-performances en matière de réalisation des critères de convergence et la persistance du poids de la dette sur les finances publiques. En outre, quatre Etats membres de l'Union rencontrent des difficultés pour arrêter un programme appuyé par la communauté financière internationale. Ces contraintes ont été favorisées par la précarité du climat socio-politique qui a prévalu dans certains Etats membres. Ainsi, la consolidation des acquis antérieurs n'a pas pu être réalisée. Pour la première fois depuis la dévaluation du franc CFA, intervenue en janvier 1994, le taux de croissance économique de l'Union est sensiblement égal à celui de la croissance démographique, entraînant une relative stabilité du PIB réel par habitant. Les perspectives pour l'année 2000 ne sont guère plus favorables. Il est alors impérieux de mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, des politiques macroéconomiques, structurelles et sectorielles, pertinentes et vigoureuses, permettant de replacer l'évolution des indicateurs économiques fondamentaux sur une trajectoire, compatible avec les objectifs de stimulation de la croissance économique et de réduction de la pauvreté.

Dans ce sens, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue à Lomé le 08 décembre 1999, a adopté un Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité qui vise à assurer la convergence des politiques et des performances macroéconomiques des Etats membres de l'Union à l'horizon 2002, tout en créant les conditions d'une croissance soutenue et durable.

De même, dans un contexte caractérisé par la mondialisation, la mise en place progressive de l'Union douanière, qui a été concrétisée le 1^{er} janvier 2000, traduit la volonté des autorités gouvernementales à faire participer le commerce extérieur, notamment, intracommunautaire à la stimulation de la croissance.

Par ailleurs, les Etats membres de l'Union ont, lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique, tenue à Libreville en janvier 2000, adhéré au nouveau cadre mis en place par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale pour réduire la pauvreté et consolider la croissance. En effet, la problématique de la pauvreté est d'actualité et se pose avec acuité dans l'Union où l'incidence de la pauvreté est estimée à 41 % de la population totale. Cet état de pauvreté de masse dans l'Union se retrouve dans le niveau inquiétant des principaux indicateurs sociaux. Cette situation empire également avec la pandémie du SIDA qui touche une proportion importante de la population.

Au regard de ces profils de pauvreté caractérisant l'Union, la stratégie de lutte contre la pauvreté doit reposer sur une croissance soutenue et durable, un cadre macroéconomique stable, des réformes structurelles pertinentes et une stabilité du climat socio-politique. Pour l'année 2001, les orientations de politique économique s'articuleront principalement autour des trois axes suivants qui concourent, conjointement, à la stimulation de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté :

- Le renforcement de l'assainissement des finances publiques ;
- L'allègement de la dette extérieure ;
- La promotion des échanges intracommunautaires.

4.1. LE RENFORCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

L'assainissement des finances publiques constitue un préalable incontournable pour le succès des stratégies de lutte contre la pauvreté et la croissance. Cette considération fondamentale a conduit les Etats membres de l'Union à mener, au cours des dernières années, des actions en vue d'améliorer la situation des comptes publics. Ces actions ont porté simultanément sur la mobilisation des recettes budgétaires, la maîtrise de l'évolution des rubriques de dépenses courantes en vue de la résorption des déficits publics, et sur le renforcement des régies financières.

En matière de mobilisation des recettes budgétaires, l'évolution du ratio recettes budgétaires sur PIB nominal pour l'Union, sur la période allant de 1994 à 1999, permet de distinguer deux phases. La première phase comprise entre 1994 et 1997 est caractérisée par une évolution continue dans le sens de la hausse du ratio qui est passé entre ces deux dates de 15,7 % à 17,7 %. Quant à la deuxième phase, elle est marquée par un renversement de tendance, indiquant une baisse continue du ratio qui est passé de 17,5 % en 1998 à 16,6 % en 1999. Les perspectives pour l'année 2000 ne sont guère satisfaisantes avec un ratio qui se stabiliserait autour de 17 % en 2000. Les performances réalisées par les Etats membres se situeraient dans une fourchette comprise entre 12 % pour le Niger et 19,9 % pour la Côte d'Ivoire.

En revanche, l'évolution du ratio des dépenses publiques totales rapportées au PIB nominal s'est inscrite dans une tendance nette à la baisse au cours des cinq dernières années. Le niveau du ratio est ainsi passé de 24,7 % en 1994 à 21,6 % en 1999. Pour l'année 2000, les prévisions indiquent une remontée du ratio qui se situerait à 22 %. Les actions multiformes menées pour maîtriser l'évolution des dépenses publiques sont à l'origine de ces résultats encourageants. Les efforts ont été également orientés vers une restructuration des dépenses publiques au profit des dépenses d'investissement qui ont représenté 24 % des dépenses totales en 1994 contre 32,8 % en 1999. Cette tendance haussière se poursuivrait en 2000 avec une part des dépenses d'investissement qui s'établirait à 35,3 %. Subissant l'impact d'une telle réorientation de la politique budgétaire, l'évolution des dépenses courantes primaires rapportées au PIB nominal s'est inscrite dans une tendance à la baisse en passant de 13,2 % en 1994 à 11,7 % en 1999. Le ratio se situerait à 11,4 % en 2000.

Toutefois, il convient de noter que les efforts déployés pour contenir l'évolution des dépenses publiques n'ont pas toujours été en adéquation avec les difficultés rencontrées pour mobiliser les recettes budgétaires et les dons avec pour conséquence une aggravation des déficits budgétaires, compromettant l'assainissement du cadre macroéconomique. Cela a été particulièrement le cas en 1999 où le déficit du solde budgétaire global a représenté 2,5 % du PIB nominal contre 1,6 % l'année précédente. Le niveau de cet indicateur ne connaîtrait pratiquement pas une amélioration notable en 2000 avec un niveau de 2,4 %. La persistance de déséquilibres importants au niveau des finances publiques entravera sérieusement la mise en œuvre efficace des stratégies de réduction de la pauvreté.

Aussi, la conception du cadre de politique économique pour l'année 2001, notamment en matière de gestion des finances publiques, doit-elle être compatible avec une pleine intégration des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Ainsi, au niveau des recettes, l'évolution du taux de fiscalisation dans la plupart des Etats de l'Union indique l'existence d'une marge pour accroître les recettes budgétaires. Dans un contexte marqué par la réalisation d'importants efforts d'harmonisation dans les domaines de la fiscalité intérieure et de la fiscalité douanière, les Etats ne disposent pas d'une marge de manœuvre suffisante pour manipuler les barèmes d'imposition en fonction des objectifs de recettes. Les actions pour améliorer la mobilisation des recettes budgétaires doivent porter essentiellement sur les actions suivantes :

- La poursuite du renforcement des régies financières en ressources humaines et matérielles et leur modernisation pour une meilleure saisie et un meilleur suivi des contribuables ;
- L'élargissement de l'assiette fiscale par une fiscalisation du secteur informel, une réduction progressive et un meilleur contrôle des exemptions et des exonérations sur les droits d'importations et une lutte contre les pratiques frauduleuses ;
- La mise en place de programmes de sensibilisation des contribuables en vue d'élever leur degré de civisme fiscal.

Les recettes budgétaires devraient augmenter sans que cela passe par une augmentation des taux d'imposition qui découragerait la production, l'investissement et la création d'emplois et encouragerait la corruption et la fraude fiscale.

En matière de dépenses publiques, les gouvernements devraient poursuivre et intensifier les actions de maîtrise des dépenses courantes primaires. Dans ce sens, l'évolution des postes de dépenses ayant trait, d'une part, aux achats de biens et services et, d'autre part, aux subventions et transferts devrait être rigoureusement contenue à l'instar de celle de la masse salariale même si elle ne fait pas l'objet de normes explicites dans le cadre de la procédure de surveillance multilatérale. L'accroissement de l'épargne budgétaire, qui en résulterait, contribuerait à renforcer les dépenses en capital.

Cette augmentation des dépenses en capital devrait être complétée par une restructuration sélective en faveur de la santé, de l'éducation, de la recherche-développement et des infrastructures de base qui participent, de manière déterminante, à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la compétitivité. Il s'agit là d'accorder une priorité absolue aux facteurs endogènes de la croissance économique sans lesquels une réduction durable de la pauvreté ne saurait être envisagée.

A ce niveau, certains Etats de l'Union doivent être invités à prendre toutes les dispositions budgétaires appropriées en vue de redresser considérablement le niveau du ratio investissements financés sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales qui est largement en dessous de la norme communautaire minimale de 20 %. Ces dispositions devraient être renforcées, au niveau de tous les Etats membres, par une amélioration du processus budgétaire visant à établir un lien systématique entre, d'une part, les objectifs poursuivis et les résultats recherchés dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté et, d'autre part, les allocations de crédits budgétaires. Une plus grande transparence dans la préparation et l'exécution des opérations financières de l'Etat devrait également favoriser l'émergence d'un cadre macroéconomique sain, favorable à une mise en œuvre réussie des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Enfin, les accumulations d'arriérés de paiements devraient être systématiquement évitées afin de ne pas compromettre la reprise de l'activité économique qui est la principale source de créations d'emplois.

La nécessité d'assurer le financement des programmes de lutte contre la pauvreté, tout en poursuivant un objectif de stabilité du cadre macroéconomique, nécessitera le recours à la mobilisation d'importantes ressources extérieures sous forme de dons, de prêts hautement concessionnels et d'allègement de la dette extérieure. C'est dans ce sens que le bénéfice de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTTE doit constituer une forte préoccupation pour les gouvernements des Etats membres de l'Union.

4.2. POLITIQUE MACRO ECONOMIQUE SAINTE ET GESTION PRUDENTE DE LA DETTE

Le taux d'endettement de l'Union en 1999 s'est situé autour de 115 % du PIB nominal contre moins de 50 % en Asie et en Afrique du Nord. Le service de la dette a représenté plus de 8 % du PIB nominal de l'Union, soit environ 50 % des recettes budgétaires absorbant ainsi une part importante de l'épargne intérieure. Il convient de noter que le poids de cette dette constitue une des principales contraintes qui entravent sévèrement l'amélioration du cadre macro-économique.

Le bénéfice des mécanismes d'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTTE contribuerait largement à libérer des ressources supplémentaires qui assureraient une mise en œuvre effective des stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté tout en préservant et en consolidant la stabilité du cadre macro-économique. Pour bénéficier de cet mécanisme, les Etats membres doivent disposer de bons antécédents macro-économiques et maintenir le cap dans la conduite de politiques économiques, financières et structurelles saines dans le cadre de programmes appuyés par la communauté financière internationale, notamment les institutions de Bretton Woods. Or, il ressort aujourd'hui que la plupart des Etats membres de l'Union n'est pas encore parvenue à établir des relations harmonieuses avec ces institutions.

Aussi, sont-ils invités à mettre en œuvre des politiques macro-économiques saines dans le cadre de programmes appuyés par la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) du FMI, en vue de bénéficier des dispositifs de l'Initiative PPTTE. Il faut souligner que cette Initiative a fait l'objet d'un processus de révision qui a abouti à la fin de 1999 à des modifications qui ont pour effet un élargissement des allègements de la dette à travers notamment l'abaissement des objectifs retenus pour les critères du niveau tolérable d'endettement et des seuils d'admissibilité, l'apport d'une aide intérimaire entre le point de décision et le point d'achèvement et à l'application de points d'achèvement flottants.

Cependant, il faut préciser que des programmes économiques et financiers, appuyés par la FRPC du FMI et bénéficiant des gains d'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTTE, sont une condition nécessaire mais non suffisante pour éviter que la dette des Etats membres ne se situe, de nouveau, à des niveaux insoutenables. A ces politiques macro-économiques saines, il serait souhaitable d'y associer la qualité de la stratégie de gestion de la dette. Pour ce faire, il serait parfaitement indiqué de réhabiliter ou de renforcer la finalité première des systèmes de gestion de la dette, à savoir la production de statistiques complètes sur les profils de la dette et les ratios de risque et l'élaboration de scénario de base sur l'évolution du service de la dette.

Sur cette base, les pays membres pourraient procéder à des tests de sensibilité pour déterminer le coût des chocs sur le service de la dette. Ce contrôle des risques, lié à la variation des taux de change et aux fluctuations des taux d'intérêt, permettrait de réduire la volatilité du coût du service de la dette.

4.3. PROMOTION DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES

Le redressement de la situation économique des pays émergents asiatiques, la croissance de la demande des pays pétroliers suite à la flambée des cours du pétrole, et l'accélération des importations américaines, ont contribué à impulser le volume des échanges mondiaux en 1999. Le commerce mondial a progressé en moyenne annuelle de 5,5 % en 1999 contre 4,2 % en 1998, favorisant ainsi la relance des économies des régions ou pays les plus exposés aux effets néfastes des crises financières asiatique et russe. En revanche, les économies des pays africains au Sud du Sahara, en particulier, celles des Etats membres de l'Union, semblent ne pas avoir tiré profit de l'amélioration de la conjoncture économique internationale.

En effet, le ralentissement de la croissance économique amorcée en 1998, dans l'Union, s'est confirmé en 1999 et pourrait se prolonger en 2000. En dépit de bonnes campagnes agricoles, cette évolution est imputable à l'effondrement prolongé des cours des produits de base, consécutif à une offre abondante sur le marché mondial.

Dans un contexte international marqué par la mondialisation des échanges, la stratégie poursuivie par les Etats membres de l'Union doit viser, d'une part, à assurer une intégration harmonieuse des différentes économies nationales dans l'économie mondiale et, d'autre part, à faire participer le commerce extérieur à la stimulation de la croissance économique.

C'est dans ce sens que la politique commerciale de l'Union a été essentiellement axée sur la libéralisation progressive des échanges extérieurs et la réduction des tarifs douaniers en vue d'évoluer à terme vers une union douanière dotée d'un tarif extérieur commun. Cette union douanière a été concrétisée le 1^{er} janvier 2000. Malgré cette importante avancée et les avantages de la monnaie commune, le niveau des échanges intra-communautaires demeure faible en se situant encore autour de 11 %³.

La détérioration du cadre macroéconomique observée au cours de l'année 1999 et les perspectives peu satisfaisantes pour l'année 2000 sont le reflet de la très grande dépendance des économies nationales de l'Union par rapport aux exportations des produits de base. La nécessité d'éviter la marginalisation des économies de l'Union dans l'économie mondiale constitue donc une préoccupation fondamentale pour les gouvernements. L'intensification des échanges intracommunautaires est, sans aucun doute, une des solutions les plus appropriées pour atténuer l'impact des chocs extérieurs défavorables sur les recettes d'exportation, les prix au producteur et les revenus des producteurs, l'activité économique et l'emploi ainsi que sur les recettes budgétaires. La promotion des exportations entre les Etats membres, dans un contexte de désarmement tarifaire interne intégral, vise également à tempérer la hausse des prix intérieurs sur les produits communautaires, au profit des consommateurs.

Au niveau de l'Union, les instruments incitatifs de cette intensification des échanges intracommunautaires ont été mis en place. Il s'agit, en l'occurrence, du désarmement tarifaire interne, un des deux leviers de l'Union douanière entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000.

Le calendrier initialement arrêté pour effectuer le désarmement tarifaire interne a été bien respecté. La réduction des tarifs douaniers pour les produits originaires agréés de l'Union est de 100 % depuis le 1^{er} janvier 2000. Cependant, des dispositions appropriées doivent être prises en vue de réaliser pleinement les effets attendus de la mise en place de l'union douanière. Dans ce sens, les efforts doivent être orientés vers la mise en œuvre des actions suivantes :

- Soutenir le secteur privé dans l'identification des créneaux porteurs disponibles dans la sous-région et dans la transformation des produits de base ;
- Assurer effectivement la levée des entraves non tarifaires à la libre circulation des personnes et des biens. Des mesures vigoureuses devront être mises en œuvre en vue de faciliter, particulièrement, les opérations de transit à l'intérieur de l'Union ;
- Prendre des mesures pertinentes, sous réserve du respect des exigences de la libéralisation économique, pour que les avantages attendus du désarmement tarifaire interne intégral soient effectivement ressentis par les populations des Etats membres de l'Union.

³ Ces chiffres ne tiennent pas compte du commerce informel.

- Intensifier les efforts entrepris au lendemain de la dévaluation du franc CFA, visant notamment à atténuer les effets de la vulnérabilité extérieure de l'économie et à tirer un meilleur parti du contexte de compétitivité, en diversifiant les produits d'exportations.

La mise en application diligente de ces mesures devront concourir à donner l'élan nécessaire aux échanges entre les Etats membres de l'UEMOA, et par-là même, à atténuer l'impact défavorable de l'instabilité des marchés internationaux des produits de base sur les économies nationales.

CONCLUSION

L'évaluation du cadre macroéconomique de l'Union pour les années 1999 et 2000 a révélé des insuffisances qui doivent être corrigées, dans des délais très rapprochés, afin de ne pas compromettre la réalisation des objectifs économiques fondamentaux de l'Union tels que définis à l'article 64 du Traité portant création de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En effet, la croissance économique connaît une nette décélération en se situant autour de 3,5 % au cours de ces deux années alors que le niveau requis pour faire reculer significativement la pauvreté est d'au moins 7 %. L'épargne intérieure et l'investissement demeurent insuffisants pour stimuler fortement la croissance économique en dépit des légères améliorations observées au cours des dernières années. L'inflation semble maîtrisée après la forte hausse enregistrée suite à la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994, mais elle reste largement tributaire des aléas climatiques et de leurs répercussions sur les résultats de la campagne vivrière.

Dans le domaine des finances publiques, les difficultés rencontrées pour mobiliser les ressources intérieures et extérieures et le faible ajustement des dépenses publiques au niveau des ressources ont entraîné une aggravation des déficits publics et un recours aux financements exceptionnels, notamment les accumulations d'arriérés de paiement intérieurs et extérieurs, les rééchelonnements. Le recours aux avances statutaires de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest s'est également poursuivi en vue d'atténuer les tensions de trésorerie qui sont apparues. Enfin, le service de la dette continue de peser lourdement sur les finances publiques, constituant une des principales contraintes au redressement de la situation économique et financière.

Il ressort ainsi qu'un tel cadre macroéconomique n'est pas propice à la mise en œuvre effective et efficiente des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté qui seront élaborés par les Etats membres avec la participation de la société civile, des institutions de Bretton Woods et des autres partenaires au développement.

Soucieuse de la nécessité et de l'importance du renforcement du cadre macroéconomique, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue le 08 décembre 1999, à Lomé, a adopté un Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA. Ce Pacte définit des critères de convergence dont le respect strict par les Etats membres assurera l'assainissement du cadre macroéconomique tout en accélérant la convergence des politiques et des performances économiques au sein de l'Union. L'élaboration puis la mise en œuvre effective de programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité par les Etats membres, conformément aux dispositions dudit Pacte, contribueront à la réalisation simultanée de l'objectif de stabilité du cadre macroéconomique et de celui de réduction de la pauvreté.

Le bénéfice de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE et la mobilisation de ressources additionnelles seront d'un apport considérable dans la réalisation des objectifs poursuivis. Pour cela, les Etats membres de l'Union doivent entretenir et maintenir des relations harmonieuses avec les institutions de Bretton Woods. Les Etats membres qui n'ont pas encore un programme appuyé par ces institutions financières internationales doivent prendre toutes les dispositions appropriées en vue de mettre fin à une telle situation.

L'assainissement du cadre macroéconomique doit être appuyé par des réformes structurelles et des politiques sectorielles appropriées. Au niveau des réformes structurelles, les dispositions doivent être prises pour que la mise en place de l'union douanière produise les résultats effectivement attendus, à savoir une plus grande compétitivité des produits d'origine communautaire qui favoriserait l'activité économique de l'Union et la création d'emplois, une augmentation du pouvoir d'achat des ménages, notamment des couches vulnérables.

S'agissant des politiques sectorielles, des programmes d'actions ont été définis et adoptés par le Conseil des Ministres de l'Union. Il convient à présent de passer, dans les meilleurs délais, à la phase de mise en œuvre effective de ces actions qui sont déterminantes pour le succès des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Il s'agira enfin de promouvoir la paix sociale dans l'Union qui est un préalable incontournable à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques macroéconomiques, structurelles et sectorielles.